15, rue Falguière, 75581 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14387 - 6 F

DIMANCHE 28 - LUNDI 29 AVRIL 1991

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

# Les défis du choléra

DE l'eau potable et le tout-à l'égout : il n'en faudrait guère plus pour que l'épidémie de choléra qui, depuis fin janvier, s'étend peu à peu à l'ensemble du continent sud-américain ralentisse sa progression, Pourtant, en cette fin de vingtième siècle, un tel précepte relève du vœu pieux : les Etats d'Amérique latine, et avec eux l'ensamble de la communauté internationale, se sont révélés incapables d'élever un tant soit peu le niveau d'hygiène de ces populations.

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, le docteur Horoshi Nakajima, a lancé le 25 avril un appel solennel à la communauté internationale afin qu'elle l'aide à mettre en place un plan d'urgence destiné à lutter contre la propagation de l'épidémie. Au minimum, a-t-il expliqué, il faudrait investir 5 milliards de dollars par an pendant dix ans pour parvenir à assurer un approvisionnement correct en eau potable et des conditions d'assainissement appropriées. Sinon, il est à craindre qu'entre 90 et 120 millions de personnes ne soient mena cées par cette épidémie.

EN attendant que l'aide internationale s'organise, les Etats d'Amérique latine tentent nour les uns d'enrayer, pour les autres de prévenir, les ravages de l'épidémie. Au Pérou, le premier pays touché, et qui compte déjà plus de 1 200 morts, la situation est devenue catastrophique. Les hôpitaux et les dispensaires sont complètement débordés. Et les médecins commencent à protester ouvertement contre la passivité du gouvernement, coupable, selon eux, pour tenter d'amoindrir les conséquences économiques de l'épidémie, de ne pas lancer de véritables campagnes d'information et de prévention.

En Equateur, en Colombie, au Brésil, en Argentine et dans les autorités déclarent, sans trop savoir ce qu'elles comptent faire, des états d'alerte sanitaires. Il est à craindre, en outre, que les campagnes de vaccination massive que le gouvernement brésilien veut organiser ne soient jamais mises en œuvre, car le seul vaccin relativement efficace contre le cholèra, produit par Pasteur-Mérieux, est d'un prix très élevé et actuellement disponible en faibles quantités.

Section 2.

4- - -

---

Mary Mary Property Comments of the Comments of

A STATE OF THE STA

**《中心》** (1990年) 2

医血液性神经 光子

Supplied to the second

**東接 東班 三** 

**基本** 

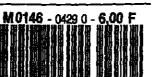
1**34**1

No. of Contract of the

. . . .

DANS ces conditions, au-delè des mesures d'ordre strictement sanitaire, c'est à un véritable travail de fourmi que doivent s'atteler les Etats, non seulement d'Amérique latine mais également d'Afrique - eux aussi aux prises avec de dramatiques épidémies de choléra. Il faudrait un peu partout creuser des puits fonctionnant à l'aide de motopompes, lancer de vastes campagnes d'éducation sanitaire et tenter de remédier à l'insalubrité qui prévaut dans les immenses banlieues des métropoles latino-américaines.

En sachant que, là-bas comme ailleurs, ce n'est pas du grand spectacle de l'aide humanitaire prenant fin avec le départ de la demière caméra de télévision que les populations ont besoin. mais d'une action à long terme. saule à même de préserver la survie économique et sociale des régions les plus déshéritées de la



### Malgré le demi-échec de M. Baker

# Washington entend poursuivre

La mission de M. James Baker au Proche-Orient se solde par un demi-échec. Le secrétaire d'Etat américain, contraint d'écourter son séjour à Jérusalem, a quitté Israël vendredi 26 avril sans avoir obtenu toutes les réponses qu'il espérait. Il attendait de s'être entretenu avec le président Bush pour déterminer quelle forme prendrait à l'avenir l'ection que Washington entend poursuivre en faveur de la paix au Proche-Orient.

**JÉRUSALEM** 

de notre correspondant Si l'objectif de M. Baker était de préparer le terrain pour que le président George Bush puisse lancer une série d'invitations à une conférence de paix régionale. sous les auspices des États-Unis et de l'URSS, c'est apparemment raté: les positions des principaux protagonistes sont encore trop

Cela est tout particulièrement vrai pour Israël et la Syrie, dont M. Baker n'a pu rapprocher les points de vue. A en croire les déclarations publiques de M. Yasser Arafat, l'OLP, non plus, n'est guère décidée à faire

un bout de chemin dans la direction souhaitée par les Etats-Unis. Enfin, l'Arabie saoudite, un des pays qui, avec Israël, devroit s'estimer specialement redevable a Washington, refuse tout net de participer à cette conférence.

Dès jeudi soir, à l'arrivée de M. Baker en Israel, à l'issue de sa visite impromptue au Caucase. les journalistes l'accompagnant le disaient quelque peu fatigué, amer et ayant eu du mal, ici ou là, à cacher son exaspération à mesure qu'il eprouvait l'ingratitude du métier de diplomate au Proche-Orient.

> **ALAIN FRACHON** Lire la suite page 3

# Le sort des réfugiés kurdes

Lire page 3 les articles d'AFSANÉ BASSIR POUR, de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX et de JAN KRAUZE M. Roland Dumas en visite à Pékin

# La France et la Chine

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, est attendu lundi 29 avril à Pékin, pour une visite de trois jours en Chine . Moins de deux ans après la sanglante répression du « printemps de Pékin » – qui avait provoqué une très ferme réaction de la part de Paris, - cette visite devrait sceller la reprise des relations franco-chinoises, les Etats-Unis restant la seule puissance occidentale à ne pas se prêter au jeu de la normalisation.

> Ministre passant un savon aux dirigents chinois



Lire page 4 l'article de FRANCIS DERON

# Les Canaques face à la coutume

# Comment assurer le développement de la Nouvelle-Calédonie sans mettre en cause les grands chefs?

Le dixième congrès du FLNKS, les 27 et 28 avril, à la tribu de Koindé, sur la commune de La Foa, devait être centré sur la gestion des institutions provinciales issues des accords de Matignon de juin 1988. Fait inédit, les problèmes liés à la répartition

nouméa de notre correspondant

dans le Pacifique sud rut-ce un coup de gourain ou de couvercle de marmite? Les chroniqueurs de l'île en débattent touiours. Ce que tout le monde admet, en revanche, c'est que M. Cono Hamu, maire de Lifou, ne dut son salut qu'à ce coup qui des rôles entre élus politiques le fit vaciller ; les plombs de cheet chefferies seront évoqués. vrotine qui lui étaient destinés au

même moment allèrent se ficher leur couroux : « Celui qui a le dans l'épaule de son acolyte. Ce premier dimanche de février, l'humeur n'était plus aux palabres

Puis, une mauvaise fiévre s'empara des esprits. Les adversaires du premier magistrat de l'île édifièrent des barrages de troncs de cocotiers à la sortie du centre administratif de Wé, avant de brüler, plus tard, quelques cases. Sur les murs des bâtiments qui bordent le lagon, ils griffonnérent

malheur de défier le grand chef Henri Boula, il sait ce qui l'attend ... « La coutume n'est pas à rendre... . Le maire, alors qu'il

Nouméa, se défendit maladroitement en contestant, dans les médias locaux, la sagesse coutumière de M. Henri Boula, grand chef du district de Mou et dont il est un « sujet ».

FRÉDÉRIC BOBIN Lire la suite page 7

### Remaniements aux Opéras de Paris

Les conventions collectives dénoncées, quatorze cadres techniques licencies, l'administrateur général du Palais Garnier limogé, celui de l'Opéra-Bastille confirmé dans ses fonctions et proposé au remplacement de son ex-alter ego, la démission du directeur de l'École de chant... l'Établissement public des Opéras de Paris fait l'objet d'une restructuration draconienne

Lire page 10 l'article d'ALAIN LOMPECH

### La délinquance en hausse en 1990

Les crimes et délits constatés par la police et la gendarmerie ont augmenté de quelque 7 % en 1990. Pour la deuxième année consécutive, les statistiques sont à la hausse, alors qu'une tendance à la baisse avait été observée de 1985 à 1988. Principales formes de cette envolée qui touche surtout les zones urbaines : l'augmentation des vols et la croissance des infractions liées aux stupéfiants.

Lire page 8 l'article d'ERICH INCIYAN

### Récession aggravée aux Etats-Unis

La conjoncture américaine s'est encore dégradée au cours du premier trimestre : le PNB a accusé una chute de 2,8 %, en rythme annuel, après celle de 1,6 % qui avait été enregistrée au cours des trois demiers mois de 1990. Les Etats-Unis se trouvent donc officiellement en récession pour la première fois depuis la fin de groupe des Sept, dimanche 28 avril à Washington, les responsables américains devaient plaider en faveur d'une baisse mondiale des taux d'intérêt.

> Lire nos informations pages 17 et 20

# 38 Le Monde Mai 1991

### SPÉCIAL EXAMENS

Chaque année, ces dossiers font le point sur les grandes régions du monde et sur la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spé-

### le dernier état du monde

La guerre du Golfe et ses conséquences. Les principaux événements économiques et commercianx en URSS, au Japon, en Chine et aux Etats-Unis. L'Europe et la CEE. La réussite allemande. L'écroule-ment du bloc de l'Est. Les difficultés des pays les plus pauvres.

### LE DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

Les principales lignes de la vie économique française en 1990. Le ralentissement de la croissance et ses origines. Des inégalités préoccupantes. L'aggravation du chômage. La crise de la protection sociale, Le mai des banlieues. Le mécontentement des agriculteurs.

Un numéro indispensable pour tous les élèves de terminale et les étudiants qui sonhaitent actualiser leurs connaissances avant les examens.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

# L'Amérique des bavures policières

Après Los Angeles, Philadelphie..., les violences des forces de l'ordre provoquent un large débat aux Etats-Unis

de notre envoyée spéciale

Un bar du quartier noir, un soir, à Philadelphie. Soudain, la porte claque. Un policier, surgi de la rue, dégaine son pistolet et tire sans sommations. Sans comprendre et sans demander son reste, chacun prend la suite. Dès le lendemain, la nouvelle circula en ville. Ce fut le choc. Le policier n'en était pas à son premier coup : trois descentes en deux mois dans le même bar, heureusement sans faire de victime. A quoi jouait-il? A faire peur sans doute, fort de son impunité sup-

Telle est la question que Philadelphie s'est posée quand elle a découvert - ou redécouvert - ses bavures policières il y a quelques semaines, comme Los Angeles l'avait fait un mois plus tôt, Depuis ce jour du 3 mars où toute

l'Amérique a pu voir le lynchage d'un automobiliste noir par quatre policiers de Los Angeles, les chaînes de télévision ont dissusé et rediffusé la même scène, filméc sur le vif par un témoin-surprise (le Monde du 7 mars). Images d'une violence quasi insoutenable, qui devinrent aussitôt, pour des millions d'Américains de toutes opinions, « la preuve abso-

lue » de certaines brutalités policières. Le président George Bush lui-même eut un « haut-le-cœur », comme il le confia aux iournalistes. Le débat gagna l'ensemble du pays. Un peu partout, des révélations sur les «bavures» fusèrent, devançant à la une les informations sur le Golfe.

**DANIELLE ROUARD** Lire la suite page 4

### HEURES LOCALES

La grande misère des commissaires-enquêteurs Chargés de consulter le public sur les projets de l'administration ou des élus locaux, ces « honnêtes hommes » ont des rémunéra-

tions indécentes. ■ Le statut des élus locaux en Europe. ■ Scènes pour les ménages à Nantes ■ Bordeaux protège ses vins ■ Un entretien avec M. Raymond Marcellin.

pages 13 à 16

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIERE, 75501 PARIS CEDEX 15 761.: (1) 40-65-25-25 Télécopleur: (1) 40-85-25-99 Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION:
PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
14852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-66-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social :

Capital social:
620 000 F
Principaux associés de la société
Société civile
4 Les Rédacteurs du Monde ».
4 Association Beuve-Mérv ».

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, géran

5, rue de Monttessey, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 on 43-55-91-71 Télex MONDPUB 286 136 F Télén: 45-35-04-70. Société fitale

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

production interdite de tout article, sauf actord avec l'administration

et publications, nº 57 437 LSSN: 0395-2037

enseignements sur les microfilms et index du Monde eu (1) 40-85-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 · Tapez LM

ABONNEMENTS

ELT CLOAL

572 F

1 123 F

**ÉTRANGER:** 

par voie aérienne tarif su

demande.

Pour vous abonnes

RENVOYEZ CE BULLETIN

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs «

à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE** 

Prénom:

Code postal:.

Localité :

PAYS
noise
normale
y compris
CEE arion

1 960 F

2960 F

I. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY, 94852 IVRY-SUR-

Terif

FRANCE

4 6

780 F

1 400 F

Il y a cent ans

# Le 1er mai tragique de Fourmies

'HISTOIRE du 1" mai est internationale, même si l'une de ses premières manifestations, le 1e mai 1891, il y a un siècle exactement, fait aussi date dans l'histoire de France. Elle est liée au nom de la petite ville de Fourmies, où la manifestation réprimée a vu couler le sang.

Il y a cent ans, le prolétariat des usines souffrait partout de salaires insuffisants et de journées de travail trop longues. Les iournées pouvant atteindre parfois dix ou douze heures. l'exigence ouvrière était alors de huit. « A partir du 1ª mai 1886, nous ne travaillerons plus que huit heures par jour », avaient proclamé les premiers syndicats ouvriers des Etats-Unis. De fait, il s'ensuivit d'importantes grèves et manifestations, et l'une d'elles, le 3 mai 1886 à Chicago, fut réprimée avec une violence (le massacre de Haymarket) qui attira l'attention sur cet aspect de la revendication de classe. L'idée

d'en généraliser le mouvement prend sa forme définitive en 1889 au congrès socialiste international qui se tient à Paris, en l'année du premier centenaire de la grande Révolution.

Avant d'en venir à l'événement, il faut remarquer à quel point. qu'il s'agisse de France ou d'Amérique, le lu mai est une date conventionnellement choisie et, si l'on veut, arbitraire. Le premier d'un mois est évidemment plus facile à retenir que tout autre jour, et le mois de mai est celui où s'ouvre vraiment la saison des grandes activités collectives. Des manifestations aussi différentes que les états généraux de l'ancienne monarchie ou les expositions universelles du dix-neuun le mai. Et les folkloristes nous enseignent que le le mai est une date du cycle traditionnel des sètes du printemps dans la vieille culture populaire européenne.

Fourmies, dans le département du Nord et l'arrondissement d'Avesnes, était une petite ville toute industrielle. Environ quinze mille habitants, en grande majorité ouvriers, occupés dans la filature de laine. Une vingtaine d'entreprises, de toutes tailles. Beaucoup de semmes et d'enfants

dans la main-d'œuvre. Des salaires médiocres et la journée limitée, si l'on peut dire, à douze heures. Mais ni la conscience politique ni l'organisation syndicale n'étaient encore établies, malgré les efforts de propagandistes venus de Lille ou de Saint-Quentin. En dépit de leur immense majorité dans la population, les ouvriers n'avaient pas « conquis » le conseil municipal, qui restait naturellement lié au monde patronal. Le seul syndicat qui existat était un syndicat mixte (entendons : de patrons et d'ouvriers), d'inspiration religieuse et paternaliste. Il regrettait ouvertement le bon vieux temps, où, dans chaque atelier, au soir... du le mai, un banquet réunissait ouvriers, contremaîtres et patron!

### Une branche d'aubépine pour leur fiancée

Car Fourmies, que le 1º mai de l'histoire ouvrière moderne allait rendre célèbre, était un de ces lieux écartés de la France profonde où survivait le la mai folklorique. Les jeunes gens y gardaient la coutume d'aller dans les bois couper une branche d'aubépine en sieurs pour l'offrir à leur fiancée.

Mais, au printemps de 1891, on commençait aussi à penser aux huit beures et à la grève, et son annonce avait des échos favorables. Aussi, le 30 avril, les patrons lancentils un manifeste pour dénoncer les agitateurs

socialistes, et pour prédire que l'application des huit heures ruinerait à coup sûr la ville et ses habitants. Ce défi jeté à la grève par les industriels est ostensiblement soutenu par le « gouvernement de la République ». Car les responsables d'alors (Constans, ministre de l'intérieur, et, sur place, isac, sous-préfet d'Avesnes) ont conscience d'avoir, quelque quinze ans plus tôt, conquis la République contre la droite conservatrice, et de l'avoir défendue beaucoup plus récemment (en 1887, 1888, 1889). contre la démagogie boulangiste.

### L'ordre républicain

Bref, on défendait encore l'ordre républicain avec une sorte de bonne conscience de gauche. Concretement, le sous-préfet faisait venir d'Avesnes à Fourmies deux compapolice et les officiers commandant les compagnies de fantassins. C'est l'un d'eux qui, voyant sa troupe plier sous la simple poussée de la foule, donne l'ordre d'ouvrir le feu. Quelques salves, et, en deux ou trois minutes, c'est l'effroi et la débandade.

Puis la stupeur, lorqu'on dénombre, sur le pavé, avec trente-trois blessés, neuf morts. Un seul d'entre eux était un homme d'âge mûr, trente ans, marié, deux enfants. Les huit autres étaient des adolescents, ouvriers de treize à vingt ans, quatre garçons et quatre filles. L'une d'elles, Maria Blondeau, tenait encore dans la main la branche d'aubépine que son siancé lui avait offerte le matin. Aucun récit n'a oublié, ni alors ni depuis, ce rameau de fieur ensanglanté. C'est qu'au-delà du triste pittoresque dont il colore le tableau il est doublement symbolique d'abord, comme on l'a suggéré, de la rencontre du 1º mai folklorique avec le

qui, au service de l'ordre économique établi, avait frappé avec une brutalité démesurée. Ce message devait être entendu. Par exemple, le 8 novembre suivant, à l'occasion d'une élection partielle à Lille, Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, dirigeant du Parti ouvrier français, et très en vue dans la polémique de l'après-Fourmies, entrera à la Chambre, Il faut dire aussi qu'il y avait bien de quoi s'indigner. C'était déjà beaucoup que les neuf morts tombés le 1º mai. Mais la suite n'avait pas été plus reluisante. Non seulement le gouvernement et sa majorité avaient refusé toute enquête et a fortiors toute poursuite contre les responsables de tant de sang versé, mais encore la justice n'avait trouvé à sévir que contre les militants socialistes du Nord, dont certains, propagandistes connus certes, n'étaient même pas sur les lieux au moment du drame.

Si l'on veut réfléchir maintenant sur la place de Fourmies dans notre histoire, il faut bien commencer par là : qu'est-ce que « la république », entre les classes en présence ?

> A ceux qui disent que tout Etat a une nature de classe, que la république, même fondée par Gambetta, fut une république « bourgeoise », ploutocratique et répressive, et qu'elle doit donc être combattue et, pour commencer, démystifiée, Fourmies, après la Commune, après Decazeville et avant quelques autres semblables épisodes, fournit un argument de force impressionnant. Ce n'est pas sans peine que le socialisme républicain, et cela jusqu'à nos jours, aura à surmonter l'émotion de Fontmies pour trouver à la forme mérites utilisables.

Un deuxième commentaire est d'ordre plus technique et peut-être moins banal. La ille République à ses débuts n'avait pas d'antres ressources que Louis-Philippe ou Napoléon III : quand les gendarmes étaient débordés, on appelait l'armée. Le régime n'avait pas encore inventé ce qu'on pourrait appeler la forme républicaine du maintien de l'ordre : des spécialistes, professionnels entraînés à l'intervention à arme retenue, auteurs d'une répression presque

indolore, dono relativement acceptable, done plus efficace à long terme...

En troisième lieu, enfin, comment ne pas revenir sur le folklore ? Aujourd'hui, en France, les huit henres sont un objectif atteint depuis longtemps (1918), et même largement dépassé. Non seniement les défilés du le mai ne sont plus réprimés, mais, « la Fête du travail » est devenue légalement chômee (1947). Une occasion de plus d'aller en promenade. Un rite cependant : on se fleurit encore, mais désormais de ce maguet dont des industriels forcent ou regient la croissance dans leurs serres pour être surs de pouvoir en inonder les rues à la date convenable. N'appelle t-on pas de plus en plus souvent le i mai « la fête du muguet »?

## MAURICE AGULHON professeur au Collège de France

 Vient de paraître. – A de nombreux ouvrages sur le 1 mai et le drame de Fourmies vient de s'ajoute*r la Fusillade* de Fourmies, d'André Pierrard et Jean-Louis Chappat: Un récit heure par heure dont les auteurs ont voulu, dit Alain Decaux dans sa préface, appliquer le pré-cepte de Jaurès : « Chercher le vérité et is dire. » Nombreuses annexes. (Editions Miroirs, 355 p., 185 F.)



L'affrontement antre les grévistes et la troupe (dessin de Louis Tinayre).

gnies d'infanterie, pour renforcer les effeclifs évidemment dérisoires de la gendarme-

La journée du le mai se déroule donc dans l'atmosphère tendue que l'on imagine. Les grévistes sont nombreux et ils parcourent les rues en cortège pour appeler à les rejoindre les camarades des usines aui n'ont pas cessé le travail. On chante en cœur, notamment, sur l'air bien connu d'une chanson à boire; « C'est huit heurle)s, huit heurle)s, huit heures - c'est huit heures qu'il nous faut ».

L'un de ces rassemblements devant une usine ouverte est chargé par les gendarmes à cheval. Certains grévistes se défendent à coups de pierres et de bâtons. Cela ne fait encore que des blessures bénignes, mais les gendarmes arrêtent quelques-uns des bagarreurs et les conduisent au poste de police, situé au rez-de-chaussée de la mairie. On est vers la fin de la matinée.

Les manifestations de l'après-midi vont alors s'amplifier en changeant d'objectif, se donnant maintenant pour tâche de libérer les camarades incarcérés. Le refrain scandé devient alors: « C'est nos homm(e)s, nos homm(e)s, nos hommes – c'est nas hommes qu'il nous faut ». La foule afflue sur la place de la mairie, où se trouvent à la fois les prisonniers et les autorités, sous-préfet. maire, comme dans une forteresse assiégée. Sur le terrain se trouvent le commissaire de le mai prolétarien ; ensuite, et surtout, du contraste entre le caractère désarmé, inoffensif, naît presque de la jeunesse ouvrière, et la terrible efficacité du fusil.

L'émotion est énorme. Dans la presse, dont les envoyés affluent sur les lieux, et aussi dans les séances de la Chambre des députés, le gouvernement est attaqué de toutes parts avec violence.

#### Une brutalité démesurée .

A l'inhumaine brutalité des militaires et du sous-préfet républicain (responsable, ne serait-ce qu'indirectement), la droite oppose la charité du curé de Fourmies, sorti l'un des premiers de son presbytère pour aller relever les victimes. Le cléricalisme étant alors au cœur de notre histoire, on polémiqua vivement sur ce détail mesquin : le prêtre était-il sorti sous les balles, au péril de sa vie, ou juste après l'arrêt du feu ?.. Les boulangistes, eux, apportèrent à la polémique une touche inattendue, mais aussi bien typique du temps. Une aubaine : le sous-préfet d'Avesnes était d'origine jaive. Fourmies entra donc aussi dans la panoplie d'une propagande antisémité, d'une outrance incroyable, qui devait s'ensier jusqu'à la fin du siècle.

Quant aux socialistes, ils plaidèrent plus judicieusement l'inhumanité d'un pouvoir

Veuilles avour l'abligeance d'écrire tous 111 MON 02 Le Monde Edité par la SARL Le Monde Comité de direction :

Daniel Verne

purus-Méry (1944-1965) • Faurust (1969-1982) Laurena (1982-1985) Fontzine (1985-1991)

"GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 en direct sur **JACQUES** animé par Olivier MAZEROLLE avec André PASSERON et Patrick JARREAU (le Monde Paul-Jacques TRUFFAUT DÉPUTÉ-MAIRE DU 13<sup>1</sup> ARRONDISSEMENT

# Le président Bush évoque à nouveau le retrait des troupes américaines

Fourmies

de notre correspondant

L'horizon se dégage, et les troupes américaines vont bientôt pouvoir être retirées du guépier irakien : telle est du moins l'impression qu'a voulu donner, vendredi 26 avril, un prési-dent Bush qui semblait avoir retrouvé un optimisme un moment troublé par le pénible intermède kurde. An même moment, M. Javier Perez de Cuellar, le secrétaire général des Nations unies, indiquair pour la première fois que l'ONU était disposée à prendre la relève des forces américaines, britanniques et françaises venues assister les réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak Certes, a précisé pour sa part M. Bush, les troupes américaines « resteront là-bas aussi lontemps que nécessaire pour s'assurer que l'on s'ac-cupe de ces réfugiés»; (...) pour que l'aide parvienne oux gens qui en ont besoin, et pour que cela se fasse en toute sécurité».

Mais, « en dehors de cela », c'est bien l'ONU qui a « un rôle majeur à jouer », a souligné le président Bush, et les sept mille soldats américains présents dans la région « ne resteront pas une minute de plus que néces-saire » – une promesse que M. Bush a prodiguée à de multiples reprises, dès avant le début de la guerre contre l'Irak. D'ailleurs, le président améri-cain ne s'attend « à aucune complicacain ne s'attend «à auxune complica-tion» de la part des Irakiens, qui «ne veulent pas avoir de nouveau affaire aux Etats-Unis», après «la dure leçon» qu'ils ont reçue : Saddam Hussein « n'est pas assez bête » pour cela. Et, du point de vue américain, les nouvelles sont également bonnes à

la frontière sud de l'Irak, puisque l'Arabie saoudite a accepté d'accueil-lir quelque cinq mille réfugiés irakiens présents dans la zone occupée jusqu'à présent par les troupes américaines, et qui risquaient de se retrouver sans conscient one l'avenir reste très incertam, et il ne peut « certifier » qu'il y aura la paix en Irak (deux jours plus tôt, l'un de ses collaborateurs avait fait état du escepticisme à long terme» de l'administration à propos des promesses faites par Saddam Hussein à un groupe de dirigiants kurdes). Et surtout, le président amé-ricain n'a pas fini de régler ses comptes avec le dictateur irakien : «Il n'y aura pas de relations normales. avec cet homme tant que je serai prési-dent des Etats-Unis, je peux vous l'as-

que les sanctions économiques impo-sées à l'Irak resteraient en vigueur aussi longtemps que Saddam Hossein n'aurait pas été renversé, ce qui, si les paroles du président n'ont pas dépassé sa pensée, paraît marquer une nouvelle étape dans la doctrine américaine concernant ces sanctions : d'abord destinées à contraindre l'Irak à évacuer le Koweit, elles ont, après la guerre, été présentées comme un moyen de s'assurer que Bagdad res-pecterait les conditions du cessez-lefeu et le paiement des réparations, et paraissent désormais chargées d'un «message» supplémentaire : l'Irak ne peut espérer redevenir un pays vraiment souverain tant que Saddam

# IRAK: la situation au Kurdistan

# La présence des policiers irakiens dissuade toujours les réfugiés de regagner Zakho

Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, a affirmé, vendredi 26 avril, que deux cent mille Kurdes étaient rentrés dans les villes qu'ils avaient désertées en mars. Pourtant, la population kurde semble rester méfiante, notamment dans la région de Zakho, en dépit de la présence des militaires améri-

cains, britanniques et français. A Washington, le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, avait déclaré, jeudi, que les Etats-Unis pourraient déployer des forces supplémentaires dans le nord de l'Irak en plus des sept mille hommes qui s'y trouvent

de notre envoyé spécial Le jeu du chat et de la souris se poursuivait, vendredi, entre les forces allices et les policiers irakiens. Ces derniers ne semblent pas véritablement décidés à quitter Zakho, alors que les Américains continuent d'y bâtir un camp de réfugiés à 3 kilomètres de la périphérie, que les Français et les Canadiens restaurent l'hôpital et one les Britanniques patrovillent intensément dans la ville depuis

Zakho est pourtant la plaque

Les autorités iraldennes out active ment préparé la célébration, dimanche 28 avril, du 54 anniver-saire du président Saddam Hussein, avec l'intention d'en faire une

rémonstration de fidélité à son égard

face à la campagne occidentale qui demande son départ. Ainsi, le minis-tère de l'information et le parti Bass au pouvoir ont-ils mis au point un

programme de « réjouissances popu-laires » (concerts, expositions, défilé.

Depuis quelques jours, les médias officiels évoquent les qualités du chef de l'Etat dont l'anniversaire est assi-

milé, par l'hebdomadaire Alef-Ba', à

ula naissance de l'Irak nouveau».

Les quotidiens publient des télé-grammes de félicitations adressés à M. Saddam Hussein par les hauts

responsables du régime et du parti,

les qualifiant d'« actes d'allégeunce » et affirmant que, sous sa houlette, « l'Irak est capable de mener à bien sa reconstruction ».

L'Irak a décidé de dissondre

l'earmée populaires, une milice para-militaire, forte de plusieurs mil-

lions de avolontaires et mise sur pied en 1974, a indiqué, vendredi, l'agence de presse INA. Signé par Saddam Hussein, un communiqué du Conseil de commandement de la

révolution, l'instance suprême du

ponvoir, précise que cette mesure porte sur la « dissolution de tous les commandements [de cette armée]

politique

D'antre part, le président irakien a chargé, vendredi, son gendre, le géné-ral Hussein Kamel Hassan, qui est

ministre de la défense, de remetire en état le réseau téléphonique que «les alliés, conduits par les Etats-Unis, ont détruit». L'agence de

onis, oni utitati à la agence de presse a, en outre, annoncé que le chef de l'Etat avait autorisé les l'a-kiens, interdits de sortie depuis le

dans les différentes régions».

humanitaires mis en place par les Occidentanx. « Au lieu de construire des camps gigantesques el inhumains à la palestinienne, nous avons privilègie l'idée d'une ville de réfugiés », explique le doc-teur Bonnot, conseiller technique de M. Bernard Kouchner, secré-taire d'Etat à l'action humanitaire.

> Dans la vallée suspendue de Quasröle

« Les habitants de Zakho et des villages environnants retrouveraient leurs maisons; eux-mêmes hébergeteurs matsons; eux-memes neoerge-raient les gens originaires des régions du Sud qui restent encore sous le contrôle des militaires tra-kiens, et, s'il n'y avait pas assez de place, les Kurdes du Sud pourraient aussi s'installer dans le camp amèricain en attendant de pouvoir repartir che: eux ». explique-t-il.

Méfiants, malgré le nouveau contexte politique créé par la pro-messe d'une autonomie kurde, plusieurs centaines de réfugiès seule-ment sont descendus des crêtes depuis mercredi, s'arrêtant en che-Onserok, a une heure en voiture de Zakho, La présence des policiers irakiens dans la ville les empêche de noursnivre leur-route.

Vendredi, l'état-major des forces alliées avait eru un instant avoir définitivement réglé le problème : nsients centaines de policiers irakiens en uniforme avaient plié

une cinquantaine d'entre eux devaient rester en ville. Les marines britanniques, au nombre de quatre cents selon certaines Sources, avaient pris le contrôle de Zakho en multipliant les patrouilles. Finalement, on s'aper-cut très vite que de cent à deux cents policiers en civil demeuraient dans la cité.

« Saddam ment quand il dit qu'il les a retirés de Zakho. Nous les reconnaissons. Ils sont habillés omme nous, mais ils ont un pistolet sous leur veste, dit un habitant, déserteur de l'armée irakienne. Ils se promènent en voiture dans les rues et ils regardent partout » Certains habitants de Zakho ont ainsi pris l'habitude d'alerter le visiteur étranger quand une voiture passe, en disant discretement : « Attention, c'est la police secrète, » D'autres voudraient parler, mais seule-ment dans l'arrière-salle d'un café : « C'est très dangereux de nous faire voir avec vous. »

> « Peut-être... peut-être pas »

Habillé en civil, un chef de la milice irakienne, fusil AK-47 à la main, tente de convaincre un attroupement de journalistes étran-gers en déclarant que, « ici, tout le monde est pour Saddam ». Repliés à l'Azur Hôtel, une cinquantaine de policiers attendent, autour d'un bus, laissant planer le suspense :

peut-être pas », dit l'un d'eux avec le sourire

Des incidents ont éclaté jeudi vers 20 heures. Plusieurs grenades ont été lancées - vraisemblablement par des peshmergas - devant le commissa-riat, blessant légèrement deux policiers. Ces derniers ont été soignés par les médecins militaires français qui venaient de s'installer à l'hôpital de Zakho. « lis souffraient de quelques lésions sans gravité et vendredi, à 6 heures du matin, ils avaient disparu de leur chambre », raconte le médecin-chef, M. Jean-Yves Bouchou. Par ailleurs, la rumeur courait qu'un milicien irakien avait été tué dans la nuit de mercredi à jeudi.

Affamés, les policiers, qui demandent à manger aux habitants faute d'être ravitaillés, ont, depuis, déserté le commissariat pour se replier, semble-t-il, à l'Azur Hôtel. La guerre d'usure a commencé. Les marines britanniques se promènent le doigt sur la gachette. Les patrouilles tentent d'affirmer leur suprématie en inspectant consciencieusement les maisons et les ruelles. Certains restent cependant sceptiques quant à cette protection : « Tant qu'il y aura des policiers à Zakho, nous demande rons à nos familles de rester dans les ontognes v. assurait l'un d'eux.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

# L'ONU va prendre en charge prochainement les camps installés par les alliés

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance Le secrétaire général des Nations. unies a annonce, vendredi soir 26 avril, que l'ONU prendrait à sa charge des camps installés par les alliés pour les réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak a dons quelques jours ». Cette déclaration de M. Perez de Cuellar pourrait permettre de mettre fin plus rapide-ment que prévu à la présence des forces alliées sur le territoire irakien. Jusqu'à présent « rélicentes » à l'idée de s'intégrer à des opérations menées par les forces occidentales sur le territoire irakien, les Nations unies n'ont pas participé à l'installation des camps américains, français et britanniques, pour permettre le retour des réfugiés kurdes dans leur pays. Toutefois le secrétaire général n'a exacte et selon quel calendrier s'effectuerait la participation précise de l'ONU.

#### Consultations avec le HCR .

Dans son rapport présenté ven-dredi aux membres du Conseil de sécurité. M. Perez de Cuellar a annoncé que, sous la direction du Haut-Commissaire pour les réfu-giés, deux convois de secours devaient arriver dans le nord de l'Irak le samedi 29 avril. Le premier par la Turquie et le deuxième depuis Bagdad. Les deux équipes se concerteront avec les alliés pour les modalités de prise en chi es incumes de prise de caracter général a ajouté que, pour aider les réfugiés le plus rapidement possi-ble, toutes les instances de l'ONU Cuellar a expliqué par ailleurs que l'objectif essentiel de l'ONU est d'être en position d'assumer ses responsabilités « àussitét que possible ». Le secrétaire général a affirmé que le calendrier dépendra de la conclusion d'accords avec les autorités américaines, françaises et britanniques. Selon le porte-parole du secrétaire général, deux hauts responsables de l'Organisation, MM. Jean-Claude Aimé et Marreck Goulding, devaient se rendre à Genève samedi pour y tenir des consultations avec le HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés). Enfin, concluant son rapport devant le Conseil de sécurité, M. Perez de Cuellar a insisté sur la nécessité de reunir de nouvelles ressources financières : « La réponse de la communauté internationale a été très modeste jusqu'à présent », a-t-il

ont été mobilisées. M. Perez de

Tout en se disant « satisfaits » de la décision des Nations unies de participer à des opérations pour les réfugiés, des diplomates occiden-taux de l'ONU affirment néanmoins que les forces alliées ne quitteront pas la région du nord de l'Irak sans avoir reçu des « assurances » sur la sécurité des Kurdes.

Par ailleurs, depuis un mois, plus de vingt dénonciations ont été envoyées aux délégations iranienne et irakienne de l'ONU sur des « incursions » armées de part et d'autre de la frontière. Selon des précisions irakiennes, des soldats raniens auraient récemment franchi la frontière, donnant lieu à des accrochages au cours desquels il y

AFSANÉ BASSIR POUR

#### « Réjouissances Washington entend continuer populaires » pour sa médiation au Proche-Orient le 54° anniversaire de M. Saddam Hussein

Vendredi, à la mi-jonrnée, les entretiens israélo-américains ont été interrompus à l'annonce de la mort de la mère du secrétaire d'Etat: M. Baker a immédiatement regagné Washington, coupant court à une conversation avec le premier ministre, M. Itzhak Shamir, et annulant une rencontre avec des personnalités des terri-

Après une première séance de travail avec son homologue israélien, M. David Lévy, le secrétaire d'Etat avait dresse des conclusions prudentes : les divergences entre les parties sont certes loin d'être surmontées, a-t-il dit en substance, mais les Etats-Unis estiment que la situation mérite qu'ils poursuivent leur médiation. En clair, les résul-tats sont décevants mais M. Baker n'abandonne pas - même si aucune date n'a encore été fixée pour une prochaine visite dans la région (la presse égyptienne parle du mois de mai).

· M. Baker a évoqué plus précisément sa conversation avec M. Lévy: «Il y a des points sur lesquels nous pouvons nous entendre mais, je le dis franchement, il y en a d'autres avec lesquels nous avons des difficultés. » Si l'on se ris-que à décoder cette précaution-neuse petite phrase, cela signifie que les Israéliens ont fait quelques unes des concessions sollicitées par les Etats-Unis et les pays arabes. Ils acceptent le principe d'une participation européenne à la confé-rence; les modalités pourraient en être discutées lors des entretiens que M. Levy doit avoir le 14 mai à

Les Israéliens acceptent aussi que la conférence ne se limite pas à une simple séance inaugurale, ouvrant la voie à des conversations bilatérales israélo-arabes. Elle pourra se réunir à nouveau - tous les six mois, - si les participants en sont d'accord, mais n'aura pas le nonvoir d'a imposer » nue solution ou de prendre une « décision ».

Agréées par M. Lévy, ces dispo-sitions suscitaient déjà, vendredi soir, des réactions hostiles d'une partie des membres du gouvernement Shamir, notamment du ministre de la défense, M. Moshe Arens. Ils y voient le risque que la réunion se transforme en forum permanent, prenant la forme de cette conférence internationale qu'israel refuse catégoriquement. L'Etat hébreu veut privilégier les conversations directes avec les pays arabes, alors que ceux-ci entendent favoriser l'intervention de la communauté internationale dans les négociations. D'où le refus des Israéliens de voir l'ONU jouer un rôle quelconque dans la confé-

Les responsables du gouvernement Shamir refusent encore que les membres de la délégation pales

tinienne à la conférence soient, a directement ou indirectement », liés à l'OLP ou comprengent un représentant de Jérusalem dans leurs rangs. Telle quelle, la formule est inacceptable pour la plupart des personnalités des territoires : leur seule légitimité à parler au nom des Palestiniens vient du fait qu'elles se veulent les porte-parole de l'OLP.

### Pas de gel des implantations Soucieux d'éviter qu'on puisse

leur faire porter la responsabilité de ce qui ressemble tout de même à une impasse, les Israéliens relevaient que la Syrie, elle, n'avait rien cédé. En deux séjours à Damas, James Baker a eu quinze heures d'entretiens avec le remment sans grand effet : les dirigeants syriens s'en tiennent toujours au dogme de la conférence internationale. Placée sous l'égide des Nations unies, elle devra. disent-ils, assurer un retrait d'israel de tous les territoires occupés en 1967 : Cisjordanie, bande de Gaza, plateau du Golan, Jérusalem-Est. Pour l'Etat hébreu, cela

relève de l'anathème. M. Baker voulait précisément contourner les litiges de fond entre Israël, les pays arabes et les Palestiniens. Il entendait privilégier la recherche de formules protocolaires suffisamment floues pour permetire aux uns et aux autres de s'asseoir à la même table. Appa-

D Les Donze font le point sur les évolutions au Proche-Orient. - Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis samedi 27 et dimanche 28 avril à Luxembourg, devaient faire le point sur les questions du Proche-Orient après la tournée de M. James Baker dans la région. Au programme de cette réunion informelle figuraient également la question des réfugiés kurdes, celle des ventes d'armes et celle de la politique étrangère et de sécurité commune, principale pierre d'achoppement dans les négociations en cours sur le projet d'union politique.

n M. Baker et la rencontre Dumas-Arafat. - Le secrétaire d'Etat James Baker n'avait pas été informé à l'avance de la rencontre qu'a euc, mardi 23 avril, à Tripoli, son homologue français, M. Roland Dumas, avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a indiqué un responsable américain vendredi 26 avril à Shannon (Irlande) où l'avion de M. Baker faisait escale, en route pour Washington. La même source a confirmé à demiremment, les protagonistes ne sont pas disposés à prendre ce risque sans avoir défini auparavant un minimum de terrain d'entente sur ce que devrait être un règlement

Or, de ce point de vue, la guerre du Golfe n'a aucunement modifié l'ampleur des différends existant entre l'État hébreu et ses voisins. La « fenêtre » que l'affaire du Golfe aurait pretendument ouverte pour faciliter un règlement au Proche-Orient - à en croire les Américains ressemble, sur place, à une minuscule meurtrière, tant les positions des intéressés ont peu

Très significativement, M. Baker n'a pas obtenu des dirigeants israéliens qu'ils «gèlent» les implantations dans les territoires occupés serait-ce à titre de mesure de confiance provisoire. Au contraire, à chacun de ses deux passages à Jérusalem, une nouvelle colonie de penniement a été inaugurée par les extrémistes du Gush Emunim, qui bénéficient de l'appui ouvert du gouvernement Shamir. S'expridevaient rencontrer le secrétaire d'Etat vendredi, à Jérusalem, M. Fayçal Husseini a relevé « l'apparente impuissance » des Etats-Unis à cet égard et y a vu matière à s'interroger sur « le sérieux de leurs intentions ».

Très significativement encore, le progrès le plus tangible obtenu par M. Baker. l'implication de l'URSS et la volonté du Kremlin de normaliser ses relations avec Israël, a eu moins d'écho qu'on aurait pu l'imaginer. Comme si chacun savait que l'Union soviétique avait de plus urgentes préoccupations et plus tout à fait le profil d'une grande puissance régionale.

**ALAIN FRACHON** 

mot que le secrétaire d'Etat était mécontent de cette rencontre. -

□ Un nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Tunisie. - Le président George Bush a annoncé, vendredi 26 avril, la nomination de M. Thomas McCarthy comme ambassadeur des Etats-Unis en Tunisie, où il remplace M. Robert Peiletreau, qui avait mené, à ce poste, un dialogue avec l'OLP, suspendu en juin 1990. M. McCarthy a été, de 1988 à 1990, ambassadeur des Etats-Unis au Liban. ~

 IRAN : pèlerinage à La Mecque du ministre des affaires étrangères. - Le ministre des affaires étrangères iranien, M. Ali Akbar Velayati, a fait, vendredi 26 avril, un pelerinage à la Mecque. La télévision saoudienne l'a montré embrassant son homologue saoudien le prince al-Fayçal, avec qui il avait eu un entretien la veille au soir. Les relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite ont été rétablies en mars. - (AP).

# ¿ L'envoi de dragueurs de mines dans le Golfe provoque une polémique au Japon

de notre correspondent

Quatre dragueurs de mines japo-nais out quitté, sendredi 26 avril, les ports de Yokosaka et de Kure, à destination du Gölfe, où ils doivent par-ticiper aux opérations de déminage. C'est la première fois depuis leur création en 1954 que des unités des forces d'autodéfense (armée nippone) sont envoyées à l'étranger, hors du cadre traditionnel (visites d'amitiés, expéditions dans l'Antarctique et manœuvies militaries).

La décision gouvernementale sem-ble appelée à relancer les pressions en vue d'une révision de la loi sur les forces d'autodéfense afin de la rendre conforme à la réalité. Pour l'heure, cette opération est surtout symbolique : la flottille est partie avec deux tution. mois de retard et arrivera dans le

Golfe en juin lorsque, vraisemblablement, il n'y aura plus de mines à enlever. La décision gouvernementale n'en a pas moins suscité de vives critiques de la part de l'opposition (socialiste, bouddhiste et communiste). Si l'opinion publique l'approuve mollement, elle est fortement critiquée au sein même du Parti conservateur par des personnalités influentes comme M. Gotoda, défen-seur de l'esprit de la Constitution : ec'est aux nations belligérantes de net-toyer leurs champs de bataille » a-t-il déclaré. L'envoi des dragueurs de mines a également suscité un malaise chez les militaires nippons. Plus de cinq cents soldats out refusé de participer à cette opération. Ils ne seront Pobjet d'aucune sanction, leurs supérieurs n'entendant pas en faire des martyrs de l'attachement à la Consti-

mois d'août, « de voyager hors du pays à partir du 15 mai prochain», et demandé aux responsables compé-tents « d'assurer l'exécution [de cet ordre] sans en dénaturer l'esprit ». Des officiers américains et irakiens se sont rencontrés, vendredi, sous les auspices des Nations unies, à Saf-wan, afin d'examiner les détails de la prise en charge, par la mission des observateurs de l'ONU, de la zone frontalière entre l'Irak et le Koweit. frontalière entre l'Irak et le Koweit.
A cet égard, des avions, militaires alliés devaient entamer, dimanche, le transport, en Arabie saoudite, de milliers d'Irakiens, hébergés dans des camps situés au sud du pays, a indiqué un responsable du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR). Il a précisé qu'après de « longues discussions » Ryad avait accepté d'accorder l'asile polítique aux Irakiens e qui craignent la persécution pour avoir joué un rôle durant l'insurrection chitie ». – (AFP, Reuter.) Ph. P. tion chitte ». - (AFP, Reuter.)

# La visite de M. Roland Dumas scelle la normalisation des relations entre Paris et Pékin

de notre correspondant

Recevant, le 16 avril à Paris, M. Zhu Rongji, maire de Shanghai promu vice-premier ministre, M. Michel Rocard a souhaité que la M. Michel Rocaru a sounaite que la coopération franco-chinoise jouisse d'un « cadre juridique et législatif stable ». Il fallait y voir, a-t-on expliqué du côté français, une allusion de l'homme Le moins aux droits de l'homme. Le moins qu'on puisse dire est que ce style illusif n'a pas permis de faire passer le message. Rendant compte de l'en-trevue, les médias officiels chinois ont surtout retenu que la France avait remis, elle aussi, son courroux dans sa poche.

Pékin se prévaut de la reprise des relations avec les pays industrialisés dont il attend des subsides pour convaincre le public chinois que l'Occident a passé l'éponge sur la répression de 1989. Le secrétaire britannique au Foreign Office, M. Douglas Hurd, en a fait l'expé-rience début avril. Il a été présenté ici comme l'Occidental venu se faire pardonner les mots durs du passé. Moyennant quoi, le principal dos-sier de sa visite, le contentieux sur

Hongkong, a été éclipsé. Presque en même temps, le Japon se livrait au même exercice, à quel-ques jours de la visite de M. Gorbatchev à Tokyo. Le volume des inves-tissements nippons en Chine n'a pas

suffi à l'assurer du soutien de Pékin sur la question des îles du Nord. D'autres ministres des affaires étrangères sont venus ou sont atten-Seul parmi les grands, Washington se refuse pour le moment à jouer le jeu de la normalisation. La pression démocrate au Congrès a contraint le président Bush, critiqué pour sa politique pro-chinoise, à effectuer un geste spectaculaire, nécessairement perçu comme hostile par Pékin, en recevant le dalaï-lama tibétain. Même un «vieil ami» de la Chine comme l'ancien président Jimmy Carter, ne s'est pas privé de tenir, dans la capi-tale chinoise, des propos tabous sur les droits de l'homme.

### Sacro-saint dialogue privilégié

Il ne fait donc guère de doute que les autorités chinoises voient dans la visite de M. Dumas une aubaine : il serrera la main de ces mêmes dirigeants à qui il reprochait, en 1989, dans l'émotion suivant Tiananmen, de s'être rendus coupables de « véritables assassinats», les mettant « au ban de la communauté internationale v. La normalisation que Paris avait annoncée comme « graduelle » à la fin 1990, s'est faite au pas de course et à grands frais : 3,2 milliards de francs entre 1990 et 1991 de fonds publics français pour la

Chine. Face à un régime chinois qui se refuse encore à assumer toutes les obligations de sa participation au club international, il y aurait pour tant urgence à clarifier les relations franco-chinoises. Paris ne dispose certes pas de moyens de pression économiques aussi puissants que les Etats-Unis sur Pékin, mais malgré le rang modeste de la France dans le commerce extérieur chinois, le contribuable français est tout de même le deuxième pourvoyeur d'assistance à la Chine après le Japo-

Le sacro-saint dialogue privilégié entre Pékin et Paris sur les affaires internationales a longtemps été utilisé à sens unique par la Chine. Et Pékin, membre permanent du Conseil de sécurité à l'ONU, fait surtout de la figuration sur les grands dossiers du moment, en particulier le Proche-Orient, où son principal souci est de ne pas s'aliéner Washington. Dans la crise du Cambodge, question chère à Paris, la Chine se contente de laisser les Français s'essouffler à la recherche d'un hypothétique règlement auquel elle assure vouloir participer, sachant qu'il est virtuellement impossible à trouver pour le

La spectaculaire réaction française aux événements de Pékin en 1989 a été d'autant plus mai comprise ici que Paris avait été, par le passé,

d'une grande timidité à l'égard de la Chine sur la question des droits de l'homme. Raison de plus pour que M. Dumas explicite quelque peu la formule alambiquée de M. Rocard et expose clairement les nouvelles règles du jeu. Cela afin de prévenir bien des malentendus.

### Un «risque

France » Sur le plan économique, le recours immodéré aux fonds publics fran-çais pour financer des opérations de prestige en Chine a fonctionné despuis longtemes à l'augustes de depuis longtemps à l'avantage de depuis iongiemps à l'avanage de Pékin. Fort peu de firmes françaises ont gagné ici de l'argent qui ne soit pas de l'argent public français. Pour les entreprises qui investissent, le grisque. Chine est devenu un... « risque Chine » est devenu un... «risque France». On le voit avec un projet comme celui de Citroen, qui repose uniquement sur l'intuition qu'un marché automobile se développera d'ici dix ans, mais englou-tira, en 1991, 80 % des fonds publics venus de Paris sans qu'il en coûte quoi que ce soit à Pékin. Les banques privées sont prêtes à financer toute opération en Chine, du moment qu'elles ont la garantie de l'Etat français. L'élément nouveau, par rapport à 1964, heure à laquelle Pékin feint toujours de vivre, est l'émergence de la « province» nationaliste de Taiwan comme une puis-

sance économique majeure en sance economique majeure en Extrême-Orient. L'accroissement des échanges avec le petit « dragon inofficiel» de Taipeh ne peut qu'entraîner l'élévation de son statut international. Sur ca dessire serviinternational. Sur ce dossier sensibie, aussi, il y aurait avantage à cla-rifier la situation, quitte à heurter la susceptibilité pékinoise.

A terme, la Chine populaire a tout interêt à profiter des opérations triangulaires qui peuvent se faire jour entre elle-même, Taiwan et des partenaires extérieurs. Ces perspectives passent notamment par l'entrée de Taiwan au GATT et, pour ce qui concerne la France, l'ouverture d'une ligne aérienne réliant Tainch à Paris. M. Dumas, pour faire admet-tre cette nouvelle donne, peut s'appuyer sur une contume que le communisme n'a nullement abolie : lorsqu'on offre un cadeau, entre mandarins, c'est pour obtenir une contrepartie. Le destinataire le sait. FRANCIS DERON

u Le programme de M. Damas. Après sa visite en Chine où il est attendu lundi 29 avril, M. Roland Dumas se rendra à Téhéran les 4 et 5 mai. Il ne pourra en revanche se rendre ensuite comme prévu en Turquie, a annoacé le quai d'Orsay. M. Dumas doit en effet rejoindre le président de la République le 6 mai à Moscou.

Malgré l'échec de sa visite au Japon

### M. Gorbatchev reste optimiste sur l'avenir des relations nippo-soviétiques

SUR L

Le président Gorbatchev a lon-Le président Gorbatchev a lon-guement évoqué, vendredi 26 avril, devant le Soviet suprême son récent voyage au Japon et en Corée du Sud, en soulignant à pro-pos des îles Kouriles revendiquées par Tokyo qu'il fallait « continuer les négociations ».

« Ce qui s'est passé au Japon, a « Ce qui s'est passe au Japon, a dit M. Gorbatchev, nous laisse croire en une percèe dans les relations sovièto-japonaises (...); le pas le plus difficile a été fait. » Le président de la constant de l dent soviétique a néanmoins indiqué que ses discussions avec le premier ministre nippon, M. Toshiki Kaifu, avaient été « très difficiles, et parfois même dramatiques ».

Le président soviétique s'est attardé sur un long parallèle entre les relations nippo-soviétiques et les relations entre l'URSS et les deux Allemagnes, pour montrer que, selon lui, une politique des petits pas peut conduire, à terme, à de grands changements. — (AFP.)

c Le premier ministre hongrois, M. Joszef Antall, invité à Paris. -M. François Mitterrand a invité le premier ministre hongrois, Joszef Antall, à participer à un déjeuner de travail à l'Elysée le 21 mai. L'invitation a été transmise vendredi 26 avril par M. Roland Dumas à son homologue hongrois, M. Geza Jeszensky.

# **AMÉRIQUES**

# **Bavures** policières

A Philadelphie, ce n'était pas tout à A rinadeinnie, ce n'etait pas tout à fait une première. Quelques mois auparavant, on avait appris la sordide mésaventure de Bland Griffin Ir., un jeune Noir qui disait avoir été torturé dans un commissariat pendant son interrogatoire. La police avait nié et l'histoire était tombée dans l'oubli. Mais après la bavure de Los Angeles, des photos de la victime circulèrent en ville. « Ces six traces sur le torse, le en ville. « Ces six traces sur le torse, le dos et les bras de Griffin sont sans aucun doute celles de brûlures », affirme David Rudovsky, avocat connu pour son inlassable défense des droits du citoyen. Et de préciser : « Ce jeune homme a été interpellé, au cours d'une descente anti-drogue, par un policier nommé Kilgo, qui l'a maintenu couché, menottes aux poignets, et policier nomme Kilgo, qui l'a main-lenu couché, menoties aux poignets, et a baladé sur son corps une ampoule électrique brûlante. » Ce que le poli-cier en question dément : le jeune homme, selon lui, a cherché à s'enfuir et a roulé sur une lampe.

Sculement voilà : ce même Kilgo avait déja, au nom de la « guerre contre la drogue », sérieusement malmené un Blanc de cinquante-sept ans qui un Blanc de cinquante-sept ans qui vendait dans la rue... des tickets au bénéfice d'un syndicat de police. La victime avait déposé une plainte et, ne recevant pas de réponse, avait écrit au chef de la police : « Arrêter n'importe quel citoyen, le battre, puis nier les faits, enfin laisser tomber, est-ce la loi? S'il vous plait, réponde-moi. » Il finit par avoir satisfaction. La municipalité lui versa l'équivalent de palité lui versa l'équivalent de 75 000 francs à titre de dommages et intérêts. M. Kilgo, interrogé par le principal quotidien The Philadeiphia Inguisse déclara a site la cible de Inquirer, déclara n'être la cible de plaintes systèmatiques orchestrées par les dealers de la drogue ».

«On fait n'importe quoi, au nom de la guerre contre la drogue et contre la délinquance. La police n'a pas à faire la guerre, mais son devoir », dit David

Cet avocat jovial, tout comme diverses associations locales, n'a pas attendu la bavure de Los Angeles pour se mobiliser. En novembre der-nier, s'est ouvert à Philadelphie un Centre pour la loi, d'intérêt public, lié à l'ACLU, la puissante organisation nationale qui leva le secret sur le scandale de Los Angeles. Le centre a installé une ligne téléphonique, SOS-Bavures. Chacun peut l'appeler gra-tuitement. Dès la première semaine, quarante appels ont été reçus, émanant de trente-sept Noirs et de trois

« Il leur faut du courage pour sortir de l'anonymat et vaincre leurs craintes, mais combien se taisent encore?», s'interroge Karen Black, l'animatrice de vingt-huit ans, venue de Los Angeles. Ample robe à la hippie, Karen remue ciel et terre, enquête, organise, le cas échéant, les dépôts de plainte en compagnie de

vingt-six autres collègues. Des enquêtes disciplinaires menées par la police en cas de brutalités seulement 4 % arrivent à leur terme, selon le centre : « En dépit de leur honnéteté, de nombreux policiers mentent pour protéger leur institution. L'inspection proteger teur institution. L'inspection générale des fonctionnaires s'arrête à la porte des commissariats. Il faudrait un organisme indépendant pour faire la lumière sur les abus policiers. »

dans la ville

La ville redoute l'étincelle qui embraserait les minorités raciales. Elle vit dans la crainte d'un retour aux années 70, lorsqu'elle battait le record national de la violence. Au plus haut niveau de la municipalité, on vient de

bondé, un concert sponsorisé par l'American Express. Mais à quelques kilomètres de là, au nord, à l'ouest et au sud-ouest, certains quartiers sont délabrés. Quand tombe la nuit, les banlieues aisées ont tendance à se calfeutrer, abandonnant une bonne partie de la ville aux Afro-Américains et aux Latinos.

Cette peur de la violence n'est pas nouvelle. Simplement, avec le scan-dale de Los Angeles, les frustrations s'exacerbent. Certes, la situation est encore loin de celle des années 70: 44 personnes tuées par la police l'an passé contre 120 à l'époque, et 179 eleites pour violences physiques plaintes pour violences physiques contre i 200. Mais une tension diffuse règne en permanence.

Un samedi soir, dans une boite disco de Broad Street, au centre-ville... Fouille à l'entrée pour éviter les armes ou la drogue. Les Blanes sont rares. Sur la piste, une centaine de jeunes Noirs improvisent une sorte de ballet. Beaucoup de ferveur, « pour se sentir unis ». C'est une façon d'affi-

vient de donner, dans un stade et 3,5 millions de contacts avec le public, dans une agglomération de 5 millions d'habitants (1). Il explique la recrudescence des bavures par la montée de la violence quotidienne «Délinquance, drogue et armes proi-fèrent. Le policier doit se défendre; quatre d'entre eux ont été tués et 1990.» En passant au crible la fiche de chaque policier, il espère repérer les habitués de la gâchette ou de la matraque «faciles».

Dans les rangs de la police, malaise est réel. «A Los Angeles, le police est attaquée de l'intérieur, affirme un flic de quartier. Des colaffirme un flic de quartier. Des collègues commencent à témoigner les uns contre les autres. C'est le désarnois » Le président d'une association de policiers noirs voit, lui, dans la flambée de violence policière, «les méfaits de l'esprit de croisade qui anime la guerre contre l'usage et le trafic de stupéfants».

Le chef Williams ne mache pas ses mots: «Si nous ne veillons pas au grain, ce sera nous contre eux. Cha-cun, ici, le sait : le monde de la rue est dur. Mais il n'est pas notre ennemi.

### BRÉSIL

# Disparition d'un des plus célèbres protecteurs des enfants des rues à Rio

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Volmer do Nascimento a disparu. Le coordonnateur du Mouvement national des enfants de la rue de Rio-de-Janeiro était depuis plusieurs mois en danger. Au point que la police fédérale le protégeait en permanence. A la suite d'un imbroglio manence. A la surte d'un improgno policier – sa sécurité devait être assu-rée par l'Etat de Rio-de-Janeiro depuis le 19 avril mais ne l'était pas encore en raison d'obscures négocia-tions entre les deux polices, – il cou-mit de mande rieures et le savait. rait de grands risques et le savait.

Dans un long entretien publié au mois de décembre par le Jornal do Brasil, il racontait son angoisse permanente: « Depuis le Ir novembre, ma vie a complètement changé. J'ai peur de mourir. » A cette date il avait été expulsé de la zone de la Baixada Eliminense — la zone la plus violente. ene expuise de la zone de la Bartada
Fluminense – la zone la plus violente
de Rio, an nord de la ville – par les
«escadrons de la mort» qui le menaçaient, lui, sa femme et ses trois
enfants.

Il avait alors dénoncé avec courage les agissements de ces groupes et les liens qui les unissaient avec certains policiers – voire des magistrats – policiers - voire des magnetates dans la chasse aux enfants de la rue et l'extermination physique de ce qu'ils appellent cette « graine de délinquants ». Depuis 1976, Volmer do Nascimento s'occupait de ces enfants à l'abandon, livrés à l'école de la violence et à des groupes de

CHILI: le général Pinochet en visite en Grande-Bretagne début mai. - Le général Augusto Pino-chet, commandant en chef de l'armée de terre chilienne, compte se rendre en Grande-Bretagne au cours de la première quinzaine du mois de mai, « pour visiter quelques entreprises d'armements », a annonce, vendredi 26 avril, un communiqué officiel. Ce voyage à le général Pinochet depuis novembre 1975. A cette époque, chef de la junte militaire au pouvoir au Chili, le général Pinochet s'était rendu en Espagne pour assister aux obsèques du général Franco. - (AFP.)

SALVADOR: la guerilla affirme avoir abattu deux hélicoptères militaires. - La guerilla salvadorienne a affirmé, vendredi 26 avril, avoir abattu deux helicoptères militaires qui se sont abimés ieudi dans les caux du lac Suchitjan, à 50 kilomètres au nord-est de San-Salvador, entrainant dans la mort les quatre membres d'équipage. Les autorités militaires ont déclaré pour leur part que le pre-mier appareil s'était écrasé en rai-

trafiquants, et avait pris, il y a cinq ans, la tête de cette association qui leur venait en aide. Vendredi, il a quitté son bureau pour se rendre à la banque toute proche. Une équipe de télévision anglaise qui devait l'inter-viewer ensuite, l'attendra en vain. Samedi, personne n'avait encore eu de ses nouvelles.

### Publication . d'un statut

Aussitôt, M. Joaonzinho Trinta, le célèbre directeur artistique de l'école de samba de Beija Flor, qui, lui aussi, a pris en charge un groupe d'enfants perdus et se bat pour tenter de leur offrir «um autre avenir» fai-sait part de son inquiétude et se disait «catastrophé». Au siège du gouvernement de l'Etat on se bornait à répondre qu'on recherchait sa trace. Mais la plupart des observa-

teurs craignent le pire. Triste ironie de caiendrier : le jour même où l'on apprenait la disparition de Volmer do Nascimento, le service de presse de la présidence de la République adressait aux correspondants étrangers un exemplaire du «Statut de l'enfant et de l'adolescent» qui n'est autre que la loi du 13 juillet 1990 « traitant de la protection intégrale accordée à l'enfant et à l'adolescent» pour lequel Volmer do Nascimento s'est tellement battu... DENIS HAUTIN-GUIRAUT

son de mauvaises conditions météorologiques, et le second en raison d'une avarie mécanique. -

O PARAGUAY : assassinat d'un directeur de radio qui faisait campague contre la corruption et la contrebande. - Santiago Leguizamon, le directeur d'une radio locale du Paraguay qui faisait campagne contre la corruption et la contrebande a été assassiné vendredi 26 avril par des inconnus à Pedro- Juan-Caballero (nord dupays), le jour meme d'une manifestation organisée dans la capitale pour dénoncer le crime et les intimidations visant les journalistes. 🖶

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE 45-55-91-82, peste 4356



réclamer la démission du numéro un de l'administration pénitentiaire, M. J. Patrick Callagher, accusé de jouer au dictateur. Dans la prison de Hommersburg, qu'il dirige, il oblige la moitié des détenus, en majorité noirs ou portoricains, à rester enfermés un jour sur deux et à tour de rôle dans leure collules.

Le nombre de plaintes contre la mauvaise conduite de la police (notamment pour des coups de feu injustifiés) grimpe en flèche. «Si cela continue, les communautés verront en chaque policier un ennemi. La police existe pour oider les gens, non pour les servir d'une main et abuser d'eux de l'autre», disent les militants du Cen-

tre pour la loi. Philadelphie, dirigée par un maire démocrate qui est noir, comme 40 % de la population, a été en son temps à les la population, a ete en son temps à l'avant-garde de la bataille pour l'éga-liré des droits. L'orchestre philharmo-nique y vit toujours de riches heures. C'est ici qu'ont vécu John Coltrane et Dizzy Gillespie, et que Paul Simon

cher « son identité ». Profitant du silence relatif de la pause, Hamilton, mécano de trente ans, propriétaire de son appartement, confic : « Le laisseraller autodestructeur de certains Noirs m'exaspère, tout autant que les coups qu'adorent porter les Blancs sur une

«Ce que vous ne devez pas faire»

En ville, les autorités ont fini par tirer la leçon des incidents récents. Le chef de la police, M. Willie L. Williams, est sorti de son silence habi-tuel. « Ecœuré » par l'incident de Los Angeles, il a imposé à chacun de ses 6 300 subordonnés de visionner la fameuse bande vidéo. Aux jeunes recrues, un message clair: «Ce que vous ne devez pas faire.» Avec les vétérans et la hierarchie, une discussion s'est instaurée sur « nos responsabilités et nos valeurs morales». Il a publié son bilan : en trois ans, 179 plaintes pour violences policières

Nous ne sommes pas en guerre contre lui. à Les policiers les plus révoltés par la «nude canonnade» contre leur conporation ne cachent pas leur colère devant les répercussions de la bavirre de Los Angeles : « Nous sommes des soldais. On en a marre de ces avocais qui nous accusent d'être anticonstitutionnels, et qui tordent le cou à la justice, à leur profit, quand leur client peut payer. A nous la chasse aux capsules vides de crack, le sale boulot au nom de la loi. » Tout récemment, le département fédéral de justice a annoncé que les aveux extorqués par la force ne seraient plus retenus. Autre effet de l'affaire de Los

DANIELLE ROUARD

(1) Depuis 1988, 9 policiers mutés et 6 mis à pied pour abus physiques, 50 licenciés pour motifs divers, En 1990, une hausse de 15,5 % des plaintes pour abus physiques. Deux fois plus de plaintes pour injures et humiliations raciales. Quarante-quatre personnes tuées par balle, le plus haut myeau depuis 1980.

disation

# SUR LA 5, ON NE PLAISANTE PAS AVEC LE RIRE. La 5, c'est 5 sur 5.

NOUVEAUX JEUX, NOUVEAUX DIVERTISSEMENTS, NOUVEAUX FEIIILLETONS:

NOUVEAUX FEUILLETONS:

OUE LE MEILLEUR GAGNE, du lundi au samedi, 11h55.

LA LIGNE DE CHARCE, du lundi au vendredi 19h00, samedi 18h45.

BONSOIR MA SÉRIE, du lundi au vendredi, 19h40.

GRAIN DE FOLIE, samedi 20h50.

RIRE PARADE, dimanche 12h10. FROGSHOW, dimanche 16h10.

CONTES À DORMIR DEBOUT, samedi 11h25 et dimanche 19h15.



حكذا من الاصل

de notre correspondant A quelque 35 kilomètres de

Bucarest, dans le village de Bolintin-Deal, il y a, sur la place centrale, une tache de sang couverte de fleurs et de bougies à moitié consumées, et, non loin, les ruines noircies de vingt-deux maisons. Le sang est celui d'un jeune Roumain, poignardé la nuit de la Pâque orthodoxe, dimanche 7 avril, « alors que tout le monde était à l'église », par un gitan, ivre peut-être, de la « tribu des Ursars». De ceux qui, dans le temps, étaient des « montreurs d'ours » et qui ne se sont jamais vraiment socialement intégrés, ou n'ont jamais été acceptés.

Les ruines calcinées sont celles de maisons de Tziganes «ursars», que les habitants du village - Roumains et Gitans des autres « tribus a confondus, raconte-t-on ont incendiées le lendemain de l'assassinat, pour se venger, alors que l'assassin présumé était entre les mains de la police.

les maisons étaient vides ; il n'y a pas eu de victime. Ce dimancha matin, après le hurlement des sirènes actionnées par on ne sait qui, ils étaient deux mille, peut-être trois mille, à crier vengeance devant la tache de sang, puis à allumer les incendies. Aujourd'hui, des policiers, arrivés en renfort, patrouillent, nonchalants. Les Ursars ont disparu.

« C'est normal de se faire justice. Plus personne ne pouvait les supporter, ils faisaient peur à tout le monde et ils ne travaillaient pas », s'indigne une paysanne qui ne veut pas dire son nom. Et puis, «s'ils n'étaient pas tous coupables, ils ne se seraient pas enfuis», lâche-t-elle avant de s'éclipser. Cravate et costume trois pièces, un Gitan très intégré du village, de la tribu des Muzicans > (musiciens), affirme que « tout le monde a participé à l'attaque ». « Les Ursars ne travaillent pas, ce sont des sadiques », explique-t-il lorsque les Roumains se sont éloignés de lui.

Dans la ville voisine de Bolintin-Vale, Aurica, quarante-daux ans et cinq enfants, a les habits colorés des Ursars et des larmes aux yeux. « Il fallait mettre le feu à la maison du coupable, pas à toutes les maisons des Ursers », dit-elle sur le seuil de sa maison décorée de fresques représentant des carrioles dans la plaine et des diseuses de bonne aventure. Sa fille, dont la maison de Bolimin-Deal a été incendiée, s'est réfugiée chez elle, avec ses seuls vêtements sur le dos et son nouveau-né dans les bras. Les maris se cachent; elles dorment depuis trois nuits dans le jardin, dans la crainte que leur mai-

son ne soit incendiée. A Bucarest, un parlementaire du Front de salut national au pouvoir a souligné qu'il ne fallait pas confondre un «fait divers» avec des affrontements ethniques. Les représentants des Roms ne sont pas d'accord. «Les autres Tziganes du village ont eu peur et ils se sont associés aux Roumains pour éviter de subir le même sort»,

affirme Vasile lonescu, du comité directeur de l'Union démocratique des Roms. «Ils me l'ont dit car je suis rom comme eux », expliqu M. lonescu, qui s'est rendu sur place : «Le pouvoir veut faire croire qu'il existe des « tribus » différentes pour montrer qu'il ne s'agit pas d'affrontements ethniques.

En octobre dernier, à Kogalniceanu, près de Constanza, après une bagarre, trente-quatre maisons de Tziganes avaient été incendiées. Lors des affrontements entre Hongrois et Roumains de Tirgu-Mures, en mars 1990, « la majorité des personnes arrêtées furent des Tzi-ganes », raconte M. lonescu. Et, les 14 et 15 juin dernier, après s'en être sauvagement pris à l'opposition, les mineurs appelés par pouvoir «pour rétablir l'ordre » à Bucarest, s'étaient attaqués aux Tziganes. Selon M. Ionescu, 80 % des personnes arrêtées à cette occasion étaient des Gitans. Les Tziganes représenteraient de 3 à 4 des 23 millions d'habitants de la

Roumanie. JEAN-BAPTISTE NAUDET

ALLEMAGNE: en visite à Leipzig

# Le chancelier Kohl a dénoncé les signes de violence qui se manifestent dans l'ex-RDA

de notre envoyé spécial

M. Helmut Kohl avait été, le mois dernier, mis au défi par les manifestants de Leipzig de se renraison des grands rassemblements de l'automne 1989 contre le régime communiste) pour s'adresser aux chômeurs de l'ex-RDA. Vendredi 26 avril, le chancelier s'est rendu le plus tranquillement du monde dans la cité saxonne et, s'il n'a pas pris la parole en public, il a rencontré les dirigeants des œuvres sociales de l'Eglise protestante comme si de rien n'était. Deux semaines auparavant, à Erfurt, en Thuringe, il avait entamé une série de visites dans les nouveaux Lander pour montrer qu'il n'abandonnait pas les Allemands de l'Est à leur sort. Après le choc suscité par l'assassinat du président de la Treuhand, le holding chargé de gérer le patrimoine économique de l'ex-RDA, ces visites, qui n'ont attiré que quelques poignées de contre-manifestants, ont largement contribue à dédramatiser une atmosphere sociale souvent presen-

tée jusque-là comme explosive. Les problèmes ne sont pas résolus, loin de là. Mais le gouvernement, qui a ouvert ces dernières semaines sa bourse toute grande, a donné le sentiment d'agir et a gagné ainsi un sursis jusqu'au pro-chaines échéances importantes, à savoir la nouvelle vague de licen-

ciements prévue fin juin. Divisés, les syndicalistes, IG metall à leur tête, ont renoncé aux manifestations du lundi à Leipzig. La paroisse Saint-Nicolas, qui apportait selon la tradition la caution de l'Eglise à ces manifestations, s'est, mise en retrait. Ces deux derniers lundis, ils n'étaient que quelques centaines à vouloir maintenir coûte que coûte le flambeau. Et personne n'a jugé bon de se déplacer pour la venue, annoncée deux jours à l'avance, du chancelier, qui a suscité une sympathique bousculade de quartier et quelques slogans hostiles vite

A ses détracteurs, qui lui repro-chent le caractère furtif de ses visites, M. Helmuth Kohi a rétorqué, au cours d'une conférence de esse, qu'il était là pour examiner les problèmes concrets et s'assurer de la mise en œuvre des programmes arrêtés. Le chancelier en a profité pour dire avec fermeté qu'il veillerait au respect de l'étai de droit. Il a dénoncé les signes de violence qui ont fait leur apparition ces derniers temps dans les stades ou lors de l'ouverture de la frontière polonaise. Tout en estimant que le vandalisme ne devait pas toujours être associé à l'extrémisme politique, M. Kohl a admis que les deux phénomènes pou-vaient se rejoindre. Le chancelier a assuré que l'Allemagne avait retenu la leçon de la République de

HENRI DE BRESSON

ALBANIE: pour son rôle dans la répression des manifestations du 2 avril

# Le chef de la police de Shkoder est inculpé

Le chef de la police de Shkoder (nord-ouest de l'Albanie) et son adjoint, un représentant local du ministère de l'intérieur, ainsi que quatre autres personnes ont été inculpés, vendredi 26 avril, pour leur rôle dans la répression de la manifestation anticommuniste qui avait fait quatre morts et une cinuantaine de blessés le 2 avril dans cette ville.

« Les forces de l'ordre ont tire pendant deux heures par rafales et balle par balle » contre les manifestants, réunis devant le siège local du Parti communiste au lendemain des premières élections libres en Albanie qui avaient vu la victoire des communistes, a précisé devant le Parlement une commission d'enquête formée de représentants de la majorité et du Parti démocratique (opposition).

La police a agi à Shkoder «de façon non conforme aux règle-ments» et le ministère de l'intérieur a donné à la télévision une version fausse des événements en affirmant que la police avait tiré pour se défendre face à la foule, a indiqué la commission en présentant les premiers résultats de son

La commission a également dénonce le retard mis par le ministère de l'intérieur à faire « une analyse définitive des évenements » et critiqué les enquêteurs du ministère de la justice qui « n'ont pas travaillé comme ils l'auraient du ». Après avoir vu la police ouvrir le feu sur les manifestants, et tuer l'un des responsables locaux du

Parti démocratique, M. Arben Broci, vingt-trois ans, la foule avait mis le feu à deux blindés arrivés en renfort, puis envahi, saccagé et incendié le siège local du Parti communiste. Les critiques formulées par la commission parlementaire à l'encontre du ministère de l'intérieur pour la répression d'une en Albanie. - (AFP.)

GRÈCE : nouvelles arrestation

de Palestiniens après l'attentat de Patras. - Quatre Palestiniens soupconnés d'activités terroristes ont été arrêtés, vendredí soir 26 avril, à Salonique (nord de la Grèce) après la découverte, à leur domicile, d'un important arsenal comprenant des armes et des explosifs. selon la police, ces personnes (qui étaient en possession de passeports jordanien et tunisien) seraient impliquées dans l'attentat à la impiliquees dans l'attentat à la bombe de Patras (nord-ouest du Péloponnèse), qui avait fait sept morts il y a une semaine. Ces nonvelles arrestations portent à huit le nombre de Palestiniens arrêtés dans cette affaire. Les armes et les explosifs étaient cachés dans des explosits etalent caches dans des valises au grenier d'une maison à un étage située dans le centre de vieille ville de Salonique. Les enquêteurs n'excluent pas l'évenlité d'une coopération entre ces Palestiniens et des organisations terroristes grecques, notamment celle du 17-Novembre, responsable de nombreux attentats depuis

# **ASIE**

CAMBODGE: lancé par l'ONU, la France et l'Indonésie

# L'appel au cessez-le-feu temporaire est accepté par les Khmers rouges

Dernier des trois mouvements de la résistance cambodgienne à avoir pris cette décision, les Khmers rouges ont annoncé, vendredi 26 avril, qu'ils acceptaient l'appel au cessez-le-feu temporaire lancé lundi par l'ONU et les co-présidents de la conférence de Paris (France et Indonésie). « Nous nous réjouissons de cet appel» a déclaré à Bangkok le dirigeant des Khmers rouges, M. Khieu Samphan. Ce cessez-le-feu devrait intervenir à partir du 1 - mai et durer jusqu'à la fin de la réunion du Conseil national suprême cambodgien, qui devrait avoir lieu fin mai ou début juin à Djakarta.

BANGKOK de notre correspondant

Depuis fin janvier, sous la pression du Congrès, l'administration américaine a gelé son assistance aux deux factions non-communistes - sihanoukistes et FNLPK, (Front national de libération du penple khmer) de M. Son Sann qui se battent aux côtés des Khmers rouges contre le régime de Phnom-Penh. Cette décision est la conséquence d'une controverse sur l'éventuel parti que les Khmers rouges pourraient tirer de cette aide destinée à leurs alliés et vitale

pour ces derniers. De son côté, Bangkok a annoncé mercredi 24 avril, une réduction des livraisons de riz aux 348 103 Cambodgiens recensés dans des aménagés en territoire thailandais, à proximité de la fre khmère. Cette décision, qui sera effective en mai, fait suite à une éduction similaire, faute de fonds, de l'assistance fournie par les Nations unies à ces populations civiles. « Il est temps que les factions khmeres envisagent d'activer le processus de paix afin que les Cambodgiens déplacés puissent regagner leur pays sons attendre une nouvelle réduction de l'assistance humanitaire internationale», a déclaré un porte-parole thailan-

### Des combats limités

Dans le camp d'en face, la réduction de l'aide soviétique, la poursuite de combats et une manvaise récolte ont aggravé la crise économique. On parle de près de deux 200 000 réfugiés dans les zones. contrôlées par Phnom-Penh, à telle enseigne que l'ONU envisage de coordonner une aide distribuée par des agences non-gonvernements Phnom-Penh a déjà réciamé une aide d'urgence de 100 000 tonnes

de céréales. C'est dans ce contexte que la «troika» – les co-présidents français et indonésien de la conférence de Paris et le secrétaire général de l'ONU - ont lancé un appe à un cessez-le-feu pour le 1ª mai

Les combats, pour l'essentiel, demeurent limités. En mars, donc en fin de saison sèche, les troupes de Phnom-Penh ont attaque, blindés à l'appui, le réduit du FNLPK sur la frontière thailandaise. Cette offensive a été stoppée par une opération de diversion des Khmers rouges contre Sisophon, le cheflieu de district le plus proche. Phnom-Penh a également tenté, avec des hélicoptères armés, de désorganiser, également à proxi-mité de la Thailande mais plus au sud, l'exploitation des mines de pierres précieuses de Pailin, dont les Khmers rouges contrôlent le lucratif commerce. Leur succès a été apparemment limité. Enfin, dans la province de Kampot, frontalière du Vietnam et l'un des fiefs traditionnels des Khmers rouges, Phnom-Penh a fait face, avec apparemment un appui vietnamien, à une résurgence de la gué-

Les Vietnamiens ne semblent pas trop s'inquiéter de l'évolution de la situation militaire depuis le retrait, en septembre 1989, du gros de leur corps expéditionnaire. Si les Khmers ronges ont renforce leur présence dans les régions les plus reculées, leurs effectifs auraient légèrement décru, estimet-on an Vietnam, en ajoutant : « Ils ont les moyens de faire un peu de guérilla et surtout de l'action politique. Mais ils n'ont pas de réserves et ne peuvent mener des opérati de plus grande envergure». En revanche, la dégradation de la revanche, la dégradation de la situation économique est jugée net tement plus préoccupa

Le Cambodge s'enfonce et la « trolle », à défant d'autre chose, saisit l'occasion pour demander ses dirigeants, toujours aussi divi-sés, de calmer un peu le jeu afin de pouvoir rémir leur Conseil national suprême fin mai ou début juin à Diakarta. Cette instance de douze membres, créée en septem-bre dans la capitale indonésienne, ne s'est pas réunie depuis décembre a Paris, Depuis, Hanol et Phnom-Penh ont maintenu leurs réserves à l'égard du plan de paix La seule nouvelle donne est

l'amorce d'un dialogue plus consistant entre le Vietnam et les Etats-Unis avec l'annonce, la semaine dernière, de l'ouverture d'un bureau officiel américain à Hanoï (le Monde du 23 avril) et celle, jeudi, de la première aide humani-taire américaine depuis 1975 : 1 million de dollars pour l'achat de prothèses pour les blessés de guerre

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFRIQUE

Des chiites seraient à l'origine des émeutes religieuses

Le président Ibrahim Babangida a affirmé, vendredi 26 avril, que le gouvernement fédéral « serait impiloyable envers ceux qui menacent la paix publique », en évoquant les émeutes religieuses de Katsina et de Bauchi.

Sans désigner nommément les fondamentalistes musulmans chiites qui seraient responsables de ces violences, il a évoqué les préceptes de l'islam, rappelant qu'il n'autorisait personne à imposer ses convictions aux autres.

A Katsina, le chef local d'un groupe fondamentaliste, Mallam Yakubu Yahaya, et environ deux cents de ses partisans ont été arrêtés après les violentes manifes tations de vendredi et attendent de comparaître devant un tribunal

A Bauchi et dans les villes voisines, où les violences qui ont éclaté, lundi et mercredi, ont fait entre cent cinquante et deux cents morts, les autorités ont procédé à de nom breuses arrestations.

ITALIE Tempête autour des salaires des députés pour que les traitements des conoravole > - les chonorables > élus de la nation - demeurent ce de notre correspondant

Tour à tour jugée « inopportune», « provocatrice » ou carrément « scandaleuse », au moment où le gouvernement s'apprête à bioquer les salaires de la fonction publique et à s'attaquer au régime des retraites pour essayer de réduire un faramineux endettement public, l'annonce d'une augmentation mensuelle des rémunérations des élus italiens de 7 000 francs nets a déclenché une véritable tempête de protestations et redoublé l'antiparlementarisme dans l'opinion transalpine. A tel point que, pour la première fois dans l'histoire de la République, les députés et les sénateurs, embarrassés comma jamais, envisagent sériousement de suspendre, voire de renoncer à la revalorisation de leurs émolu-

Ayant finalement compris l'urgence et la gravité du problème, les deux Chambres se réuniront la semaine prochaine pour en discuter. A en juger par les réactions des ténors de tous les grands partis, il y a des chances

qu'ils sont, à savoir l'équivalent de 48 000 francs, nets de cotisations sociales et d'impôts, plus environ 16 000 francs pour rémunérer d'éventuels collaborateurs. A cela s'ajoutent la gratuité des transports publics train et avion en première classe - et autres avantages divers. Les chanceux touchent même perfois des prébendes confinant au scandale - près de 5 000 francs par jour pour ceux qui siègent par exemple à la commission

Les « solistes » et les « pianistes »

L'opinion italienne est fatiguée des excès de sa classe politique. Elle tolère de plus en plus mai les scandales, le népotisme, les crises gouvernementales à répétition incompréhensibles pour le commun des mortels... Elle critique les longs retards qui interviennent dans l'approbation de législations parfois urgentes, retards liés trop souvent à l'absentéisme des élus. C'est ainsi

que le jour même où était annoncée l'augmentation des traite-ments, la Chambre des députés n'a pas pu voter un texte réprimant la criminalité organisée, faute de quorum. Depuis la début de la législature en 1987, le cas s'est produit cant une fois ! Au total, le moyenne des élus présents dans l'hémicycle pendent les sessions a atteint, sur quatre ans, 377 sur 630.

Au Sénat, la situation est pire, maigré les pratiques de ceux qu'on appelle ici les « sollstes » et les «pianistes». Les premiers passent en coup de vent, votent rapidament un texte pour être compté présent et toucher 450 francs de jeton de présence, puis s'en retournent à leurs affaires. Les seconds, en dépit du règlement, « planotent » les clefs de vote électronique de leurs amis, qui peuvent ainsi, aux aussi, être comptés présents. Comment s'étonner, dans ces conditions, que plus de 90 % des Italiens, selon un récent sondage du magazine Panorama, aient déclaré avoir « peu » ou « pas confiance du tout » dans leurs partis politiques?

PATRICE CLAUDE

CORÉE DU SUD

# Une grave affaire de pollution a entraîné le remplacement du ministre de l'environnement

de notre envoyé spécial

Le président Roh Tae-woo a remplace, jeudi 25 avril, le ministre de l'environnement, M. Huh Nam-hoon, à la suite d'une affaire de pollution de l'eau par des substances chimiques qui a affecté plusieurs millions de foyers dans la région de Taegu, dans le sud-ouest du pays. Un ancien ministre de la santé, M. Kwon Hwi-hyuk, lui a

Cette affaire, l'un des plus graves scandales de pollution en Corée du Sud, à donné lieu a de vives protestations. Elle s'était traduite, mercredi, per la démission du président du groupe Doosan, le douzième plus important conglomérat du pays. Le président Roh est particulièrement concerné : la région

de Taegn est son «fief» électoral. L'une des entreprises du groupe, Doosan Electro-Materials, a admis avoir déversé dans la rivière Naktong, qui approvisionne en cau Taegu et ses environs, l'une des régions les plus peuplées de la Corée, 300 tonnes de déchets industriels contenant du phénol. entre novembre et février derniers. Ce produit corrosif peut être particulièrement toxique lors qu'il est

mélangé au chlore utilisé pour désinfecter l'eau.

L'affaire a éclaté le 14 mars, lorsque les habitants se plaignirent de l'odeur de l'eau supposée potable qui leur était fournie. Après enquête, six employés de Doosan furent arrêtés pour négligence, ainsi que plusieurs fonctionnair L'usine avait été autorisée à reprendre ses activités la semaine dernière. Mardi, elle déversait à nouveau du phénoi dans la rivière. Les mouvements de protestation se sont alors mués en une véritable colère populaire.

Ce scandale est en effet significatif d'une détérioration croissante de l'environnement en Corée du Sud, conséquence d'une industrialisation rapide et, dans bien des cas, incontrôlée du point de vuc des normes antipollution. On note une aggravation alarmante de la pollution dans les villes, en particulier à Séoul. Il est probable que ai les autorités ne prennent pas des mesures sévères la simation ira en empirant et que les Coréens risquent de connaître le même sort que les Japonais dans les années 1960-1970, lorsque sévissaient les grandes maladies de la pollution, qui firent des milliers de victimes.

PHILIPPE PONS

spilles. 13 coutume

Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Charles Millon (PR), a déclaré, vendredi 26 avril, qu'il n'est « pas contre » la constitution de commissions d'enquête parlementaires, à l'Assemblée et au Sénat, sur le financement des partis politiques, même s'il a réaffirmé que cette proposition est une « manceuvre » des socialistes. M. Jacques Chirac a adopté une attitude similaire.

L'opposition change de tactique face à la proposition socialiste d'enquêter sur le financement des partis avant la loi de janvier 1990 leur allouant des fonds publics. M. Millon, qui était l'invité de l'émission de France-Inter «Objections», ven-

le groupe UDF, le 30 avril, puis avec l'intergroupe de l'opposition au Palais-Bourbon, de cette proposition, à laquelle il ne se déclare plus hostile. Rappelant, néanmoins, ou'une commission parlementaire « ne peut pas enquêter dans des domaines où la jus-tice est saisie », il a affirmé : « Il faut que les Français sachent que cette commission se préoccupera du financement de tous les partis politiques, excepté celui du Parti socialiste.» M. Millon a demandé que le gouvernement « donne les moyens, en personnel et en finances, d'assumer sa mission » à la commission officielle, prévue dans la loi de janvier 1990 sur le financement des partis et présidée par un conseiller d'Etat.

Le Parti républicain s'est déclaré, vendredi, « favorable » à la mise sur

pied de commissions d'enquete sur le financement des partis, mais à plusieurs conditions. M. Ladislas Poniatowski, porte-parole du PR, a expliqué que ces commissions doivent pouvoir « examiner tous les problèmes de financement, y compris les affaires socialistes en cours », « Nous se pourrions accepter l'hypocrisie socialiste qui interdirait d'examiner la « filière Urba » sous prétexte qu'une instruction est en cours », a-t-il déclaré.

Le PR demande, aussi, que cette commission ne soit pas «constituée de parlementaires socialistes majoritaires» et qu'elle ait «un président non socialiste». Pour M. Poniatowski, «l'argent sale utilisé pour le financement de la campagne présidentielle de M. François Mitterrand était de l'argent détourné par le Parti

socialiste», et « hommer un socialiste à la tête d'une telle commission d'enquête servit aussi provoquant que de nommer le financier de la campagne de M. Mitterrand à la justice » (M. Henri Nallet, garde des sociaux, avait été le trésorier de la campagne présidentielle de M. Mitterrand en 1988).

M. Auroux (PS) ; «La vérité fait peur »

M. Jacques Chirac, qui se trouvait, vendredi, dans le Cantal, a qualifié de « tout à fait hypocrite » la proposition de M. Pierre Mauroy. « Cela relève, comme toujours, d'une espèce de tactique du voile de fumée qui en chère aux socialistes, mais, même dans ces conditions-là, je ne vois aucun inconvénient à ce que ces com-

agir», a dit le président du RPR. Il a relevé, cependant, lui aussi, que « puisque, par définition, les commissions d'enquête parlementaires ne permettent pas de s'occuper des uffaires entre les mains de la justice, cela veut dire que c'est une commission d'enquête qui s'occuperait exclusivement de l'opposition».

M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a observé, vendredi, que, pour l'opposition, « en quelques heures. l'inquiétude a remplacé l'agressivité partisane et hypocrite des voix les plus tapageuses ». « Soudain, a dit M. Auroux, le RPR présente le premier budget de sa longue et parfois ténébreuse histoire (voir le Monde du 27 avril), alors que les porte-parole de l'UDF et de l'UDC tentent laborieuse.

ment de camouster leur gêne derrière de fallacieux arguments juridiques. » Selon lvi, « la vérité fait manifestement peur, puisque, dans un même élan d'une rapidité émouvante, des représentants de l'opposition ont déclaré s'opposer à la création d'une commission d'enquête ».

Après avoir affirmé que les travaux de cette commission « ne se substitueront pas aux instructions judiciaires en cours et ne seront pas de nature à les retarder ni à les perturber », le président du groupe socialiste a affirmé que « les Français comprendraient mal que l'opposition refuse d'utiliser une si belle occasion de faire la démonstration publique de la clarté et de la pureté ».

ANDRÉ LAURENS

# Les Canaques face à la coutume

Suite de la première page

40.50

المنازي فرهمومي

Le hiérarque répliqua en déclarant le récalcitrant personna non grala sur l'aire de sa chefferie. Par solidarité, la chefferie voisine de Gaïca étendit la sanction à l'intérieur de ses frontières. Pour manifester sa résolution, elle ordoma même la fermenure pendant deux jours des sièges de la commune et de la province des îles Loyauté, situés sur son territoire. Il n'y eut guère que le grand chef du district de Wetr, dont les fonctionnaires d'Etat ne laissent pas de louer les qualités de prince éclairé, qui refusa d'ajouter à la disgrâce de M. Cono Hamu. Lifou doit être la seule municipalité de la République dont le maire est interdit de séjour sur les deux tiers de sa commune et se trouve contraint de gouverner en exil.

L'affaire pourrait paraître burlesque s'il n'avait failli y avoir mort d'homme et, surtout, si elle ne posait un problème de fond, qui préoccupe aujourd'hui les dirigeants canaques jusqu'à l'anxiété. Comment articuler les pouvoirs respectifs des responsables politiques et des chefferies? Comment développer les régions canaques sans tallumer des litiges claniques ancestraux? Le conflit de Lifou restera, de ce point de vue, un cas d'école.

Voilà donc un maire indépendantiste brûlant de transformer sa municipalité en vitrine du développement. L'ancien militant de choc, preneur d'un sous-préfet en otage en 1984, est doté d'un solide pragmatisme : ici, on le voit sauter en parachute avec un général d'armée; là, il courtise des investisseurs japonais dans l'espoir d'implanter un bôtel international. Fort de son crédo – « Sur les racines du passé, bâtissons la modernité!» –, il ne prête qu'une attention distraite aux rumeurs perplexes que soulève sa boulimie d'initiatives. Aussi, lorsqu'îl entreprend de libérer une portion du littoral afin d'y aménager un port, pense-t-il régler rapidement l'affaire : il lui suffira de négocier un bail avec les propriétaires fonciers.

Or, la rente, fort juteuse, excite les convoitises concurrentes de deux clans, les Luépak et les Katrawa, qui se disputent, depuis plusieurs générations, cette langue de sable piquée de verdure. Après une lecture des généalogies, M. Cono Hamu donne raison aux premiers, tandis que son grand

Réforme des structures de l'UDF.

Le conseil national de l'UDF, qui se

réunira fin mai, devra entériner la

réforme des structures de cette confé-

dération, en vue de laquelle un projet

présenté par M. François Bayrou,

délégué général, a été approuvé par le

bureau politique le 24 avril. La

réforme doit se traduire par un réé-

quilibrage en faveur du Parti récubli-

cain et du CDS au sein des instances

de cette confédération, où, depuis sa

création en 1978, toutes les composantes étaient sur un pied d'égalité

(PR, CDS, Clubs Perspectives et Réa-

lités, adhérents directs, Parti radical

a M. Mégret dénonce la « pègre

immigrée». - Après les incidents pro-

voqués, dans la soirée du mercredi

24 avril, à Marseille, par des supporters de l'OM, M. Bruno Mégret, délé-

gué général du Front national, a

par le club marseillais contre le Spar-

tak de Moscou « ait été entachée par

ques ». « Après Vaux-en-Velin, Paris

ou Santrouville, a-t-il déclaré dans un

communiqué, Marseille et Aix-en-Pro-

vence ont èté livrées, à leur tour, à la

pegre immigrée, profitant de rassem-

blements de liesse pour se livrer à des

le déchainement des bandes ethni-

déploré » que la victoire remportée

et Parti social-démocrate).

chef, M. Bula, légitime les prétentions des seconds. Cette partie de bras de fer entre le sujet et le notable produit un effet désastreux dans cette île, la plus attachée de l'archipel à la counme. Si on y ajoute le jeu en coulisse des rivau politiques personnels du maire, ravis de l'aubaine pour lui savonner la planche, on a les ingrédients de la crise.

En fair, le casse-tête de Lifou n'aurait jamais connu pareil dérapage si l'inquiétude ne fermentait déjà dans les milieux contumiers. Prises dans le tourbillon d'un développement à marche forcée – les élus et l'administration sont impatients d'afficher des résultats avant les prochaines échéances –, les chefferies, surtout aux îles Loyanté, se sentent court-circuitées. A tort ou à raison, elles vivent dans la crainte d'un complot orchestré par les «politiques», en particulier les élus des provinces indépendantistes, dont les pouvoirs, résultant des accords de Matignon, sont considérables. Les repères se brouillent : de simples roturiers règnent en properintendants

### « Vous avez guillotiné Louis XVI... »

D'où le désarroi diffus chez les cou-tumiers, que résume, à sa manière, Siwane Quenenoj, porte-parole de M. Pierre Zéoula, grand chef du dis-trict de Gaïca à Lifou. « Vous, les Français, dit-il, vous avez guillotiné Louis XVI. Peut-être que c'était un mauvais roi, je ne sais pas, mais ne venez pas à Lifou dire aux dirigeants politiques de guillotiner nos grands chess. Sinon, ce sera le malheur et le désordre. » Dans ce climat de suspi-cion, M. Nidoish Naisseline, grand chef du district de Guamma, sur l'île de Maré, et fondateur du petit Parti libération kanake socialiste (LKS), n'a aucune difficulté à sensibiliser ses pairs lorsqu'il lève l'étendard de la révolte des contumiers. Il vient d'adresser à tous les grands chefs des îles Loyauté et de l'île des Pins une lettre dans laquelle il les invite à réagir contre les tentatives en cours visant, selon lui, à a dénigrer et à saboter la coutume ». On veut faire croire, écrit-il, que «la coutume freine le développement et l'épanouissement humain du Mélanésien » et qu'elle représente, donc, « le mai dont ce dernier doit se débarrasser pour accèder au progrès», «Il n'y a pas de neutralité pour l'heure, conclut-il. Ou bien c'est le grand chef, ou bien c'est le parti politique qui commande, »

L'affaire de Lifou» fait, évidemment, grand bruit dans le Landerneau indépendantiste. De toute manière, tout le monde reconnaît qu'il fallait bien, tot au tard, aborder cette question épineuse, que les urgences de la «lutte» avaient, jusque-là, occultée. Président de l'Union calédonienne (UC), la composante majoritaire du FLNKS, à laquelle M. Cono Hamu est affilié, M. François Burck fronce des sourcils républicains. « La constination du FLNKS stipule que Kanaky sera une république démocratique, lai que et socialiste, rappelle-t-il. Je pose donc la question : si nous sommes indépendantistes, travaillons-nous pour la mise en place d'une république kanake ou pour une multitude de royaumes héréditaires?» Pour autant, si l'on se fie au malaise d'une certaine base de l'UC, convoquer le fantôme de Jules Ferry ne suffit pas à épuiser le sujet. Les héritiers de Jean-Marie Tjibaou viennent de s'échiner à débrouiller l'écheveau développe ment-coutume-politique durant deux réunions de leur comité directeur. Il leur en faudra certainenemt davan-

Dans ce débat, qui agite aussi le Tout-Nouméa, un haut fonctionnaire a formulé un avis avec quelque hauteur. Directeur de l'Agence de deve-loppement rural et d'aménagement foncier (ADRAF) depuis deux ans, M. Bruno Arbouet vient de quitter le territoire après avoir supervisé l'attribution de 54000 hectares de terres. dont 80 % à des Canaques. Evoquant la complexité et le rythme des réformes initiées par les pouvoirs publics, notamment celles touchant au régime de propriété, le professionnel s'efface derrière le moraliste nour trahir ses états d'âme. « La question. en Nouvelle-Calédonie, estime-t-il, est, tout de même, de savoir si les projets de développement que nous, Euro-péens, imaginons pour les Mélanésiens sont vraiment adaptés (...). Il y a égolement lieu de se poser des problèmes de conscience : convaincre des responsables mélanésiens d'accepter notre rythme, c'est, aussi, leur faire prendre un certain nombre de risques. Certains en sont morts, d'autres ont été bannis. » Bien rare est ce genre de témoignage public d'humilité chez les techniciens métropolitains de rassage ciens métropolitains de passage

FRÉDÉRIC BOBIN

### LIVRES POLITIQUES

'AMOUR et la politique ont ceci de commun qu'ils inspirent, depuis toujours. deux sortes de discours : celui des acteurs qui s'investissent dans l'une ou l'autre de ces passions, voire dans les deux, et celui que la connaissance de chacune d'entre elles ne cesse de nourrir. Le second n'est pas le moins intéressant, et il a l'avantage d'entretenir la curiosité quand les ardeurs du premier se sont épuisées. Le rôle de cette chronique et la vocation de ce journal orientant cette curiosité vers le discours politique, c'est à lui que l'on s'en tiendra, en se référant à d'originales approches. Pour compenser l'éventuelle déception du lecteur, on lui révéiera tout de suite que l'une d'elles enrichit la comparaison avec l'amour en soulignant la dimension psycho-affective de la politique. Patience l

Principes du politique : sous ce titre austère se présente un plaisant essai d'initiation a accessible à tout bachelier un peu cucieux a assure l'auteur. Odon Vallet, qui enseigne d'habitude à un autre niveau. Précisément, c'est à partir de cours et d'exposés donnés à Sciences-Po ou dans le cadre universitaire, et d'articles publiés dans plusieurs publications, que cette approche à la fois culturelle et pratique de la genèse du droit et des origines du pouvoir a pris forme. L'exposition en est volontairement simplifiée, bien qu'elle se réfère aux travaux les plus savants et, suttout, les racines historiques des fondements de la société se målent étroitement aux exemples pris dans notre environnement

S'il s'agit de montrer que les premiers systèmes de droit, les premières structures étatiques. sont liés à la maîtrise de la nature et l'exploitation de ses richesses. l'auteur s'appuie sur la possession des eaux et le partage de la terre qu'illustrent, au même titre. l'histoire du Nil. des pharaons jusqu'au barrage d'Assouan. l'énergie hydroélectrique la conquête des mers et la sécheresse dans le Sahel. A ce jeu, on trouve une affaire de fausses factures pendant la construction du canal de Panama et on observe déjà un phénomène d'exode rural à la fin de la démocratie athénienne : c'est dire qu'il y a des données socio-politico-culturelles qui traversent l'Histoire. Lecture systématique des analogies, des précédents, des étymologies, établissement de connexions dans le temps, décryptage des symboles récurrents, repérace de tout ce qui est porteur de sens, c'est toute une érudition qui, avec le goût des rapprochements insolites, des anecdotes et des réflexions qu'inspire l'état actuel des choses, anime ces visions transversales de la politique. L'exercice tient du feu d'artifice, avec ce qu'il offre d'illuminations fugaces et d'obscurité vite

Un autre spécialiste connu des sciences politiques, Philippe Braud, suggère sous un titre aussi énigmatique que le tableau de Bosch, le Jardin des délices démocratiques, une approche du

# Entre délices et confusion

contenu émotionnel de son domaine d'études. Il n'a pas de difficulté à nous convaincre du peu de rationalité de la politique, de son incapacité à prendre en compte, quand il le faudrait, des tendances lourdes de l'économie, du travail et de la culture, et enfin, de la pauvreté du débat qu'elle génère.

D'où vient alors le succès

reconnu de la démocratie pluraliste, régime qui garantit une certaine harmonie entre les hommes en satisfaisant la raison? De son aptitude à gérer la dimension psycho-affective, omniprésente dans le fonctionnement d'un système politique, affirme l'auteur. Il précise ainsi son hypothèse centrale : «La supériorité, aujourd'hui peu contestable, des démocraties pluralistes sur les régimes autoritaires et les systèmes totalitaires, ne tient pas au triomphe de leurs principes idéologiques. S'il y a eu consolidation institutionnelle (elle est en effet remarquable), c'est en raison de leur aptitude supérieure à gérer, sans les étouffer, les dynamismes émotionnels qui traversent la société B

Si I'on comprend bien, il s'agit

de gouverner un mélange composé d'apathie, de frustrations, ou de colère qui risque de se transformer en indifférence agressivité, tumulte ou violence. si l'on ne parvient pas, en satisfaisant son besoin de rêve et d'espoir, à le séduire et à mobiliser son adhésion. Dans cette perspective, l'axe droite-gauche résulte d'une nécessité et répond à un principe d'ordre et de classement (l'identité de la gauche étant plus marquée sur le plan émotionnel); l'alternance n'est acceptée qu'en raison de l'étroitesse de l'alternative, parce qu'elle ne bouleverse pas l'ordre social et « qu'elle facilite le travail de deuil des exigences inaccessibles »; et gouverner démocratiquement revient à « mobiliser des symboliques déterminées, travailler sur des représentations et des croyances, adopter des styles psychologiques de comportement traversés par des vertus visibles : acceptation du débat, sens du dialogue, inclination à répudier l'excès »...

Par ce biais, l'auteur se défend de verser dans le psychologisme. qui donnerait la priorité au jeu des acteurs : il entend mettre en valeur la logique des rôles et l'emprise d'une langue de bois qui, dit-il, correspond subtilement aux exigences culturelles du système socio-économique. Sa théorie est évidemment beaucoup plus fine et argumentée que ne l'est cette rapide présentation. Et, si elle n'explique pas toute la politique, elle a le mérite de rappeler que celle-ci est aussi faite de battements de cœur, d'adrénaline, de spleen et de séduction.

Si délices démocratiques il y a, ils ne vont pas sans exigence,

diraient deux autres essayistes, Jean-Claude Crespy et Christophe de Voogd, qui déplorent la confusion des rôles et des valeurs dans notre société et suggèrent d'y réintroduire un peu plus de rigueur. Selon eux, le divorce entre la société et l'Etat appelle un effort de réflexion et d'action qui ne saurait se limiter à l'amélioration de mécanismes juridiques.

ils diagnostiquent des signes de confusion dans l'état des mœurs : par exemple, l'obsession du corps fonctionnel, soumis à la dictature de la mode, l'exaltation d'un individualisme qui s'enferme dans ses propres limites (celles des humeurs et des désirs), la sacralisation de la singularité qui « n'est plus vécue comme un faisceau de qualités, mais comme une somme de différences produites et vendues dans le champ social», la prime donnée au droit à la différence, aux dépens des autres droits qui s'attachent à l'universalité de

Sur un plan plus politique, les auteurs dénoncent le dévoiement des élites dirigeantes : « Pantouflage et copinage sont les deux mamelles de cette nomenklature », affirment-ils. Le plus grave, selon eux - et ils visent juste – est la part faite à « l'idéologie de l'expertise », qui assure le triomphe de la technocratie. Le pouvoir est lui-même conçu comme un savoir et il donne naissance « à des professionnels du bien commun ». Il y a détour nement des rôles et la démocratie est confisquée.

Au-delà de l'action possible sur le recrutement des élites, il convient, selon les auteurs, de redonner la parole au suffrage universel, notamment par le recours au référendum (sur des sujets aussi divers que l'armement, les grands équipements, le service public) et l'extension des compétences parlementaires. Il faudrait aussi réviser la notion de responsabilité politique et pénale des élites dirigeantes, compte tenu de l'inefficacité de la justice administrative, si lente et dépourvue de pouvoir d'inionction. Enfin, parmi d'autres valeurs qu'ils suggèrent de redorer ou de promouvoir, les deux essayistes préconisent d'instaurer un pacte social qui, en particulier, installerait, à la place du mythe du travail producteur, une éthique véritable du service avec ses obligations de droits et de devoirs. La notion de contrat inspire cet essai, dont les auteurs se recommandent de parrains prestigieux, Rousseau et Tocqueville, que cette chronique a touiours plaisir à honorer.

Principes du politique, d'Odon Vallet, Masson, 178 pages, 140 F.

➤ Le Jardin des délices démocratiques, de Philippe Braud, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 273 pages, 144 F.

► La société de confusion, essai sur l'exigence démocratique, de Jean-Claude Crespy et Christophe de Voogd, PUF, 154 pages, 90 F.

### A l'Institut polonais

# L'anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie a été l'occasion d'un dialogue entre juifs et catholiques

L'Institut polonais de Paris a organisé, en collaboration avec le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), une commémoration du soulèvement du ghetto de Varsovie, le 19 avril 1943. Trois soirées de débats, suivies d'une soirée artistique, ont réuni, du 22 au 25 avril, des historiens et des témoins juifs et catholiques, animés par ce que M. Jean Kahn, président du CRIF, a appelé une «volonté de compréhension» réciproque. L'ambassadeur de Pologne en France, M. Jerzy Lukaszewski, a présidé la première de ces quatre soirées.

M. Kahn a rappelé que, pour la première fois, l'Eglisc polonaise avait formulé, dans une lettre pastorale, une condamnation nette de l'antisémitisme et que, à la suite de sa rencontre avec M. Lech Walesa lors de la visite de ce dernier à Paris (le Monde du 13 avril), des initiatives sont prévues pour que l'enseignement de l'histoire en Pologne fasse la

place qui lui est due au génocide des juifs par les nazis. Au cours d'un des débats, M. Jerzy Turowicz, responsable d'une revue catholique de Cracovie, a exprimé un optimisme mesure quant à la disparition progressive de l'antisémitisme en Pologne, où la communauté juive n'existe pratiquement plus depuis l'extermination. M. Turowicz a qualifié celle-ci de « blessure profonde dans l'ethos de ce pags ».

M. Théo Klein, ancien prèsident du CRIF et du Congrès juif européen, qui avait présidé la délégation juive pour les négociations avec les autorités polonaises sur le déplacement du carmel d'Auschwitz, a souligné les vertus du dialogue, sans s'attarder sur la lenteur avec laquelle, sur place, les décisions prises en commun sont mises en œuvre. Il est prévu, en effet, que le carmel installé dans l'espace de l'ancien camp d'extermination soit déplacé.

مكذا سالامل

# Les délits et les crimes ont augmenté de 7 % en 1990

Les crimes et délits constatés par la police et la gendarmerie ont augmenté de près de 7 % en 1990 (3 492 712 infractions, au lieu de 3 266 442 en 1989). Pour la deuxième année consécutive, ces statistiques sont à la hausse, alors qu'une tendance prolongée à la baisse avait été observée de 1985 à 1988.

La délinquance urbaine a le vent en poupe, ont constaté MM. François Roussely, directeur général de la police nationale, et Charles Barbeau, son homologue de la gendarmerie nationale. Couvrant les zones les plus fortement urbanisées, la police a recense 69,36 % des faits constatés (+ 7,91 %). Cette évolution des crimes et délits accompagne les mouvements de

Entre 1972 at 1988, les vols

d'automobile ont progressé de

42 %. Mais, entre ces deux

dates, le parc automobile s'est

accru de 80 %. L'occasion ferait

le larron, puisqu'il y a de plus en

plus de matière « volable ». Mais

le paradoxe veut que, statisti-

quement, chaque voiture ait

moins de risque d'être volée que

Au royaume des corrélations,

la prudence est reine. En déve-

loppant plusieurs exemples,

dans le dernier numéro des

« Cahiers de l'Institut des hautes

études de la sécurité intérieure »

la délinguance (1), M. René

Padieu, inspecteur général de

l'INSEE, fait la démonstration de

cette cinsécurité statistique».

Autre exemple : les cambrio-

lages des résidences secon-

daires se sont envolés entre

population en direction des villes : entre les recensements de 1982 et 1990, la grande couronne parisienne a ainsi accueilli 520 000 personnes supplémentaires.

Au chapitre des hausses, la progression des vols (+ 8,40 %) reste la plus préoccupante. Avec 2 305 600 faits constatés, les vols représentent près de deux tiers de la délinquance et de la criminalité. C'est l'un des effets de la civilisation de l'automobile : la moitié des vols visent des deux-roues à moteur ou des automobiles.

Les infractions à la législation sur les stupésiants ont aussi connu une nette expansion (+ 11,53 %), notamment en matière de consom mation. « Comme pour les vols, cette évolution traduit moins l'évolution des phénomènes qu'une activité plus soutenue des services de police et de gendarmerie », a estimé

L'insécurité des statistiques

1972 et 1984 (+78 %), alors

que le nombre de ces résidences

a progressé moins rapidement

(+43 %). Il reste que la probabi-

lité de voir sa résidence « visi-

tée » n'est, chaque année, que

Si les effectifs de la police

nationale ont crû de 13 % entre

1975 et 1989, la population

française n'a augmenté que de

population mieux surveillée et

protégée ? M. Padieu a vu dans

la question un autre paradoxe :

« Un accroissement des effectifs

peut aussi bien faire baisser la

efficace, que la faire apparem-

ment augmenter, si la détection

est meilleure. » Il faudrait par ail-

leurs que les effectifs de police

suivent au plus orès les mouve-

ments de population. Or la popu-

lation du département de Seine-

, si la répression est

7 % sur la même période. Une

d'une « chance » sur cent.

M. Barbeau. Une activité dont témoigne deux chiffres : en 1990, 347 107 personnes ont été placées en garde à vue (+ 3 %) et, parmi elles, 78 138 ont été écrouées.

#### **Evolutions** préoccupantes

La géographie de la délinquance témoigne d'évolutions qui ne sont pas uniformes. A elles seules, les régions lie-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'azur, sont à l'origine de 44 % de l'augmentation globale. La région Corse arrive toutefois en tête de ce classement (+ 16,25 %), tandis que la Basse-Normandie semble épargnée (+0.79%).

Reste que cette nouvelle augmentation statistique, qui inter-vient après celle de 1989, vient inverser la tendance à la baisse

et-Marne s'est accrue de

190 000 habitants entre le

recensement de 1982 et celui de

1990, c'est-à-dire l'équivalent

d'une ville comme Angers ou

Roubaix. Mais les rigidités admi-

nistratives font que, dans le

même temps, la Seine-et-Mame

n'a pas vu ses effectifs renfor-

cés des quatre cents policiers

correspondant à des villes de

« Sensibles aux phénomènes

d'insécurité, nous sommes

avides de trouver confirmations

ou démentis de nos peurs », ana-

lyse M. Jean-Marc Érbès, dìrec-

pas faire dire n'importe quoi aux

(i) Les Cahiers de l'IHESI, avril 1991. La Documentation française.

cette importance.

1985; - 8,02 % en 1986; - 3,68 % en 1987; - 1,21 % en 1988). «Il faudrait en finir avec cette idée mythique qu'un chiffre unique puisse résumer l'état de la sécurité ou l'activité des services de police», dit toutefois M. Roussely. Le directeur général de la police distingue ainsi les évolutions « préoccupantes » - hausse des vols, des infractions liées aux stupéfiants, des dégradations - et les tendances « satisfaisantes » - stabilité des escroqueries et infractions économiques et financières (+ 0,63 %), hausse modérée des infractions contre les personnes (+ 1,53 %) et des attentats par explosifs (+ 3,30 %).

Par ailleurs, une « décélération ». sensible dès le deuxième semestre de 1990, s'est prolongée au cours du premier trimestre de 1991 : la progression des crimes et délits y est quatre fois moindre (+ 2,17 %) que celle enregistrée sur la même période de l'année précédente (+ 8,47 %). «Il n'y a pas de fatalité la délinquance », conclut M. Rousselv.

**ERICH INCIYAN** 

D Fin du plan antiterroriste Vigipirate. - Le ministre de l'intérieur M. Philippe Marchand, a levé vendredi 26 avril, sur instruction do premier ministre, le plan Vigipirate. Cette mesure « s'inscrit dans la suite des analyses effectuées par les services spécialisés » quant à l'évolution de la menace liée à la crise du Golfe, a-t-on précisé place Beauvau. Mis en place le 5 janvier pour prévenir tout attentat en France. Vigipirate était entré dans sa deuxième phase le 17 janvier, dès le déclenchement des opérations militaires dans le Golfe. Il

avait été ramené à sa phase initiale

le 19 mars.

Les projets de décrets soumis à la CNIL

# Le gouvernement a revu sa copie sur les fichiers « sensibles »

« Je suis pour la transparence, a affirmé le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, vendredi 26 avril, après la transmission des projets de décrets légalisant les fichiers des renseignements généraux à la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). L'avis qui sera donné par la commission sera suivi par le ministère. » Saisie de ces projets le 21 mars - après que le gouvernement eut entièrement revu sa copie, - la CNIL vient d'indiquer qu'elle entendait instruire le dossier en toute sérénité, en vue de rendre son avis d'ici à la mi-juillet.

On est loin du tollé provoqué, en mars 1990, par les deux précédents décrets sur les fichiers des renseignements généraux (RG) et le fichier informatisé du terrorisme. A l'époque, le premier ministre, M. Michel Rocard, avait été obligé d'annuler les deux textes, sous la pression conjuguée de l'opinion publique et des associations de droits de l'homme. La copie a été entièrement revue par le gouvernement. A tel point que la Commission nationale consultative des droits de l'homme, qui rendra son avis début juin, a déjà salué un «incontestable progrès».

Tout en préservant les missions des RG, la Place Beauvau veut éloigner l'épouvantail informatique d'un Big Brother policier. Aussi, la nature des informations «sensibles» que les RG pourront ficher a-t-elle été sensiblement réduite : les décrets de l'an passé visaient toute personne « exerçant une influence sur les situasociales: l'actuel projet se limite aux personnes qui ont « sollicité. exerce, ou exercent, des mandais politique, syndical, économique ou religieux, ou qui jouent un rôle politique, économique ou social significa-

tif sous condition que ces inform tions soient nécessaires pour donn au gouvernement ou à ses représe tanis les moyens d'apprécier la situ tion politique, économique ou socie (...) et de prévenir les troubles à l'e

Surtout, le texte soumis à la CN n'envisage plus que le fichage deux types d'informations nomin tives. Primo, «les activités [et n plus les opinions] politiques, philo phiques, religieuses ou syndicales D'accord pour la mention « sec. taire général de la section PS de pas d'accord pour « catholique franc-maçon s ou « communiste Secundo, « les signes physiques pu ticuliers, objectifs et inaltérable, (une couleur de peau, des cheve crépus), utilisés comme éléments signalement. Désormais prohibée es mentions « juif » ou « maghi bin ». En outre, ces fichages d « signes » doivent seulement viser cas de personnes pouvant porb atteinte à la sûreté de l'Etat ou à sécurité publique par le recours à

Des garanties comparables out é apportées pour la consultation de fichiers RG par d'autres services d police ou de gendarmerie, qui a et liminée au dernier cas cité, et à celu des personnes concernées par une babilitation en matière d'accès aux secrets protégés (confidentiel-dé-fense, par exemple). Le fichier infor-matisé du terrorisme a vu, luí, sa finalité exclusivement limitée à « la lutte contre les entreprises individuelles ou collectives ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ». Tous les cinq ans, la CNIL procè-dera à un examen du bien-fondé des informations dans les fichiers RG et

antiterrorisme. Les projets de décrets ne sont encore que des « documents de tra-« modifications pour tenir comple des consultations en cours », a pris soin de préciser le ministère de l'intérieur. Comme pour exorciser toute nouvelle polémique.

JUSTICE

par le passé.

La polémique sur la « manipulation » des scellés d'Urbatechnic

# Le directeur général de la police nationale répond au juge Jean-Pierre

Le directeur général de la police nationale, M. François Roussely, n'a guère apprécié les propos du juge Jean-Pierre sur la « manipulation » des scellés d'Urbatechnic. Il lui a répondu vendredi 26 avril, en se réservant de « donner une suite » à ses déclarations.

Interrogé mercredi sur TF 1, le juge du Mans avait affirmé que les cinq caisses de documents saisies le dimanche 7 avril lors de la perquisition dans les locaux d'Urba technic avaient été « manipulées ».

« Nous les avons mis, ma greffière et moi, dans un certain ordre dans les cartons, précisait-il, et nous avons eu la surprise, par hasard, dans les couloirs du Palais de justice du Mans, de les voir arriver dans un ordre différent » Me Denis Langlois qui avait assisté à la perquisition du 7 avril en tant que témoin, confir-mait des le lendemain les craintes du juge Jean-Pierre : « Une heure et demie après le dessaisissement, je me crouvais encore dans le hall des hureaux de la société Urba et j'ai été surpris de constater que certains dossiers saisis avaient été sortis des cartons. (...) La consultation des dossiers ètait extrêmement facile, dans la mesure où le juge Jean-Pierre avait placé la plupart d'entre eux sous scelles ouverts et non ferines. »

Lors de sa perquisition dans les locaux d'Urbatechnic, le juge Jean-Pierre, accompagne de sa greffière et de deux témoins, avait saisi des documents qui ont été conservés de deux manières : deux caisses de scel-

lés « fermés » - les dossiers sont rangés dans des caisses portant des sceaux - et trois de scellés « ouverts », constitués de classeurs reliés par une ficelle. Lors de la perquisition, le juge du Mans, pressé par le temps, n'avait pas eu le loisir de numéroter les feuillets de tous ces documents. Il affirme aujourd'hui avoir vu « par hasard, au tribunal du Mans » que l'ordre des dossiers avait été modifié.

Le directeur général de la police nationale a répondu vendredi au juge Jean-Pierre. « Je peux affirmer de la façon la plus formelle que les services de police judiciaire qui, dans le cadre d'une commission rogatoire, ont été saisis de cette affaire, n'ont fait que leur travail dans le cadre lègal qui est le leur, a précisé M. François Roussely. Je me réserve pour donner des suites èventuelles aux déclarations du juge.»

#### Les cinq caisses inventoriées

Les propos de M. Jean-Pierre sont, il est vrai, ambigus. Le terme de a manipulation » peut signifier un ple déplacement des documents, ou la tricherie volontaire qui pourrait notamment inclure la disparition de certains scellés. Le juge du Mans se garde bien de choisir l'une des deux interprétations : n'étant plus en charge du dossier, il n'a pas les moyens, dit-il, de vérifier un à un les documents et de lancer des accusations précises.

Oue les scellés aient été consultés, personne ne le nie : après la perquisition, les cinq caisses sont restées toute la nuit dans les locaux d'Urba-

technic, boulevard de Rochechouart, à Paris, sous la surveillance de gar-diens de la paix de la préfecture de police de Paris. Dimanche soir, le juge Jacques Liberge, désormais chargé de ce dossier, délivrait une commission rogatoire à la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ), qu'il chargeait de l'inven-taire, du descriptif, et du rapatriement des scellés au tribunal du Mans. Les cinq caisses ont donc été inventoriées par les services de police dans les locaux d'Urbatechaic, en présence de témoins, et le procès-verbal dressé au terme de cette séance a été communiqué au

juge Liberge. Les dossiers ont donc bien été « manipulés », personne ne s'en cache, mais au sens premier du terme : les documents ont été comp tés et décrits par la police judiciaire lors de l'inventaire, et ce à la demande du juge Liberge. Les scellés ont ensuite été entreposés dans une chambre de sûreté de la police judiciaire avant de partir mardi 9 avril au tribunal du Mans.

De la fin de la perquisition, qui s'est achevée dimanche à 21 h 15, à l'arrivée des cinq caisses au Mans, mardi, à 16 heures, les scelles ont été pris en charge soit par les gar-diens de la paix de la préfecture de police de Paris, soit par les policiers de la DCPJ. Si la « manipulation » que le juge évoque veut dire triche-rie, elle n'a pu se faire sans la complicité de la police judiciaire. M. Roussely a d'ailleurs répliqué avec fermeté aux accusation du juge du Mans: « Pour dire J'accuse, concluait-il, il faut un Zola. Ce n'est

pas le cas aujourd'hui. »
ANNE CHEMIN

A propos de « l'affaire Trager »

# Le maire (PS) de Saint-Nazaire est cité dans un cas d'abus de biens sociaux

Le procureur de la République l'instruction ouverte au Mans par de Nantes a fait parvenir, vendredi le juge Jean-Pierre et poursuivie 26 avril, à la chambre criminelle de la Cour de cassation, une requête pour qu'elle désigne le juge qui devra instruire une affaire d'abus de biens sociaux où est cité le nom de M. Joël Batteux, maire

(PS) de Saint-Nazaire. Comme dans chaque cas où un élu est mis en cause, « de quelque manière que ce soit », souligne-t-on au palais de justice, la Cour de cassation doit, en verto du « *privilège* de juridiction », décider si le juge d'instruction local, en l'occurrence M. Pierre Pétriat, reste ou non en

charge du dossier. L'ancien responsable régional pour les Pays de Loire d'Urba-technic, M. Christian Giraudon, toujours inculpé dans le cadre de

le juge Jean-Pierre et poursuivie par le juge Liberge, a été entendu dans cette affaire à titre de témoin

par le juge Pétriat.

L'affaire commence avec l'interpellation le 13 mars d'un industriel nantais, M. René Trager, PDG de Deambinox et ATAO, deux sociétés spécialisées dans l'aluminium. M. Trager est inculpe et écroué pour abus de biens sociaux, abus de confiance et banqueroute frauduleuse. Au cours d'une de ses auditions par le juge, il affirme avoir été en contact avec Urbatechnic et le maire de Saint-Nazaire, des propos rapportés par ses avocats, qui demandent sa mise en

liberté M. Batteux s'est publiquement expliqué dans la semaine : ne niant

vités d'Urbatechnic, il a indiqué que la commission des marchés était ouverte aux élus municipaux d'opposition, qui y siègeaient régu-lièrement . « J'ai eu des doutes en 1986, a-t-il indiqué, et j'ai aussitôt mis le holà. » M. Batteux a par ailleurs déclaré que Saint-Nazaire avait attribué un seul marché à M. Trager, en 1984. N'excluant pas que « des choses répréhensibles » se soient produites sans qu'il le sache, M. Batteux a estimé que « c'était à la justice de le dire ».

Au palais de justice de Nantes, on affirme que « l'affaire Trager » ne présente pour l'instant « aucun élément concret » susceptible de dénoncer un scandale politico-fi-

Accusé du viol et de l'assassinat d'une fillette

# Richard Roman retourne en prison

Ainsi en ont décidé les trois

magistrats de la chambre d'accusa-tion de la cour d'appel d'Aix-en-

Provence. L'arrêt a été immédiate

ment appliqué. Richard Roman, qui était arrivé libre au palais de justice, a été aussitôt place sous

mandat de dépôt à la maison

AIX-EN-PROVENCE

de notre correspondant Depuis vendredi apres-midi 26 avril, et après six mois et quatre jours de liberté, à la suite du nonlieu dont il avait bénéficié le 22 octobre 1990 de la part du juge d'instruction de Digne, Richard Roman, trente et un ans, l'un des deux meurtriers présumés de la petite Céline Jourdan, violée et assassinée le 26 juillet 1988 à La Motte-du-Caire (Alpes-de-Haute-Provence) est de nouveau en détention (le Monde du 16 novem-

« C'est un retour à la case départ, et en même temps un exemple de cohérence judiciaire. La chambre a pris ses responsabilités, en confor-mité avec l'arrêt qu'elle avait rendu le 14 novembre dernier, lorsqu'elle enonca le non-lieux, a commenté l'un des avocats de la partie civile. Une opinion partagée par l'un de ses confrères, qui indiqua : « Sans présumer de la culpabilité ou non de Roman, il faut penser que la cour a estimé que la réincarcération de Roman était une nécessité pour la poursuite de l'instruction, pour la cessation du trouble à l'ordre public que sa libération a causé ainsi que pour sa propre protection's (le 24 décembre 1990, à Annecy,

d'arrêt de Luynes.

d'une mystérieuse agression). Me Leclerc, le défenseur de Richard Roman, vonlut demeurer optimiste pour son client:

Richard Roman avait été victime

« Aujourd'hui, il n'y a pas d'éléments nouveaux sur le fond de l'af-faire. En ce qui me concerne, je ne doute pas que Richard Roman sois Innocent. La chambre estime qu'il doit retourner en prison pour les T. besoins de l'instruction, j'en prends note. On a pu voir que mon client s'est présenté, ce qui était égale-ment important. Pour le reste, la culpabilité n'est pas encore établie et Richard Roman n'est pas encore renvoyé devant la cour d'assiser Je ne doute pas qu'il bénéficie à nouveau d'un non-lieu quand le president Carrié aura bouclé l'instruc-

FRANÇOIS DE BOUCHONY

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE chaque mercredi (éditions datées jendî) Renseignements: 45-55-91-82 Poste 4 138

D Fansses factures de Nice-Acropolis : M. Ballay inculpe d'abus de confiance. - M. Hubert Ballay, président-directeur général de l'asso-ciation paramunicipale Nice-Acropolis, a été inculpé, vendredi 26 avril, par Ma Marie-Vianneytte Darodes Boisseau, juge d'instruc-tion à Nice, d'abus de confiance. dans le cadre d'une information judiciaire ouverte par M. Louis Aumeras, procureur de la République, au sujet d'une affaire de

fausses factures concernant le palais des congrès de la ville (le Monde du 27 avril). Dans la même affaire, M. Tony Fighiera, gérant de la societé Azur-Restauration, concessionnaire de la restauration du palais, a été inculpé de faux et usage de faux en écritures de commerce. Conformément aux réquisitions du parquet, ils ont été, l'un et l'autre, placés sous mandat de dépôt et écroués à la maison d'arrêt de Nice. - (Corresp.)

B L'ex-Pdg du casino Lyon vert est remis en liberté. - Détenu depuis le 8 février dernier (le Monde daté 10-11 février), M. Albert Raincau, ancien PDG du casino Lyon vert, situé sur la commune de La Tourde-Salvagny, près de Lyon, et plus connu sous le nom de « casino de Charbonnières», a été remis en liberté, vendredi 26 avril, par une décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon. M. Raineau, qui reste inculpé d'a abus de biens sociaux » et de « dissimulation de tout ou partie du produit des jeux », a dû payer une caution de 700 000 F. L'enquête aurait révélé que les logiciels de certains «bandits manchots» avaient été modifiés, permettant le détournement d'une somme importante, de l'ordre de 20 millions de francs. ~ (Corresp.)

bre 1990).

A la différence de l'ensemble du réseau routier français qui a amé-lioré sa sécurité, en 1990, avec 4,2 % de tués en moins, les autoroutes concédées ont vu leur bilan se dégrader. On a dénombré, l'an dernier, 432 morts sur le réseau autoroutier à péage contre 358 cn 1989, soit une hausse de 21 %. Si l'on calcule le taux de tués par tranche de cent millions de kilomètres parcourus, la progression réelle demeure importante avec + 10,5 %. Une partie notable de cette aggravation est imputable à l'accident d'un car britannique à impériale qui s'est retourné après éclatement d'un pneu causant la mort de onze personnes.

Partice.

The second second

ا داندي مشق

والمراجاتين

. . . . .

Saffer Company of the Company

M. Robert Lafont, délégué général de l'Assecar, département sécutité des sociétés d'autoroutes, s'est ému de ces mauvais chiffres, d'autant que la sécurité est un des « arguments de vente » des autotoutes. « Les accidents mortels dus à l'assoupissement. la fatigue et l'inattention ont représenté 32 % des cas contre 27 % en 1989, déclare-t-il. Il se confirme qu'un tiers des tués sur autoroutes sont seuls dans leur véhicule quand ils quittent la chaussée. Trois autres types d'accidents apparaissent plus

fréquemment qu'en 1989: le non-respect des distances de sécurité et les dépassements dangereux sont passés de 8 % à 9 % des cas, la vitesse excessive, de 7 % à 11 %, la chaus-sée ou sur la bande d'arrêt d'ur-gence, de 8 % à 11 %, L'Assecar mènera, avec s'appro-

bation du secrétariat d'Etat aux transports, diverses actions pour pallier ces défaillances humaines. Tout d'abord, une information attirera l'attention des conducteurs sur l'effet nocif de certains médicaments en matière d'assoupissement. Une campagne de sensibili-sation a commencé à l'occasion des départs de Pâques sur les manœuvres de dépassement, car une enquête a fait apparaître qu'un tiers des automobilistes ignoraient les règles en matière de change-

Enfin, le brouillard provoquant de plus en plus d'accidents en rai-son des vitesses excessives et du non-respect des distances de sécurité, Assecar se demande s'il ne faudrait pas instituer une vitesse maximum de 90 km/h en cas de visibilité faible, comme cela a été fait pour les périodes de pluie.

EN BREF

D Le délai minimal de présentation au permis de conduire est porté à un mois. - M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, veut en finir avec les stages accélérés qui prétendent former les candidats au permis de conduire en quelques jours à raison de huit heures de cours quotidiens. Pour battre en brèche l'action de ceux qu'il appelle des « marchands de soupe », M. Sarre a pris un arrêté qui entre en vigueur le le mai et qui réforme les délais de présentation au permis de conduire. Un délai d'un mois est, pour la première fois, ins-tauré entre le dépôt de la candidature et la présentation aux épreuves théoriques. Un délai de quinze jours devra être obligatoirement respecté entre l'épreuve théorique et l'épreuve pratique. Enfin, le délai entre un échec et une nouvelle présentation est fixé à quinze jours au lieu de quarante- huit

🛘 Incident sans gravité à l'usine du Tricastin. - Un incident sans gra-vité s'est produit, vendredi 26 avril en fin de matinée, dans l'usine de diffusion gazeuse du site nucléaire de Tricastin (Drôme). La détérioration d'un piège thermique y a provoqué un dégagement d'hexafluorure d'uranium (UF 6), produit faiblement radioactif mais chimiquement très nocif. Selon le Service central de protection contre les rayons ionisants (SCPRI), le dégagement, confiné à l'intérieur de l'installation, ne menace ni l'hygiène ni l'environnement. Le contrôle des travailleurs présents lors de l'incident est néanmoins en cours au SCPRL

D Nouvelle sortie dans l'espace des cosmonautes soviétiques. - Victor Afanassiev et Moussa Manarov, en orbite à bord de la station soviéti-que Mir depuis le 2 décembre dernier, ont effectué, dans la nuit du vendredi 26 avril, leur quatrième sortie dans l'espace. D'une durée de 3 h 34, celle-ci leur a permis de vérifier l'état des antennes de communication radio du module astronomique Kvant, dont le mauvais

positionnement avait empêché, ces

dernières semaines, l'arrimage

automatique d'un vaisseau Pro-

gress-M7. - (AFP.)

D Un commando anti-avortement manifeste devant la Fédération protestante de France. - Une trentaine de personnes ont manifesté, vendredi 26 avril, devant le siège de la Fédération protestante de France, 47, rue de Clichy à Paris. Elles entendaient ainsi protester contre la condamnation, par la Fédération, des actions anti-avortement organisées depuis quelques mois à l'intérieur de certains établissements hospitaliers. Dans un communiqué, la Fédération protestante de France a désapprouvé cette manifestation et a rappelé que l'avortement est, pour elle, « une solution de moindre mal ».

n Menace d'expulsion pour quatre lycéens en Haute-Savoie. - Quatre élèves du lycée Guillaume-Fichet de Bonneville (Haute-Savoie) sont menaces d'expulsion temporaire ou définitive de leur établissement pour avoir rédigé et diffusé un journal satirique dans lequel ils se moquent de plusieurs enseignants. Leur production, aussitôt photocopiée à 30, puis à près de 150 exemplaires, aurait largement franchi les murs du lycée, provoquant l'émoi du corps professoral. Les élèves ont profité du droit de publication et de diffusion qui leur a été accordé par le décret du 18 février 1991 sur les droits et obligations des lycéens, pour éditer ce J'ac-cuse. La circulaire d'application, parue au Bulletin officiel du 14 mars, prévoit toutefois que les élèves ne doivent se montrer ni injurieux ni diffamatoires.

> Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

ENVIRONNEMENT

Anrès le naufrage du pétrolier « Haven »

Des produits polluants ont atteint les côtes varoises

de notre correspondant

Un fort vent d'est avec des pointes de 100 kilomètres à l'heure et une mer de force 6 ont accentue vendredì 26 avril la dérive sur le littoral varois des produits polluants libérés par le pétrolier Haven. Cette pollution avait atteint les plages de Ramatuelle et de Bormes dès le 25 avril.

L'action du courant ligure, renforcée par les vents dominants, poussait vers les plages des galettes et des boulettes de produit bitume qui ont atteint irrégulièrement la célèbre plage tropézienne de Pampelone sur une longueur de huit kilomètres. Les caps Martin, d'Ail, Ferrat, d'Antibes, Camarat et Taillat, ainsi que la presqu'île de Gien ont également été atteints par cette

Le temps rendait impossibles l'intervention des movens maritimes engagés pour la récupération des hydrocarbures à la dérive et la mise en place de barrages flottants. Par contre, les vols de reconnaissance effectués par des avions des douanes et de la Marine nationale ont permis de repérer des napnes de quelques dizaines de mètres de diamètre se rapprochant des côtes et menacant même les îles

Les conditions météorologiques installées pour une durée de vingtquatre à quarante-huit heures ren-dent les prévisions difficiles. La municipalité de Saint-Tropez a lancé un appel à la population lui demandant de procéder au nettoyage des plages, qui avait com-mencé la veille à Bormes et au Lavandou, où mille litres de produits poliuants ont été ramassés à la pelle et à la main par les sapeurs-pompiers.

DÉFENSE u Le général Roquejeoffre de retour à Paris. - Nommé le 17 septembre dernier à la tête du disposi-

tif français « Daguet » en Arabie saoudite, le général de corps d'armée Michel Roquejeoffre sera de retour, lundi 29 avril, à Paris, où une prise d'armes aura lieu sur l'aérodrome de Villacoublay (Yvelines). Le général Roquejeoffre, qui est normalement le « patron » de la Force d'action rapide (FAR) comprenant environ 60 000 hommes, sera ensuite reçu par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, à l'Hôtel national des Invalides.

mission à l'Elysée. - Ancien commandant des forces aériennes stratégiques, c'est-à-dire les escadrons de bombardiers nucléaires Mirage IV et les missiles nucléaires sol-sol enfouis au plateau d'Albion, en Haute-Provence, le général d'armée aérienne Philippe Vougny (cadre de réserve) a été nommé, par arrêté de M. François Mitterrand paru an Journal officiel du 26 avril, chargé de mission auprès du président de la République. A l'issue de sa carrière dans l'armée de l'air en 1990, le général Vougny avait été appelé comme conseiller militaire à la division « systèmes spatiaux et balistiques» du groupe nationalisé Aerospatiale.

Un président à abattre, par Philippe Guilhaume

**COMMUNICATION** 

### La descente aux enfers d'un indésirable

Ceux qui attendaient impatiem-ment les révélations de Philippe Guilbaume sur un des épisodes les moins glorieux de l'audiovisuel francais, ne seront pas dècus. Ceux qui, dans les allées du pouvoir, redoutaient ces mêmes confidences, non plus. Un président à abattre tient les promesses de son titre.

L'ex-président d'A2 et de FR3 raconte d'une plume vive et acérée les seize mois de son mandat, depuis sa désignation-surprise par le CSA en sa designation-surprise par le CSA en août 1989 jusqu'à sa démission attendue en décembre dernier. Cette chronique de l'élimination d'un indé-sirable par un pouvoir qui ne recule devant rien se lit comme un palpi-tant thriller si on professe un certain cynisme en politique. Comme une descente aux enfers, si on conserve queiques illusions sur la démocratie.

Rares sont, dans l'histoire récente de la République, les responsables qui ont accepté de témoigner sans fard. Pour un responsable de l'audiovisuel, secteur fort conflictuel, l'au-dace est inédite. Philippe Guilhaume n'est ni énarque ni haut fonction-naire. Chassé de la télévision, il ne retrouve pas, comme beaucoup d'au-tres, son administration d'origine et n'a pas négocié une nomination dans une prestigieuse magistrature en échange de son silence. Il a même quelque mal à se recaser. C'est le prix de l'indépendance de sa plume.

Ajoutons que cet imprudent n'écrit pas pour se ménager de nouvelles amitiés. Un président à abattre n'épargne pas grand monde. Ni dans les palais de la République - ce n'est guère surprenant - ni dans les stu-dios de la télévision, ce qui est tout aussi courageux. Même les journalistes - ce qui n'est guère raisonnable pour un auteur - se voient rappeler au détour d'un chapitre quelques saines vérités.

Cette série de portraits au vitrio peut sembler inspirée par le seul désir d'une revanche personnelle. Philippe Guilhaume, lui, affirme se battre contre l'hypocrisie. Celle des hommes politiques qui utilisent la télévision sans respecter son indé-pendance. Celle des stars qui vivent

### Le groupe Reed n'investira plus dans la télévision par satellite

Le groupe britannique Reed International, l'un des cinq grands actionnaires de British Sky Broadcasting (BSkyB), a annoncé, vendredi 26 avril, qu'il n'investira plus dans ce système de télévision par satellite. Son représentant dans BSkyB, M. lan Irvine, a démissionné de toutes ses responsabilités. Il devrait être l'un des responsable du groupe Pearson (autre gros actionnaire).

Les 10 % du capital que Reed International détient dans BSkyB seront « dilués » au fur et à mesure des augmentations de capital, et le groupe britannique espère récupérer, dans la pire des hypothèses, 34 des 180 millions de livres (1,8 milliard de francs) qu'il a investis jusqu'ici. Tout en se déclarant confiant dans l'avenir de la télévision par satellite, le groupe Reed a annoncé qu'il préférait désormais investir dans l'édition et l'information économique et financière.

de l'audiovisuel public sans le servir.

On peut aussi penser que l'auteur est de parti pris, que le trait est noirei, que les faits sont déformés. Philippe Guilhaume assume sa position et attend les démentis Le propos de l'auteur est transpa-rent : « Dénoncer et combattre ce gouvernement qui nomme des amis et des partisans à toutes les fonctions de des parisans à loutes les jonctions de responsabilié, qui pratique l'interven-tionnisme politique à la radio et à la télévision à un degré qui n'avait plus été atteint depuis vingt ans. » Les adversaires de Philippe Guilhaume sont tout aussi péremptoires. Ils affir-ment que l'ex-président des chaînes publiques a mis Antenne 2 et FR 3 dans une situation financière catas-trophique et qu'il masque ses incapa-

trophique et qu'il masque ses incapa-cités gestionnaires sous le mirage d'une machination politique. Dans la dernière partie de son livre. Philippe Guilhaume présente une longue défense contre les accusation portées sur sa gestion. Il plaide coupable pour les dépassements budgétaires d'Antenne 2, assumant les choix de son directeur général. Il réfute la présentation comptable des résultats de la chaîne, dénonce les manipulations sur FR 3 et les refus de dialogue de la tutelle. Son dossier est suffissemment instruit, l'homme a été trop malmené par la rumeur, pour ne pas mériter que les pouvoirs publics lui afonadant

JEAN-FRANÇOIS LACAN

➤ Un président à abattre, de Phi-lippe Guilhaume. Editions Albin Michel, 316 p., 98 francs.

### Le câble new-yorkais piège ses pirates

Le mois dernier, des cen-taines de téléspectateurs du Queens, quartier populaire de New-York, ont eu la désagréa-ble surprise de voir l'écran de leur récepteur rester désespé-rément vide. Croyent à une panne de leur réseau câblé, ils ont téléphoné aux réparateurs d'American Cablevision et sont tombés dans le premier piège électronique de l'histoire de la télévision.

La panne était en effet volontairement provoquée par American Cablevision pour repérer tous ceux qui piratent acquitter leur abonnement. Un virus électronique, envoyé depuis la tête du réseau câblé, a détruit les installations pirates. Répondant aux appels des téléspectateurs mécontents, les réparateurs d'American Cablevision n'avaient plus qu'à soulever le couvercle des décodeurs pour trouver le composant pirate.

Convaincus de fraude, les malheureux usagers doivent maintenant faire face à des poursuites judiciaires qui peuvent leur coûter jusqu'à 100 000 dollars d'amande. American Cablevision, filiale de Time Warner, affirme que cette action spectaculaire n'est que la première étape d'un plan de lutte contre la piraterie, qui priverait chaque année le câble américain de plusieurs millions de dollars.

### **EN BREF**

o L'International Herald Tribune détenu à parts égales par le Washington Post et le New York Times. - Le New York Times et le Washington Post ont annoncé, vendredi 26 avril, avoir racheté le tiers du capital de l'International Herald Tribune à la société Whitcom Investment, maison-mère du groupe multimédia américain Whitney Communications. Le prix de la cession n'a pas été divulgué. Les deux quotidiens américains détiennent désormais 50 % chacun de l'International Herald Tribune. quotidien de langue anglaise installe à Paris et à la distribution internationale.

 Deux journalistes du Financial Times tués au Koweit. - Deux journalistes du quotidien économique et sinancier britannique Financial Times, David Thomas, trente-sept ans, responsable de la rubrique « ressources naturelles » et Alan Harper, trente-quatre ans, photographe, ont été tués au Koweii jeudi 25 avril. Leur voiture a brûlé après avoir été touchée par les flammes dans les champs pétrolifères du Koweit, sur la route d'Al Ahmadi, Les deux journalistes faisaient partie d'une équipe du quotidien chargée de couvrir la recontruction du pays après l'invasion

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

### **MOTS CROISÉS**

### PROBLÈME Nº 5508 HORIZONT ALEMENT

I. Un livre à consulter pour bien connaître les quartiers. Transports en commun. ~ II. Qui ne doit pas être envoyée au « poteau ». Singe. - III. Souvent présenté sur un plateau. Souris qu'on rencontre au Japon. - (V

S'éprit d'un drôle d'oiseau. Adverbe. 11 Tranche de poisson. milieu. Rendue en expirant. - VI. Participe. Battre comme platre, Dessus de lit etroits. - VII. Ne peut donc pas attendre. Dans le Loiret. -VIII. Bruit, Nous laisse dans le noir. Une résine malodorante. -IX. Bien frappés. Pompe utilisée dans XII X. N'est ni claire ni spéciale. Commençait: XIII vers quinze heures. - XIV

XI. Portés par des XV chasseurs. Anglais vulgaire. - XII. Moment où l'on voit apparaître une belle. Baie du Japon. Fit sauter. A des ailes. - XIII. Pos-sessif. Pour le méchant loulou. -XIV. Perdu quand on déménage. Rude. Valeur du silence. Article

étranger. - XV. Descendue peut-être. Rivière, Golfe miniature. VERTICALEMENT

# Grave quand il est au travail.

Agrément d'une existence. -2. Peut être produite per un choc. Peut faire des calculs. Dans l'alternative. - 3. Astronome américain. Un homme qui sait composer. -4. Qui ne doit pas figurer sur la carte. Ville du Nigéria. - 5. Un petit tour à l'étranger. Possessif. Natu-rels, en Nouvelle-Zélande. - 6. Peuvent s'attaquer aux vierges. D'un auxiliaire. – 7. Fleuve. Réponse à une question embarrassante. Règles. Son air ne permet pas de vivre. - 8. De la terre sur une nappe. Peuvent être amers guand ils sont grands. Vieille vache. ~ 9. Note. Roi de Perse. Ne pas se dégonfler. - 10, Rebondissement comique. Préposition. Ville d'Italie.

- 11. Qui ne semblent pas du tout rongées. Un spécialiste de l'orches-tration. - 12. N'a donc pas assez poussé. Rare, dans les bibliothèques scientifiques. Se rendra. -13. Ne coûte pas cher à nourrir. Peut être un amateur de revues. -14. Où l'on trouve beaucoup de salades. - 15. Tirés de l'enveloppe. Peut avoir le cœur sec. Qui se comporte éventuellement comme un

### Solution du problème nº 5507 Horizontalement

I. Gouaitle. - II. Annule. Cr. -III. Let. Ecole. – IV. Areu I Obus. – V. Nelson. Su. – VI. Tu. Essaim. – VII. Esses. Née. – VIII. Rée. Eger. – IX. Nul. - X. Eus. Epiée. - XI. Sou-

### Verticalement

Galanterie. - 2. Onéreuse. Us. - 3. Untel, Senso. - 4. Au. Usée. - 5. Ile. Osselet. - 6. Lecons. Pi. -Ob. Anerie. - 8. Eclusier. Er. -**GUY BROUTY** 

PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE Renseignements: 45-55-91-82, poste 4354

l est un pays où les fleurs forment des bouquets ou des beaux arts ou des bijoux ou des broderies et c'est toujours le voyage des yeux.

OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME, 161 RUE SAINT-HONORÉ 75001 PARIS. TÉL : 42 60 63 50.

# Propagande, combats et publicité

Une exposition retrace l'évolution de l'affiche politique

LA PROPAGANDE PAR L'AFFICHE au Musée d'histoire contemporaine

Au commencement était le caractère imprimé. La proclamation politique par voie d'affiche est, en effet, née avec l'imprimerie. Luther colle ses fameuses thèses sur le portail de l'église de Wittenberg, et les protestants apposent un placard sur la porte de François I= à Amboise. Le texte est serré, long. argumenté, difficile à lire. Il n'y aura guère de changements jusqu'au dix-neuvième siècle. Même si, au fil du temps, le corps du caractère tend à grossir et le volume imprimé, à se réduire. A la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), Laurent Gervereau nous montre quelques-unes de ces productions qui convriront les murs de Paris au moment de la Révolution française.

Les premières affiches illustrées naissent un peu plus tard. Elles utilisent les techniques du papier peint et servent surtout à appuyer un journal ou l'édition d'un livre. Il faut attendre la IIIe République pour voir fleurir les affiches de propagande politique. Les plus talentueuses - et les plus violentes - sont celles des anarchistes. Avec Grandjouan, Luce et Steinlen, le texte se limite désormais à quelques mots. L'illustration se simplifie. Jossot, pour le lancement d'un journal anarcho-syndicaliste, dessine un poing qui enfonce la feuille dans la bouche d'un cure avec un simple slogan : «A bas la calotte!». La virulence de son propos éclate dans son dessin aux couleurs criardes, cernées d'aplats

La première guerre mondiale va permettre à l'Etat de se armes de la propagande. Le « Boche », toujours couvert du sang de ses victimes, est, pendant quatre ans. cloue au pilori. Les affiches pour le lancement des emprunts sont moins stéréotypées. Celle d'Abel Faivre, On les aura, 2 gardé toute sa dynamique. L'entredeux-guerre commence avec l'Homme au couteau entre les dents, d'Adrien Barrere, et s'achève avec un message gouvernemental vite dementi : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts. » Entre les deux, beaucoup de jeunes gens éclatants de santé vantent la SFIO, le Parti communiste ou les mouvements de droite avec les même mouvements de biceps. Mais les photomontages dramatiques de Carlu (Bombes sur Madrid) emportent encore la

#### De Pétain à de Gaulle

Pétain sera le premier homme politique français à diffuser massivement son image sur les murs de France. Dans ce domaine au moins, il aura fait école. Peu à peu, tous les tenors de l'Hexagone vont s'y mettre. A commencer par le plus illustre d'entre eux, le général de Gaulle. Le graphisme très conventionnel va évoluer considérablement à la fin des années 60. La mode psychedélique venue d'outre-Atlantique rencontre l'école polonaise (Roman Cieslewicz) avant que n'explose la ligne mai 68 qui retrouve, à travers des techniques de reproduction frustes. un style sobre, brut et percutant à base d'aplats (La chienlit, c'est lui). Une partie du mouvement va s'embourber dans la langue de bois maoīsto-trotskiste, tandis qu'une autre s'oriente vers les marges plus fécondes de l'écologie, du féminisme ou de l'humour bête et méchant (l'équipe d'Hara-Kiri). Le Parti communiste recupère même, avec profit, le groupe Grapus.

La publicité digère une bonne partie de ces ingrédients qui commencent à s'user. D'autant que les partis politiques vont, désormais, faire appel à ces professionnels pour organiser leurs campagnes. On s'oriente, alors, vers une forme de « communication » plus douce, moins agressive, et beaucoup plus conventionnelle, de la brochette RPR cravates au vent au marmot de la génération Mitterrand. La propagande ne dit plus son nom.

# **EMMANUEL DE ROUX**

➤ « Histoire de l'affiche politique en France », Musée d'histoire contemporaine-BDIC, Hôtel national des Invalides, 75007.

Jusqu'au 13 juillet. La propagande par l'affiche, de Laurent Gervereau, éditions Syros Alternatives, 184 p., 200 illus., 270 F.



# Bastille-Garnier, la fusion

Avec trois ans de retard, les Opéras de Paris vont être réorganisés

M. Jean-Albert Cartier, adminis-trateur général du Palais Garnier, brutalement licencié; M. Georgesprutatement ucencie: w. Georges-François Hirsch, administrateur de l'Opéra de Paris-Bastille (1), coor-dinateur des deux établissements depuis le 21 mars, soudainement promu administrateur général de Bastille et de Garnier; le ténor Michei Sénéchal, directeur de l'école d'art lyrique de l'Opéra de Paris, démissionnaire : dix-sept emplois de cadres techniques sup-primés sur les deux sites; les conventions collectives dénoncées : le comité d'entreprise et le conseil d'administration de l'Opéra de Paris reunis, dans l'après-midi du 25 avril, par leur président Pierre Bergé, annoncent ou se font l'écho de décisions brutales.

Avec l'accord du gouvernement, M. Pierre Berge tranche dans le vif en dénonçant les conventions col-lectives de 1985. Cette décision, qui intervient avec trois ans de retard (elle aurait dû être prise avant l'ouverture de Bastille), va permettre de réorganiser le travail des différentes catégories de personnels (administratif, technique, orchestre et chœurs) de façon que les deux établissements fonction-nent harmonieusement et à plein

Selon M. Philippe Belaval, directeur général des Opéras de Paris depuis octobre 1989 – il remplaçait M. Dominique Meyer, remercié, – les dix-sept suppressions de postes annoncées à Garnier et à Bastille se décomposent de la façon suivante: «Quatorze à Garnier, trois à Bastille. Ces suppressions de postes entraîneront auatorze licenpostes entraîneront quatorze licen-ciements : onze à Garnier, trois à Bastille, les autres seront reclas-Bastille, les autres seront rectas-sés. a Une délégation des person-nels du Palais Garnier, menée par les représentants des syndicats CGT, FO et CFTC, s'est rendue vendredi en fin d'après-midi à l'Opéra-Bastille, pour demander la a réintégration immédiate » des

quatorze cadres techniques licen-ciés sur les deux sites. « Nous vou-lons en outre protester, ont expli-qué les délégués, contre ce coup de force fait sans concertation et sans considération pour les personnes : le chef électricien licencié était à un an de la retraite, et l'on a envoyé les huissiers à Jean-Albert Cartier, l'administrateur général. également l'administrateur général, également licencié » .

#### Pleins pouvoirs

En licenciant Jean-Albert Cartier (le Monde du 26 avril) et en propo-(le Monde du 26 avril) et en propo-sant à Jack Lang de nommer Georges-François Hirsch à la direc-tion des deux établissements, Pierre Bergé donne les pleins pou-voirs à ce dernier. La programma-tie deux deux contras ne sera plus tion des deux Opéras ne sera plus aussi étanche que par le passé : des ouvrages lyriques serout montés à Garnier et des ballets seraient donnés à Bastille.

Reste qu'il est difficile de diriger de front deux salles sur deux sites, et que Georges-François Hirsch ne peut se prévaloir de la récssite artistique de M. Cartier et d'autres grands directeurs de théatre dans le domaine lyrique. Son passage au Théâtre des Champs-Elysées – il en fut le directeur de 1983 à 1990, – n'a pas laissé que des souvenirs enchantés, et les productions Bas-tille (Otello de Verdi et la reprise des Noces de Figaro, de Mozart dans une ancienne mise en scène de Strehler) n'ont, à ce jour, pas été aussi marquantes que les spectacles invités ou coproduits avec d'autres théâtres.

Reste enfin que la brutalité du licenciement sans préavis de Jean-Albert Cartier étonne. L'ordre lui a été intimé de vider son bureau avant le 27 avril au matin. M. Cartier, dont les qualités professionnelles sont bien connues des Parisiens depuis qu'il a redoré le blason du Châtelet, avait accompli

la mission pour laquelle il avait été la mission pour laquelle u avant ete nommé à Garnier (2). Le reproche principal qui lui a été adressé (son peu d'empressement à « prêter » le corps de ballet à Bastille pour des productions d'opéras) aurait eu plus de poids si le fonctionnement de Bastille avait été moins cahotiI CHEMATHIQUE

CENTRE

14 KG

C 1100 ANCHIE

Cont Service Cont

USHAN CHE

AND IN LINE

10 16 18 18

Market Market

Convoqué par Pierre Bergé pour un entretien préalable à son licen-ciement, Jean-Albert Cartier, absent de Paris, ne put s'y rendre. Survenant un an avant le terme de son contrat, sans faute grave invo-quée, ce licenciement paraît abusif. M. Cartier a déjà choisi son avo-

Le départ du ténor Michel Séné-chal de la direction de l'école de chant de l'Opéra de Paris est d'une tout autre nature : il a démissionné. Il reprocherait à la direc-tion de l'Opéra de Paris de ne pas avoir nommé l'intendant dont a besoin son école, malgré des promesses faites un an et demi auparavant. Ses nombreux engagements sur les scènes lyriques ne lui per-mettaient toutefois pas d'être suffisamment présent à la tête de son

Les acteurs de ce nouvel épisode de la « montée en puissance » de l'Opéra de Paris-Bastille, pour reprendre une expression chère à M. Hirsch, se refusent à faire la moindre déclaration directe à la presse avant la présentation officielle de la saison 1991-1992 de Bastille et de Garnier, le 6 mai prochain (3).

Ces péripéties et ces coups bas, qui se rélescopent depuis l'annonce de l'ouverture de l'Opéra-Bastille, nuisent au bon fonctionnement et au renom d'une institution menée à la cravache et sans grand souci de démocratie. Bien chanté, bien dirigé, bien mis en scène dans de bons décors, ce mélodrame pourrait faire, si la production n'était si coûteuse, un tabac sur les plateaux des deux maisons d'opéra populaire dirigées par Pierre Ber ALAIN LOMPECH

(1) Les nominations de Jean-Albert Cartier et de Georges-François Hirsch annoncées en conseil des ministres le 27 septembre 1989 (le Monde du 28 sep-27 septembre 1989 (le Monde du 28 septembre), auraient du être à nouveau proposées en conseil des ministres après le changement de statut des Opéras de Paris, en avril 1990. Soite à des protestations syndicales, le conseil d'administration n'a pu se rémir avant janvier 1991. MM. Cartier et Hirsch devaient être prochainement confirmés dans leurs fonctions resnectives.

tions respectives. (2) En 1990, les recettes de Garnier se sont élevées à 63,1 MF, les dépenses d'ac-tivité à 61,4 MF, 99 769 entrées ont été comptabilisées pour l'ensemble des spec-tacles produits. Le ballet a connu un trux de remplissage de 82 %.

(3) Une erreur de transmission nous a fait écrire (le Monde du 27 avril): « Ce licenciement serait abusif, selon M. Curtier (...). » En réalité, nous tenions cette information d'autres sources autorisées. Les mêmes informateurs, qui luennent à contraction de la co rester anonymes, nous ont précisé que M. Bergé avait déclaré qu'il licenciait M. Cartier « pour absentétsme ».

M. Jack Lang au secours des labels indépendants. - Le ministère de la culture apportera en 1991 un nouveau soutien financier de 2,5 millions de francs au développement des labels discographiques indépendants. Dix-huit « écuries » avaient bénéficié l'année dernière de ce programme, dont Big Blue Records, Blue Line, Bondage Production, Boucherie Productions, Forbidden Records ou New Rose. Dépôt du dossier de candidature avant le 24 mai prochain. La liste des étus sera connue en juin.

► Délégation au développement et aux formations. Département de l'économie et des formations culturelles, 2, rue Jean-Lantier, 7,75061 Paris, Tél.; 40-15-78-28 (Eliane Bohnert).

□ Mort de Carmine Coppeia. – Le compositeur Carmine Coppola, père du réalisateur américain Francis Ford Coppola et de l'actrice Talia Shire, est mort le 26 avril d'une crise d'apoplexie à l'hôpital Nothridge de Los Angeles. Il était agé de quatre-vingts ans. En 1968, Carmine Coppola a rejoint son fils à Hollywood, où il a travaillé à l'adaptation musicale de Finian's Rainbow. Parmi ses compositions les plus célèbres figurent Apocalypse Now, et la saga des Parrain. Il avait, avec Nino Rota, obtenu l'os-car en 1974 pour le Parrain II. II avait également écrit la musique qui accompagnait le film muet d'Abel Gance Napoléon, dont les droits avaient été rachetés par Francis F. Coppola. Il dirigeait hii même l'orchestre lors des représentations à travers le monde.

# Milan ou les vertus du classicisme

Fer de lance de l'industrie transalpine, le design italien s'expose à Paris

TECHNIQUES DISCRÈTES au Musée des arts décoratifs

Viale della Technica, viale del Lavoro, viale della Chimica... Cinecitta à Milan? Non, La Fiera. un parc d'exposition de 400 000 m2, une ville dans la ville. Son axe principal s'appelle bien sûr viale della Industria : en Italie, la mode et l'ameublement sont les fleurons de l'industrie et Milan règne sur toutes les usines de Brianza, Varese, Côme et Brescia. La capitale de la Lombardie est riche, prospère, sophistiquée. Dans certains cafés, les sandwichs ont des noms de couturiers (Valentino, Versace) et les kiosques débordent de revues spécialisées aussi grosses que des catalogues, publicité oblige. Du 12 au 17 avril, Milan triomphait au Salon international du meuble. Moins d'une semaine plus tard, elle trône à Paris avec « Techniques discrètes », une exposition organisée clés en main par l'ICE (Institut du commerce extérieur italien) et financée par les industriels transalpins.

En Italie, la promotion du design ne relève pas de l'Etat, mais d'un puissant secteur privé dont le bud-get consacré à la publicité et à la get des la publicité et à la communication a doublé en dix ans. A la veille du grand marché européen de 1993, ces entrepreneurs en blazer ont réussi leur pari médiatique. Il y a un an, ils étaient au Centre Pompidou, les voici dans le même bâtiment que le Musee du Louvre. L'exposition, mise en scène par Michele De Lucchi et Achille Castiglioni, est un « produit » juste, taille aux mesures de cette volonté de puissance éco-nomique, technologique, culturelle. Premier exportateur de meubles au monde, l'Italie est, dans ce domaine, le premier fournisseur de

la France. 1991 est une année historique pour ces professionnels. C'était visible au Salon international du meuble, qui fetait son trentième anniversaire. Les chiffres fournis par le comité d'organisation (le COSMIT) en donnent la mesure : il y avait mille neuf cents exposants (contre trois cent vingt-sept en 1961), 150 000 m2 de surface d'exposition, dix fois plus qu'il y a trente ans. Cette célébration a été le prétexte de toutes sortes d'inaugurations et de lancements. Le circuit « off » du Salon rassemblait une cinquantaine de galeries show-rooms, réparties dans toute la ville. Et la triennale de Milan propose

une belle rétrospective, histoire d'évoquer trente ans de mobilier italien et de rendre hommage aux maîtres Franco Albini, Gio Ponti architecte fondateur de la revue Domus, - Carlo Mollino et Ettore Sottsass, des personnalités à l'origine du made in Italy, révélées à New-York au MOMA (Musée d'art moderne) en 1972.

Toujours à Milan, au Palazzo Ansaldo, les industriels exposent les produits sélectionnés pour le Compas d'or, récompense de la profession, Miracle de la concep-tion par ordinateur, voici des planches à repasser plus plates que des calculatrices (Magis), des plans de travail en marbre formant un arrondi parfait, des lampes de voyage aussi petites qu'un compact laser (Porsche) et des télécopieurs fantaisie, simples comme des jeux d'enfants (Olivetti).

#### Huit cages cylindriques

L'exposition « Techniques dis-crètes » est l'occasion de montrer à Paris les derniers meubles présen-teurs tés à Milan. Mais surtout leurs conditions de fabrication : un savoir-faire de base, sous-tendu par savoir-taire de base, sous-tendu par une complicité entre le producteur et le designer, l'industriel et l'arti-san (voir *le Monde* du 16 mars 1990). Au Musée des arts décoratifs, le parti pris est donc didacti-que : réparties sur deux étages, huit cages cylindriques abritent des meubles déclinés en pièces déta-chées. Chacune d'elles est dédiée à une matière, une technique de pro-duction : acier, aluminium, fibres, rembourrage, bois, plastique, surface et texture, verre. Tout est face et texture, verre. Tout est décomposé, rigoureusement désossé: dans sa première phase de fabrication, une table tachetée en marbre (Michele De Lucchi) évoque une grosse tranche de gruyère, une lampe à halogène (Luce Plan) se découpe en fines lamelles de métal, le verre se plie comme du métal, le verre se plie comme du carton. C'est la science-fiction revue par l'artisanat. Car le mira-cle, c'est cet équilibre entre les machines à contrôle numérique et l'homme, celui qui juge, observe, supprime, rajoute, selon des codes sensibles qui échappent à la froide perfection électronique ou aux caprices du minimalisme.

Ainsi, la structure de cette chaise Ainsi, la structure de cette chaise (Paolo Rizzato pour Alias) est en aluminium moulé sous pression. Le dossier est en ébène et le cannage en paille de Vienne tressée à la main Ce cente d'accominion la main. Ce genre d'associations

est de plus en plus subtil : on l'a vu à Milan, les structures s'affinent, sont parfois invisibles, mobiles tandis que l'enveloppe retrouve la grande tradition de l'ébénisterie. Ici, les façades de la bibliothèque York d'Andrea Branzi (pour Acerbis) sont en palissandre, citronnier de Ceylan, acajou rosé, les étagères en érable. Ailleurs, les dressings les plus persectionnés retrouvent l'in-timité des bonheurs du jour du dix-buitième siècle avec leurs tiroirs secrets qui s'ouvrent d'une simple pression de doigt. La technique s'efface. Les charmières disparaissent : c'est le « low tech »

des années 90. L'emblème de cette révolution L'emblème de cette révolution en douceur pourrait bien être Kar-tell. Spécialisée dans les plastiques, la firme, qui travaille avec Phi-lippe Starck et Antonio Citterio, a totalement repensé l'image de cette matière, associée aux modernistes des années 60. Sans refuser l'aspect pratique, on mise sur le trompedes années 60. Sans refuser l'aspect pratique, on mise sur le trompe-l'œil, les pastels, les mariages avec d'autres matériaux. La technologie devient un théâtre de la séduction. Le souple n'est pas le mou, mais ce qui se transforme, s'adapte, de façon à se faire oublier par le corps, tout en le soutenant (les corps, tout en le soutenant (les canapés à dossier pivotant de

#### Le fauteuil de Le Corbusier

Tant de prouesses, d'ingéniosités assurent une rente à l'industrie ita-lienne. Pourtant, après trois décennies de progrès ininterrompu, le design national devient la proie d'une crise d'identité. Après l'envolée pop, après l'anticulture et le design radical des années 70, après l'individualisme, les déchai-nements formels des années 80 et les coups d'éclat colorés de Memphis, le style italien a du mal à aborder les années 90. L'avenir semble incertain. Les designers louchent du côté de l'art (les tables de Sol LeWitt, le radiateur concep-tuel de Joseph Kosuth pour Meta Memphis, les interventions pointil-listes d'Alessandro Mandini) quand ils se réfugient pas carré-ment dans le passé. Les rééditions se multiplient. Cassina reprend le fauteuil de Le Corbusier en cinquante conleurs; Bernini, une table et un petit fauteuil de Scarpa. Les idoles du jour s'appellent Gio Ponti, dont on parodic sans complexe les fauteurls rembourrés, et surtout Carlo Molino, architecte turinois des années 30, remis à la

mode par les sœurs Paola et Rossella Colombari . Prisées par les collectionneurs - Bob Wilson, par exemple -, certaines pièces rares atteignent jusqu'à 900 000 francs. Et les imitations plus ou moins approximatives de ses œuvres pul-

Aussi, dans cette phase où la

nostalgie gagne, la nouveauté la plus sluo semble poussiéreuse. A trente aus, Massimo Iosa Ghini, avec ses meubles néo-bolidistes, ressemble à un vieux-jeune rocker fatigué. Et la bonne conscience de l'ouverture, de la curiosité cosmopolite cache un réel malaise. Cédant à la pression médiatique, Milan fait appel à des signatures de l'avant-garde internationale. Un pari à haut risque : le meuble n'apparaît plus comme un volume, mais comme un signe plaqué dans l'espace, recolorié, remodelé à la manière d'une image de clip. Postcynisme? Convoîté par la firme Moroso, Ron Arad présente ses meubles dans une nouvelle version « colorisée » et déclare : « Quitte à se faire copier, autant se pasticher soi-même. Cette fois-ci, c'est moi le Japonais. C'est un jeu dangereux, mais interessant.» A l'opposé de ces effets de style,

il y a le design envisagé non pas du point de vue du dessin, voire de l'illustration, mais de l'architecture. En marge, donc, de l'anecdote, du calvinisme mondain (le «zen-design» de Jasper Morrisson), certains meubles s'effacent dans leur beauté fonctionnelle : un bureau d'Enzo Mari (Zanotta), une bibliothèque noire de Castiglioni, une autre, transparente, jouant à quadriller l'air, de Renzo Piano. pour Fontana Arte.

Vertu du classicisme? Ici, le simple n'est pas le simplifié, ni le simplet, mais le prix d'un long travail et d'un certain savoir-vivre. « Je ne dessine pas, je parle», dit en riant Antonio Citterio, quarante ans, héritier de cette culture du projet qui fait, depuis toujours, la force du design italien.

**LAURENCE BENAIM** ▶ « Techniques discrètes ». Musée des arts décoratifs, 10, rue de Rivoll, 75001 Paris. Jusqu'au 1" septembre.

➤ Triennale de Milan, via Alemagna, 6. Jusqu'au 12 mai .

# Re-Garnier, la fusion

15 - 5 - 5

And the second

14 **4 4 4** 4

+ +5 7% .2x.

And the second

Mr.

ig idlige Mylania

7.

----

. . . .

1946 494

المرجى المستعدد والمستعدد

e .

40.00

and the second

#115 F 1 4 4 4 4

Service Control

April 3 December 2015 April 2015 (1915)

1247 July 54

TOTAL A

A CANA

A COM

14 TAR. 18 .

Marie Van

-

神 海 市 智力

-

1.44

AND ANY

We have

t thurs

the second second

The state of the s

The state of the s

The state of the s

The second second

Same of the contract of the co

-

\_\_\_\_

و المنظمة المنطقة المنظمة المنطقة المن المنطقة المنطقة

April 1985

# **SPECTACLES**

# SAMEDI 27 - DIMANCHE 28 AVRIL

### CINÉMA

### LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI

SAMEDI
La Voile bleu (1942), de Jean Stelli,
15 h; Rêve de singe (1977), de Marco
Ferreri, 74 h; les Monumems français,
Art Rencontres présentent : Au bord de
la mer bleue (1935), de Boris Bernet,
19 h; Norre Siècle (1982, v.o. s.t.f.
projection sous réserve), de Arthur
Pelechian, les Quatre Seisons, d'Artavezd Pelechian, 21 h.

DIMANCHE

L'Impasse des deux anges (1948), de Meurice Tourneur, 15 h ; l'Assassinat de Trotsky (1971), de Joseph Losey, 17 h ; les Monuments français, Art tie Tratsky (1971), de Joseph Losey, 17 h ; les Monuments français, Art Rencontres présentent : Ah I Ca ira (1968, v.o. s.t.f.), de Miklos Jancso, 19 h ; l'Esquimaude a froid (1984, v.o. s.t.f.), de Janos Xantus, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) SAMEDI Othello (1914), d'Arrigo Frusta. 18 h ; Falstaff (1965), d'Orson Welles,

DIMANCHE

Othello (1922), de Dimitri Bucho-wetzki, 18 h ; Othello (1952), d'Orson Welles, 20 h. CENTRE

# GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : le Ciel de notre enfence (1967, que: le Ciel de notre enfance (1967, v.o. s.t.f.), de Tolomouch Okeev, 14 h 30; le Chesse (1988, v.o. traduction simultanée), de Jakem Denenov et Gani Kistaouov; les Amateurs (1987, v.o. s.t.f.), de Serguei Bodrov, 17 h 30; Roustam et Soukhrab (1972, v.o. s.t.f.), de Bension Kimiagarov, 20 h 30.

DIMANCHE

DIMANCHE
Les Cinémas d'Asie centrale soviétique: le Désert et l'Enfant (1983, v.o. s.t.f.), de Ousman Saparov, 14 h 30; l'Arbre Djamal (1981, v.o. s.t.f.), de Khodjakouli Narliev, 17 h 30; l'Egratignure (1986, v.o. traduction simultanée), d'Aliaskar Fakhtouline; De première main (1988, v.o. traduction mière main (1988, v.o. traduction simultanée), de Pulat Akhmatov, 20 h 30.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI Gamins de Paris : Aventures : la Vago (1983) de A. Djabri, Bâton Rouge (1985) de Rachid Bouchareb, 14 h 30; Apprentissages: Bande annonce: Vive la sociale (1983) de Gérard Mordillat, Elsa, Elsa (1985) de Didier Haudepin, Elsa, Elsa (1985) de Didier Haudepin, 16 h 30 : Apprentissages : Banda annonca : Clémemine Tango (1981) de Caroline Roboh, la Nuit porte-jarretéles (1984) de Virginie Thévenet, 18 h 30 ; Aventurés : Spot Propsac (1982), Paris à hauteur de gosse (1975) de Jean Schmidt, les Quatre Cents Coups (1959) de François Truffaut, 20 h 30.

DIMANCHE

DIMANCHE
Gamins de Paris : Ecole : Enfants
des courants d'air (1959) de E. Luntz,
Nous les gosses (1941) de Louis
Daquin, 14 h 30 ; Aventures : Bande
annonce : Jeux d'artifices (1987) de
virginie Thévenet, les Enfants terribles
(1949) de Jean-Pierre Melville,
16 h 30 : Révoltes : Bande Annonce :
Cocktail Molotov (1979) de Diane
Kurvs. les Lycéens ont la parole (1968) Kurys, les Lycéens ont la parole (1968) de Pierre Zeidine, On n'arrête pas le printemps (1971) de René Gilson, 18 h 30 : Apprentissages : le Voyage à Deauville (1983) de Jaques Duron, les Amis (1971) de Gérard Blain, 20 h 30.

# LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (") (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). ALICE (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-38); Action Ecoles, 5- (43-25-72-07); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94); UGC Biarriz, 8\* (45-62-20-40); Studio 28, 18\* (46-06-36-07).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : George V. 8: (45-62-41-46) : UGC Normandie, 8- (45-63-16-16); v.f. ; Rex. 2- (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6: (45-74-94-94); Pathé Français, 9: (47-70-33-88); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC mount opera, 45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18: (45-22-45-01); Le Gambetta, 20- (46-38-10-96).
L'ANNÉE DE L'ÉVEIL [Fr.): Gaumont

Les Hafles. 1-(40-25-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8. (43-59-04-67); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11: (43-57-90-81) ; Fauvette Bis, 13: (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugre

nelle, 15- (45-75-79-79). ARACHNOPHOBIE (A., v.o.) Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); UGC Odéon, 5- (42-25-10-30); George V, 8-(45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8: (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2• (42-8-8-83-93) ; UGC Montparmasse, 6• (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40) ; 94-94); UGC Opera, 3\* (43-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13\* (45-81-94-95); Mis-tral, 14\* (45-39-52-43); Pathé Momparnassa, 14. (43-20-12-06); UGC parnasse, 14- (45-74-93-40) ; Pathé Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.): Studio Galande, 5: (43-54-72-71): Cinochea, 8: (45-33-10-82).

AUJOURD'HUI PEUT-ETRE... (Fr.):

Lucernaire, 6- (45-44-57-34).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) : UGC Danton, 6 (42-25-10-30) : La Bastille, 11: (43-07-48-80) ; Geumont Parnasse, 14: (43-35-30-40). LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PERDU (Can.) : Latina, 4- (42-78-47-86) ; La Berry Zèbre, 11- (43-57-BASHU, LE PETT ÉTRANGER (ira-

nien, v.o.) : Utopia Champollion, 5• (43-BONS BAISERS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : George V. 8- (45-82-41-48) ; Sept Parnassiens, 14- (43-20-

LE BUCHER DES VANITÉS (A. v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Paris Ciné I, 10- (47-70-

21-71). BUSINESS OBLIGE (A., v.o.) : George V, 8• (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20).

# HENRY & JUNE (\*) (Fr., v.o.) : Cinoches, 6: (46-33-10-82). HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Jullet Par-nasse, 6: (43-28-58-00) ; Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14).

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*\*) (A., v.o.) : Les Trois Luxem-bourg, 6- (46-33-97-77). L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

HOT SPOT (\*) (A., v.o.) : Epée de Bols, 5- (43-37-57-47). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6- (43-26-48-18); Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20). LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1\* (40-26-12-12) : L'Entrepôt, 14- (45-43-

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6. (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). LUNG TA (Fr., v.o.) : Epée de Bois, 5-(43-37-57-47).

de Sœren Kragh-Jacobsen, v.o. : Forum Orient Express, 1= (42-33-

42-26) : Pathé Hautefeuille, 6- (46-

33-79-38) ; Sept Pamassiens, 14-

(43-20-32-20) ; v.f. : Cosmos. 6

(45-44-28-80). TRIPLEX. Film français de

Bastille, 12. (43-43-01-59); Fau-

vette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gau-

mont Alésia, 14 (43-27-84-50);

Les Montparnos. 14- (43-27-

52-37) : Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27) : Pathé Clichy, 18-

(45-22-46-01) ; Le Gambette, 20-

MADAME BOVARY (Fr.) : Gaumont

MADAMIE BUVARY (Fr.): Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); 14 Jul-let Odéon, 6" (43-25-59-83); UGC Montparnasse, 6" (45-74-94-94); La Pagode, 7" (47-05-12-15); Gaumont

(43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle,

15- (45-75-79-79) ; Gaumont Conven-

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : 14

Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83); George V. 8: (45-62-41-45); UGC Biar-

niz, 8• (45-62-20-40) ; Sept Pamas-siens, 14• (43-20-32-20) ; 14 Juillet

Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f. :

Pathé Français, 9- (47-70-33-88).
MERCI LA VIE (Fr.): Gaumont Les

Halles, 1" (40-26-12-12); UGC Danton,

Raises. 1 (40-20-12-14) , See Marignan-6\* (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8\* (43-59-92-82) ; UGC Opéra, 9\* (45-74-95-40) ; Miramar, 14\*

(43-20-89-52). MILLER'S CROSSING (\*) (A., v.o.) :

MILLER'S CHUSSING (\*) (A., v.o.):
Sept Parnassians, 14\* (43-20-32-20).
MISERY (\*) (A., v.o.): UGC
Triomphe, 8\* (45-74-93-50); Grand
Pavois, 15\* (45-54-46-85); v.f.; Rex.

MOI ET MAMA MIA (Dan., v.f.) :

Epée de Bois. 5 (43-37-57-47) ; République Cinémas, 11 (48-05-51-33).

Dique Cinemas, 11 (40-00-01-3).

MONEY (Fr.-it.-Can., v.o.) : Forum
Orient Express, 1- (42-33-42-26) :
George V, 8- (45-62-41-46) : Pathé
Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82) ;
V.f. : UGC Montparnasse, 6- (45-74-04-04) : Parnagant Ondes - 9- (47-42-

94-94): Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31): UGC Lyon Bastille, 12- (47-43-01-59): Fauvette, 13- (47-07-55-88):

Pathé Montparnasse, 14- (43-20-

12-06) : Pathé Wepler II, 18 (45-22-

LE MYSTÈRE VON BULOW (A.,

v.o.) : Cinoches, 6. (46-33-10-82) ;

NEUF SEMAINES ET DEMIE (\*) (A.,

v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) : Grand Pavois, 15 (45-54-

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2

(47-42-80-33) : Epés de Bois, 5° (43-37-57-47) : Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08) : La Bastille, 11° (43-07-

48-60) ; Les Montparnos, 14 (43-27-

LES NUITS AVEC MON ENNEMI

(A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14) : v.f. : UGC Opéra, 9- (45-74-

L'OPÉRATION CORNED-BEEF

(Fr.) : Les Montparnos, 14 (43-27-

OUTREMER (Fr.) : Studio des Ursu-

b: (45-02-41-40) : Gaumont Conven-tion, 15- (48-28-42-27) : Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94). LE PARRAIN, 3- PARTIE (A., v.o.) :

Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26): UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); Escurial, 13- (47-07-28-04):

v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Epée de

Bois, 5- (43-37-57-47); Lucemaire, 6-

George V. 8- (45-62-41-46).

2- (42-36-83-93).

47-941.

46-85).

52-37).

62-37).

(46-36-10-96)

(45-22-46-01).

### LES FILMS NOUVEAUX

AN ANGEL AT MY TABLE. Film néo-zélandais de Jane Campion, v.o. : Gaumont Les Halles, 1- (40v.o.: Gaumont Les Halles, 1º (40-28-12-12): Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33): Racine Odéon, 6- (43-26-19-88): Publicis Champs-Ely-sées, 8- (47-20-76-23): Gaumont Parnesse, 14- (43-35-30-40).
FORTUNE EXPRESS. Film fran-

FORTUNE EXPRESS. Film fran-cais d'Olivier Schatzky: Forum Hori-zon, 1\* (45-08-57-57); Pathé Hau-tefeuille, 6\* (46-33-79-38); George V, 8\* (45-82-41-46); Pathé Fran-cais, 9\* (47-70-33-88); Fauvette, 13\* (47-07-55-88); Les Montpar-nos, 14\* (43-27-52-37). HANDFUL OF TIME. Film norvé-

gien de Martin Asphaug, v.o.: Reflet Logos II, 5• (43-54-42-34); L'En-trepôt, 14• (46-43-41-63). L'OMBRE D'EMMA. Film danois

LE CERCLE DES POÈTES DISPA-

RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Grand Pavols, 15- (45-54-CHARLIE (A., v.f.) : République Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14-

t43-21-41-01). LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Studio des Ursuilnes, 5. (43-26-19-09) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC 84-50). Triomphe, 8: (45-74-93-50); Sept Parnassiers, 14: (43-20-32-20).

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57) : Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Bretagne, 5- (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); v.f. : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Les Nation, 12- (43-43-04-67) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18: (45-22-

46-01).
DELICATESSEN (Fr.): Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36); Ciné Beau-bourg, 3\* (42-71-52-36); UGC Denton, 6\* (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6\* (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); Max Linder Panorama, 9- (48-24-88-88); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31) ; 14 Juillet (43-57-90-81) ; Escurial, 13- (47-07-28-04) ; Mistral, 14- (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) : UGC Maillot, 17- (40-68-00-16)

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6\* (42-22-72-80); Gaumont Ambassada, 8• (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40). EATING (A., v.o.): 14 Juillet Odéon,

6- (43-25-59-83). EDWARD AUX MAINS D'ARGENT (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); UGC Odéon, 6: (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6: (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8: (45-62-20-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9-(47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13- (45-

61-94-95). END OF THE NIGHT (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) : Pathé Hautefeuille, 6- (48-33-79-38). L'EVEIL (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). LA FRACTURE DU MYOCARDE

(Fr.) : Epés de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Lucernaire, 6\* (45-44-57-34).

GAWIN (Fr.): Forum Orient Express,

1= (42-33-42-28) : Pathé Impérial, 2-(47-42-72-52) : Pathé Impérial, 2-(47-42-72-52) : Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82) : Fauvette, 13. (47-07-55-88) ; Pathé Montpar nasse, 14- (43-20-12-06); Pathé Ci-chy, 18- (45-22-46-01); Le Gamberta, 20- (46-36-10-96). GÉNIAL, MES PARENTS DIVOR-

CENT (Fr.) : Sept Pamassiens, 14 (43-

20-32-20).
GHOST (A., v.f.): Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.):
Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09): Geumont Alésia, 14 (43-27-44-67).

84-5U]. GREEN CARD (A., v.o.): UGC Odéon, 6\* (42-25-10-30): UGC Triomphe, 8\* (45-74-93-50); Bienvenua Montparnassa, 15- (45-44-25-02). HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5• (43-37-57-47).

PLAISIR D'AMOUR (Fr.) : Pathé impénal, 2· (47-42-72-52) : Pathé Man-gnan-Concorde, 8· (43-59-92-82) : Pathé Montparnasse, 14· (43-20-POUR SACHA (Fr.) Forum Horizon,

1= (45-08-57-57) : Rex. 2- (42-36-83-93) : UGC Danton, 6- (42-25-10-30) : UGC Montparnassa, 6- (45-74-94-94) : Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82) : Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; Parhé Français, 9- (47-70-33-88); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); UGC Convention, 15: (45-74-93-40); UGC Maillot, 17: (40-68-00-16); Pathé Wepler II, 18: (45-22-

47-94).
PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85); Saint-Lam-bert, 15- (45-32-91-68); v.f.: Bretagne, 6: (42-22-57-97); Fauvette, 13: (47-07-55-88).

QUAND HARRY RENCONTRE

SALLY (A., v.o.) : Ciné-Planète magique, 3- (42-76-00-18) : Saint-Lambert. 15- (45-32-91-68).

15- (45-32-91-68).

SAILOR ET LULA (\*) (Brit., v.o.) :
Studio Galande, 5- (43-54-72-71) ;
Lucemaire, 6- (45-44-57-34).

LES SECRETS PROFESSIONNELS DU DOCTEUR APFELGLUCK (Fr.) : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Rex, 2- (42-36-83-93); Pathé Hautefeuille.

2\* (42-36-83-93); Pathé Hauteteuille, 6\* (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8\* (43-59-92-82); UGC Nor-mandie, 8\* (45-63-16-16); Pathé Fran-çais, 9\* (47-70-33-88); UGC Lyon Bas-tille, 12\* (43-43-01-59); Fauvette, 13\* (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14-(43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14. (43-27-84-50) : Pathé Montpernasse. 14- (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*) (A., v.o.) : Gaumont Les Hailes, 1= (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) : Ciné Beaubourg. 3: (42-71-52-36) : 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8- (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Gaurnont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15-Pagoda, 7• (47-05-12-15); Gaumont Ambassada, 8• (43-59-19-08); Saint-Lazara-Pasquier, 8• (43-87-35-43); UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31); 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81); Les Nation, 12• (43-43-04-67); UGC Gobelins, 12• (45-61-94-96) • Gaumont Ald-(45-75-79-79); Bienvenüe Montpar-nasse, 15: (45-44-25-02); UGC Mailnasse, 10- (40-68-00-16) ; v.f. : Rex. 2-(42-36-83-93) : UGC Montparnas (45-74-94-94) : UGC Opéra, 9- (45-74fins. 13\* (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-50) ; Miramar, 14\* 95-40) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15- (48tion, 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); Pathé Clichy, 18-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-

46-01).
SOGNI D'ORO (lt., v.o.) : Latina, 4-(42-78-47-86); Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77). SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.) : Latina, 4 (42-78-AUNIC (FOR., V.O.): Latina, 4º (42-78-47-86): Lucemaira, 6º (45-44-57-34); Studio 28, 18º (45-06-36-07). LE SYNDROME ASTHÉNIQUE

(Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) : Panthéon, 5- (43-54-15-04).

15-U4).
THELONIOUS MONK (A., v.o.):
Images d'ailleurs. 5" (45-87-18-09):
Studio 28, 18" (46-06-36-07).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) Ciné Baaubourg, 3: (42-71-52-36) ; Le Berry Zabre, 11: (43-57-51-55). LE TRÉSOR DES ILES CHIENNES (Fr.) : Epés de Bois, 5. (43 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ;

Escurial, 13• (47-07-28-04). LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.) : George V, 8: (45-62-41-46) : Les Montparnos. 14: (43-27-52-37) : Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68). UN THE AU SAHARA (Brit., v.o.)

Lucemaire, 6• (45-44-57-34). URANUS (Fr.) : George V. 8- (45-62-

# LES SÉANCES SPÉCIALES

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 19 h. ALEXANDRIE ENCORE ET TOU-JOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Escurial, 13-(47-07-28-04) 12 h. ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES

(A., v.o.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) 21 h 40. ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h 20.

BIRDY (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 14 h. BLUE VELVET (") (A., v.o.) : Ciné-Planète magique, 3 (42-76-00-18)

17 h 30. CHARLOTTE FOR EVER (\*) (Fr.) : CHARLOTTE FOR EVER (\*) (FT.) : Ciné Besubourg, 3\* (42-71-52-36) 11 h. CHÉRIE, J'Al RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Seint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 15 h.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA OUTREMER (Fr.): Studio des Ursu-Rnes, 5- (43-28-19-09). LA PAGAILLE (Fr.): Forum Orient Express. 1= (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52); George V. 8- (45-62-41-46): Gaumont Conven-

FEMME ET SON AMANT (\*) (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5: (43-26-19-09) 17 h 45.

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLE-RAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTI-

RAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) 12 h 10. LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRI-CAIN (Can.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 11 h 30.

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09)

### THÉATRES

### SPECTACLES NOUVEAUX (40-15-00-15). Samedi. dimanche

(27).

UNE HISTOIRE DE LA MAGIE.

Métamorphosis. (Théâtre salon d'en-chantements). Sur berge (42-61-

33-70) (sam. et mar.), 21 heures;

dim., à 15 heures (27). AU BOUT DE TOUT. Théâtre de

Nesla (46-34-61-0) (dim).

19 heures (29). LE THÉATRE DE LA CRUAUTÉ.

Mane-Stuart (45-08-17-80) ((dim.,

OBJECTIF TERRE. Aktéon-

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00).

Théâtre (43-38-74-62) (dim., lun.).

lun.), 20 h 30 (30)

21 h 45 (30).

(Les jours de première et de relâche sont indiqué entre parenthèses.) MA CHÈRE ÉLÉNA SERGEEVNA. Lucernaire Forum. Centre national

d'art et d'essai (45-44-57-34) (mer., jeu., ven., sam.), 21 h 30 (24). LES PRÉCIEUSES RIDICULES. Théêtre du Tambour-Royal (48-06-72-34) (dim. soir, lun.), 20 h 30. dim., 15 h.

LE TIGRE. Théâtre des Déchar-geurs (42-36-00-02) (dim. soir, lun.), 21 heures ; dim., 17 heures (24). LA FAUSSE SUIVANTE ou LE FOURBE PUNI. Comédie-Française

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Il pleut du vermicelle au-dessus de 400 mètres : 20 h 30. On n'en meurt pas : 21 h 45. AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Roméo et Juliette : 20 h 30. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-

08-77-71). En conduisant miss Daisy: 17 h 30 et 21 h, dm. 15 h 30.
ARCANE (43-38-19-70). Architruc: 20 h 30, dim. 17 h. ATALANTE (46-06-11-90). La Passion selon Georges Bataille : 20 h 30, dim. 17 h.

ATELIER (46-06-49-24). La Société de chasse : 21 h. ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-ATHENEE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard, Les apparences sont trompeuses : 20 h 30.

BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style : 19 h, dim. 15 h 30. Le Prince du pavé : 20 h 30, dim. (derpière) 17 h.

nière) 17 h. BERRY (43-57-51-55). Bohémien à la fois : 22 h 30. BOUFFES DU NORD (46-07-34-50).

BOUFFES DU NORD (45-07-34-30).
On purge bébé : 16 h et 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La Facture : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Ce soir, c'est gratuit : 20 h 30. Festival des ramarquables : 22 h.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS CARTOUCHERIE EPEE DE BOIS (48-08-39-74). Le Marchand de Venise: 20 h 30, dim. (demière) 16 h. CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Agamemnon en alternance: 15 h 30, dim. 13 h. Les Choéphores en alternance: 19 h 30.Dim. lohigénis à Aulis en alternance: 13 h.

nance: 13 h.
CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). La Peau et les Os: 20 h 30, dim. (dernière) 16 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Le fond de l'air effraie : 21 h. dim. 15 h 30. CINO DIAMANTS (45-80-51-31). Oncle Vania: 20 h 30, dim. 17 h 30. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Maison de poupée : 20 h 30, dim. 15 h 30. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).

Drôle de goûteri : 19 h et 21 h 30. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Chevallier-Laspales

18 h et 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Folies de l'amour : 20 h 30, dim. 15 h 30. COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). La Fausse Suivante ou le Fourbe puni : 20 h 30.Dim. Le Malade imaginaire : 14 h.
CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Rahab : 18 h 30, dim. 15 h. Le Tartuffe : 20 h 30, dim. 17 h.
DAUNOU (42-61-69-14). Bon weekend Monsieur Bennett : 21 h, dim. 15 h 30.

15 h 30. DECHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Le Ti DEUX ANES (46-06-10-26), L'Humour en coin : 21 h, dim. 15 h 30. EDGAR (43-20-85-11). Les Faux

Jetons : 20 h 15. Les Babas-Cadres : EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Même heure l'année prochaine : 20 h 45, dim. 15 h.

de chez Maxim's : 20 h 30, dim. 15 h.
MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74).

### PARIS EN VISITES

« L'Opéra Garnier », 14 h 30, hall d'entrée (M.-C. Lasnier). «Les religions populaires chinoises, au musée Know-On », 14 h 30, 41, rue des Francs-Bourgeois (Le Cavalier bleu).

bieu).

« A l'occasion de l'exposition Seurat : tombes de peintres célèbres au Père-Lachaise », 14 h 30, métro Père-Lachaise, en haut des escalators de l'exposition de l'exposition de l'exposition de l'exposition de l'exp (D. Fleuriot).

(M. Pohyer). « Les salons de réception de l'Hôtel de Ville », 14 h 30. Inscrip-tions au : 42-57-06-77 (M-- Cazes).

« L'Opéra Garnier et les fastes du Second Empire », 14 h 30, en haut des marches, à l'extérieur (Connais-

14 n 3U, devant la chapelle (L. Nierle), « Personnages illustres et folles architectures au Père-Lachaise », 14 h 30, métro Gambetta, sortie Théâtre de la Colline (Arts et cae-

« Les petits appertements meuties du Louvre et leurs boiseries. Le mobilier du cabinet secret de Louis XIV et les folles commandes de Mane-Antonatte », 14 h 30, sortie métro Louvre-Rivoli (I. Hauller).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La Seine et ses vieux ponts, la

Don Quichotte: 20 h 30, dim. 16 h.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le
Jeu de l'amour et du hasard: 18 h 45,
dim. 17 h 30. La Mouette: 20 h 45,
dim. 19 h 30.Dim. Baudelaire: ESSAION DE PARIS (42-78-48-42). ESSAION DE PARIS (42-78-48-42).
Voyages: 15 h. Salle li. Lefte et le
Conteur: 20 h 30. dm. 16 h.
FONDATION DEUTSCH-DE-LAMEURTHE (40-78-87-91). Piment cannibale: 20 h 30.
FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan
des valonge: 15 h 30. or 30 h 45. dim

des veuves : 15 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22 16-18). Coiffure pour dames : 20 h 45, dim. 15 h. GARE DE LA MER (48-87-66-37).

Drowning : 20 h 30. Home Free : 20 h 30.
GRAND THÉATRE D'EDGAR (4320-90-09). Décomrage immédiat : 18 h
et 20 h 15. San Antonio : 22 h.
GUICHET MONTPARNASSE (43-20 h 30 27-88-61). La nuit remue : 19 h. Anna Paulla Talla : 20 h 30. George Dandin :

22 n 15. GYMNASE MARIE-BELL (42-46-22 h 15. 79-79). La Tartuffe : 21 h. die

HALLE SAINT-PIERRE (42-58-74-12). Les Origines de l'homme : 15 h, dim., mar. 15 h. HÉBERTOT (43-87-23-23). La Contrebasse : 18 h et 21 h, dim. 16 h. HOTEL LUTÉTIA (SALON TRIA-

HOTEL LUTETIA (SALUM IRIA-NON) (47-68-74-58). Hélène : 21 h. HUCHETTE (43-26-38-99). La Can-tatrica chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Nuns de Terayama : 21 h 30. L'ESPACE (42-45-13-20). Sans titre,

les Muses mutines : 21 h. LA BRUYERE (48-74-76-99). Voltaire-Rousseau : 21 h, dim. 15 h. LA CIGALE (42-36-43-43). Holey Money: 20 h, dim. 16 h.
LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11).
Comment séduire une femme : 20 h 30.
LE FUNAMBULE THÉATRE-RES-

TAURANT (42-23-88-83). Cœur à TAURANT (42-23-88-83). Cœur à deux : 20 h 30, dim. 16 h.
LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mona chérie : 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30.
LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83).
Confusions : 20 h 30, dim. 16 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre pair le Paris Prince. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince: 18 h 45. Colloque sur l'aménagement d'une région du Nord: 20 h. Ma Chère Eléns Sergeevna Spectacle en langue russe: 21 h 30. Théâtre rouge. Duende: 18 h 30. Somnolente Més-aventure: 20 h. Huis clos: 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). N'écoutez pas Mesdames : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30). Opéras feuille-tons du Brésil : 20 h 30, dim. (demière)

MARIE-STUART (45-08-17-80). Lettres de Louise Jacobson : 20 h 30. La Visite : 22 h. MARIGNY (42-56-04-41). La Dame

Love Letters: 21 h, dim. 15 h. MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schutz: 17 h et 20 h 30, dim. 15 h.

(D. Fleuriot).

« L'hôtel Lauzun et l'île SaintLouis », 14 h 30, 17, quai d'Anjou
(Tourisme culturel).

« L'île Saint-Louis : quartier de la
noblesse de robe au XVII» siècle »,
14 h 30, métro Pont-Marie
(M. Pohver).

des marcnes, à l'exterieur (Collineia-sance de Paris). « Les salons et la chapelle de la Sorbonne spécialement ouverts », 14 h 30, devant la chapelle (C. Merle).

e Les petits appertements meublés L'ouvre et leurs boiseries. Le mobi-

**LUNDI 29 AVRIL** 

batellerie ». 14 h 40, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris

e Du Buisson Saint-Louis au bas Belleville », 14 h 45, métro Goncourt (V. de Langiade). « Montmartre : cités d'artistes, ruelles et jardins », 15 heures, métro Abbesses (P.-Y. Jaslet).

« Promenade « Cherche-Midy » ou « Chasse-Midy », 15 heures, 5, rue du Cherche-Midi (Peris et son his-Lorrej.

« Le quartier de la Bastille et le fau-bourg Saint-Antoine, Passages, arti-sans, rénovations », 15 h, metro Bas-tille, devant le restaurant « Les Grandes Marches » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

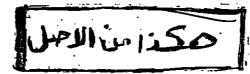
« L'objet comme signe dans la peinture du XX• siècle », 19 h, Musée national d'art moderne (Centre

### CONFÉRENCES

23, quai de Conti, 14 h 45 : « Publi-cité politique : pour le meilleur et pour le plre », par M. Bongrand (Académie des sciences morales et politiques).

35. rue des Francs-Bougeois, 18 h 30 : « Les futurs de l'Europe », d'après le livre de J. Moreau, G. Mar-tinet et Y. Berthelot (Maison de l'Eu-

30, avenue George-V, 13 haures : Coureurs d'océans, film de D. Pipat ; 15 heures : Voillers, albatros et satel-lites, par P. Courrouyan (Espace Kronenbourg Avanture).

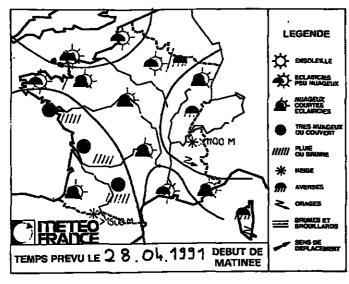


(45-44-57-34).

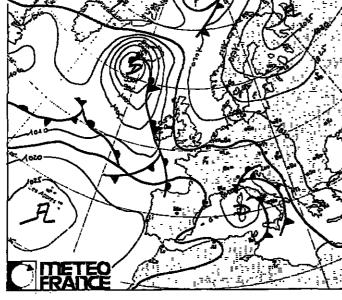
12 Le Monde • Dimanche 28 - Lundi 29 avril 1991 •

# METEOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 28 avril 1991 Très nuageux avec des pluies éparses



SITUATION LE 27 AVRIL 1991 A 0 HEURE TU

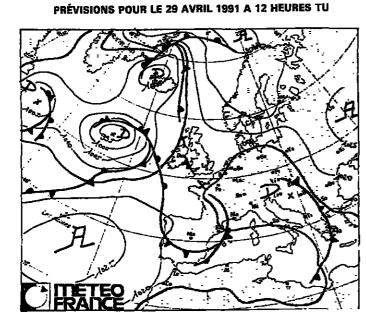


Lundi : des nuages et des averses. – De la Bretagne et de la Normandie, au Bassin parisien au Nord et aux Ardennes, il y aura beaucoup de nuages avec par moments des pluies ou des averses. Le vent de nord-est sera fort sur les côtes de la Manche.

Du val de Loire aux Pyrénées, ainsi que sur le Massif central, le Languedoc, le Roussillon, les Alpes, la Bourgogne, la Franche-Comté, la Lorraine et l'Alsace, le temps sera brumeux et nuageux le matin. L'après-midi, des averses se déclencheront ça et là, et on pourra même entendre gronder le tonnerre. Il neigers en moyenne montagne. Enfin, sur la Provence, la Côte d'Azur

et la Corse, il y aura beaucoup de nuages aves des averses le matin, quelques éclaircies l'après-midi. Les températures du matin seront de 3 degrés à 5 degrés et de 7 degrés à

10 degrés près de la Méditterranée. L'après-midi, il fera de 12 degrés à 14 degrés sur le Nord et l'Ouest et de 15 degrés à 17 degrés sur le Sud et



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valeurs extrêmes relevées entre le 26-04-1991 à 18 heures TU et le 27-04-1991 à 6 heures TU le 27-04-91

				_				
FRANCE			<b>se</b> 11		N		URG. 15	
AJACCIO 15	6 N	I TOURS	17	5	Č	MYDKID"	[5	- 1 D
BIARRITZ 11	5 N	i rotatea	PETRE_ 31	21	D		OCH 22	
BORDBAUX12	6 C	١ 4,	I		ı	MEXICO		
BOURGES 16	ìč	) Ei	rrangi	;K		MILAN.	11	7 P
BREST 12	5 Ň	ALGER_	16	4	0		21	
CAEN 14	į̈́Ν̈́		DAJL 14		Ď		10	
CHERBOURG 14	iä		S 19		P		26	
CLERMONT-PER 14	4 6		K 36		ċ		H 39	
DIJON17	i N		ONE 15		Ď		K 3	
CRENOBLE 16	4 8		DE 17		čΙ			
CKENOLD 10	ΙĎ		10		ř		10	
LILLE 15		BOITE	LES 15		ĎΪ		MAJ 15	
LIMOGES 11	6 B	DECAR	AGUE 9		č		iŝ	
LYON 16	8 0					810-DEJAN	E1BO_ 26	23 N
MARSEILLE 13	6 N				Ď	ROME	14	- 8 C
NANCY16	2 N		21		Ç		8 12	
NANTES16	6 C				N		LN 1	
NICE 15	8 D		NG 30		C }		19	
PARIS-MONTS _ 17	9 C		L 15	8	D J			
PAU 9	Š Ď	JERUSAL	EM 26	14	Νİ		25	
PERPIGNAN10	ñ	IR CAURI	S 33	18	C I		21	
RENNES 15	7 B		E 15		ЙÌ		13	
ST-ETIENNE 13	2 N		S 16		ĊΙ	YENISE	15	
	2 N	LINE AND	ELES_ 19	12	ŘΙ	VIENNE	14	5 N
STRASBOURG 17	- 1	LAND MIN	,					
_   _	_	•	N	O	ı	P	T	*
A   B	C j	D	,	U			I ■. ∃	Ι.
	ael [	ciel degage	ciel	orag	r.	płuie	tempète	ncigo
	uvert i	COLUMN TO SERVICE SERV	unageus	ı		ı	i 1	ı

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; 
■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

## 27 avril

	Samed
	TF 1
	20.45 Variétés : Succès fous.
	22.40 Magazine : Ushuaïa.
	23.40 Magazine :
1	Formule sport.
	0.35 Journal, Météo
	et Trafic infos.
	A 2
	20.45 Téléfilm :

Flynn agent double.

22.15 Magazine:
Bouillon de culture. 23.50 Journal et Météo. 0.10 Série : Médecins de nuit. 1.00 Série : Le Saint.

2.00 Magnétosport : Waterpolo. (60 min). FR 3 De 20.00 à 0.05 La Sept

0.05 Série rose : Le Partenaire inattendu. 0.35 Magazine : L'Heure du golf.

**CANAL PLUS** 20.35 Téléfilm:

22.00 Les Nuls... l'émission. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Vendredi 13, re 7.

0.25 Cinéma : Camorra.

20.50 Divertissement : Grain de folie. 22.20 Débat : A boulets rouges. 0.00 Journal de la nuit. M 6

20.35 Téléfilm : La Robe blanche de Pamela. 22.20 Téléfilm : L'Espace d'un cri. 0.00 Six minutes d'informa tions. 0.05 Musique : Rapline.

2.00 Rediffusions.

LA SEPT 21.00 ▶ Téléfilm : Le Chemin de Damas. 22.25 Soir 3.

22.45 Magazine : Cinéma de poche. Une affaire d'Etat.

# Dimanche 28 avril

	Dillanche
	<del></del>
	TF 1
3.15	Série : Hooker.
	Série : Rick Hunter,
	inspecteur choc.
5.05	Série :
	Agence tous risques.
6.00	Divertissement :
	Vidéo gag.
6.35	Sport : Football.
8.00	Loto sportif.
9.05	
	Invitée : Sophie Marceau.
0.00	Journal, Tiercé, Météo
	et Tapis vert.
0.45	Cinéma :
	PROFS. ■

22.30 Magazine : Ciné dimanche. 22.35 Cinéma : Deux affreux sur le sable. 0.10 Journal et Météo.

16.35 Série : Euroffics. 17.25 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde. 8.20 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.45 Série : Les Cinq Demières Minutes.

15.00 Série : Mac Gyver.

22.10 Magazine : L'Œil en coulisses. 23.15 Journal et Météo. 23.30 Courts métrages : Histoires courtes. 0.00 Série : Le Saint.

FR 3

13.30 Sport : 18.30 Amuse 3. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Magazine : Musique, maestro. 22.00 Magazine : Le Divan. Invité : André Miquel. 22.20 Journal et Météo.

22.50 Cinêma : La Chair et le Diable. === 0.20 Magazine : Belles et bielles. 0.50 Musique: Camet de notes.

**CANAL PLUS** 14.00 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.

14.45 Sport : Golf. 17.05 Les Nuls... l'émission. 18.00 Cinéma : Ça plane les filles. ■ En clair jusqu'à 20.40 -- 19.40 Flash d'informations. 19.45 Ça cartoon. 20.30 Dis Jerôme...? 20.35 Magazine :

L'équipe du dimanche. 20.40 Cinéma : Meurtre à Hollywood.■ 22.20 Flash d'informations. 22.30 L'Equipe du dimanche. 1.30 Cinéma : Tout l'or du monde. ■■

13,30 Magazine : Le Club F1.

16.10 Série : Frog Show. 16.25 Tiercé à Longchamp. 16.50 Documentaire : La Grande Saga

des animaux. 17.20 Cirque. 18.25 Série : La Famille des collines 19.15 Contes à dormir debout.

20.10 Magazine: Dimanche 20 h 10 Elkabbach. 20.45 Journal des courses. 20.50 Cinéma :

La fiancée aui venait du froid.■■ 22.35 Magazine: Reporters.

23.30 Magazine: Top chrono. 0.15 Journal de la nuit.

M 6 13.55 Série: Supercopter.

14.45 Variétés : Ouvert le dimanche. 16.20 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles. 16.50 Série : Laredo. 17.40 Série : L'Homme de fer. 18.30 Série : Les Routes du paradis. 19.25 Magazine : Culture pub.

19.54 Six minutes d'informa tions. 20.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. 20.30 Magazine : Sport 6 (er à 0.10). 20.35 Téléfilm : Mai,

la petite fille de la guerre. 22.20 Capital. 22.35 Cinéma : 0.05 Six minutes d'informa-

tions. 0.15 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT 13.30 Histoire parallèle. 14.30 Documentaire : Cabra marcado para morrer. 16.30 Documentaire : Autour du « Mariage de Figaro».

17.00 Pierre Guyotat, 52 minutes dans la langue. 17.55 Danse : La Fille mal gardée ou il n'est qu'un pas

du mal au bien. 19.10 Concert: Peter Schidlof. 20.00 Documentaire : Blues de Balfa. 20.30 Cinéma :

Antonio Das Mortes. 22.05 Courts métrages : Barbosa : Nelson Cavaquinho. 22.35 Cinéma :

Les Deux Fragonard. 0.25 Court métrage : La Rupture.

Du lundî au vendredî, à 9 heures. sur FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du «Monde»

# CARNET DU Monde

<u>Naissances</u> Pierrette et Claude MANTEL

ont la joie de faire part de la paissance le 22 mars 1991, de leur neuvième

Hugues, frère de Vincent,

au foyer de Chantal et Laurent MANTEL 15, boulevard de la République, 95640 Marines.

- M. et M= Hubert de Clairval. ses parents, M« Jacques Naphegyl-Personnaz, sa grand-mère,
M. Guy de La Morinerie,
son grand-père,
ont l'immense douleur de faire part du

Gérard Joseph Marie de CLAIRVAL,

pieusement décédé le 21 avril 1991, muni des sacrements de l'Eglise,

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Léon de Bayonne.

Une messe de requiem sera célébrée à son intention, le vendredi 3 mai, à 19 heures, en l'église de Mouguerre (Pyrénées-Atlantiques).

Une autre messe sera célébrée, à son intention, à Paris, le mardi 21 mai, à 18 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Ey-lau, 66, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16.

56, boulevard Bineau, 92200 Neurilly.

- La famille et les proches du

docteur Jean COUMAROS, député et maire honoraire ancien conseiller général, chevalier de la Légion d'honneu arckôn ostiarios du patriarcat recuménique de Constantinop

decès, survenu le 25 avril 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 29 avril, à 10 h 30, en l'église de Puttelango-aux-Lacs,

57510 Puttelange-aux-Lacs.

S7510 Puttelange-aux-Lacs.

[Né à Micra-Valtsa, en Grèce, le 1\* juin 1907, fils de médecin, Jean Coumaros est vestu en France avant la guerre pour faire ses études de médecine. Ancien externe des hépiteux de Strasbourg, médecin-chef des dispensales antituber-culeux de Moselle, il participe à la Résistance de façon active et se raille su gaullisme. Natiralisé français après la guerre, il devient, en 1953, naire de Puttelange-sux-Lacs et, en 1958, cosselles général du canton de Sarrabe, alorsi que léputé (UNR) de la Moselle. Il abandosnera ses médats castooaux en 1971, son mandat municipal en 1978 et son mandat législatif en 1973.

A l'Assemblée nationale, il préside le groupe d'amisté France-Grèce, car il a conservé avec se patre d'origine des liens éroits. Ittulains de mantraises décurations françaises et helléniques, il était également arcide outiaries de patriarcat cecuménique de l'Egisse orthodoxe de Constantinople. Il était membre de la commission des affaires étrangères. Jean Coumaros était un jurilementaire assidu, actif et profixe, apprécié de de Saulle pour sa idélité in par Georges Pumpidon pour son franc-parier.

 M= Denise Guigon
 a la douleur de faire part du décès de son époux,

Pierre GUIGON,

survenu à Cannes, le 20 avril 1991. Les obsèques auront lieu, le 29 avril, dans l'intimité.

- Christa Rossenbach,
Andrey et Sara Kidel,
Mark et Sue Kidel,
ont la douleur de faire part du décès de

Boris KIDEL, arvenu le 18 avril 1991. Hameau des Claparèdes, 84400 Apt.

M= Lucia Kritsikis, Ses frère et sœurs,
Toute la famille,
ont la douieur de faire part du décès de

M. Alexandre KRITSIKIS, ancien combattant 1939-1945,

survenu accidentellement en Alle-

Le service religieux orthodoxe aura lieu le lundi 29 avril 1991, à 14 h 15, en l'église Sainto-Marie-Madeleine, rue de la Division-Leclere, à Massy

L'inhumation se fera dans l'intimité familiale au cimetière sud de Massy.

- Sa famille et ses amis, font part du décès de

> M™ Renée LAFOUGE, ancien sous-directeur au ministère du travail, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 19 avril 1991, en son domicile parisien, à l'âge de quatre-vingt-

L'inhumation a cu lieu le 23 avril, à Gueret, dans la sépulture familiale.

- M. Pierre Volmer, son époux, M. et M. Jean-Pierre Volmer et leurs enfants, M. et M. Michel Volmer.

M. François Volmer, ont l'immense douleur de faire part du

Mª Pierre VOLMER, née Marie-Anne Normant,

survenu le 21 avril 1991. L'inhumation aura lieu le vendredi 3 mai, à 15 heures, au cimetière de Charonne, rue de Bagnolet, à Paris.

44, rue Baldner, 67100 Strasbourg.

<u>Anniversaires</u> Pour le troisième anniversaire du rappel à Dieu, le 29 avril 1988, de

Irène GIRON, née Roman.

tous ceux qui l'ont connue et aimée sont priés d'avoir une affectueuse pensée pour elle et de s'unir aux messes célébrées à son intention.

- Paul REUTER

nous a quittés le 29 avril 1990. Tous ceux qui l'ont connu et aimé

Messes anniversaires - La messe traditionnelle à la

l'EMPEREUR NAPOLÉON I\*

soldats morts pour la France

sera célébrée en la chapelle du Dôme des Invalides, le dimanche 5 mai 1991, à 18 heures, en présence de LL. AA. II. le prince et la princesse Napoléon.

Des places seront réservées aux

Les portes seront fermées à 17 h 45 précises.

- Sup de Co Rennes vous informe que la première édition de C2H4 + 3O2 (ensemble de compétitions sportives) a eu lieu les 12, 13 et 14 avril 1991. Pour tout renseignement, contacter Loic an (16) 99-31-77-23.

### **JOURNAL OFFICIEL**

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 26 avril 1991 : DES DECRETS

- Nº 91-391 du 24 avril 1991 portant publication du traité portant règlement définitif concernant l'Allemagne, signé à Moscou le 12 septembre 1990.

- Nº 91-393 du 25 avril 1991 portant dispositions statutaires applicables aux corps des agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat et au corps des chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.

- Nº 91-394 du 25 avril 1991 portant organisation de l'enseigne-ment supérieur des télécommuni-

□ Couples islamo-chrétiens. - Le Centre des Fontaines organise, les 4 et 5 mai, avec le Secrétariat pour les relations avec l'islam, une session sur le droit musulman concernant les mariages binationaux et la pastorale de l'Eglise vis-à-vis des mariages islamo-chrétiens. Cette rencontre se vivra dans le plus grand respect des deux traditions, avec témoignages de ménages mixtes.

Nenseignements et inscriptions: Les Fontaines-sessions, boîte postale 219, 60631 Chantail 219, 611 : tilly cedex. (16) 44-57-24-60.



4\_4; . 25±. ...124€.

- ----2. 12. . ..... . A.33 47 数字 - 1878

 $t \approx 20$ 2.4 is reading. - -· .... - - ------- St. 🚜 : ··· : Salata

· 李原 · 李芳 4.5

- AR 生婦 . 3 \*\*\*

-

The STANTAGE 小山 麻痹 ~ 47 C The state of the s K (1) 🚟 🦓

----

1

- A A COM 20 30 7

# HEURES LOCALES

# Le statut des élus locaux en Europe

Les maires français ne bénéficient pas de conditions de rémunération et de protection sociale semblables à celles de leurs homologues des pays voisins

N des plus célèbres serpents de mer législatifs continue de se porter comme un charme. Une fois comme un charme. Une fois encore, et malgré de nombreuses promesses, le gouvernement ne semble toujours pas décidé à inscrire à l'ordre du jour du Parlement la mise au point d'un statut des étus locaux. Pourtant, sur tous les bancs, chacun reconnaît qu'il est urgent de clarifier, et donc de moraliser les conditions de chacun reconnaît qu'il est urgent de clarifier, et donc de moraliser, les conditions de rémunération des maires, des conseillers généraux et des conseillers régionaux. Seulement, à une époque où les hommes politiques se sont laissé accoler une image détestable dans l'opinion publique, l'Hôtel Matignon n'ose pas présenter un projet qui, pour justifié qu'il soit, obligerait les contribuables locaux à accroître les revenus qu'ils accordent à leurs élus.

accordent à leurs élus.

Connaissant bien la situation, le nouveau ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a pourtant promis, dès le 18 mars, qu'il ferait « une affaire personnelle du statut de l'élu ». De quoi faire sourire ses prédécesseurs qui avaient pu mesurer la difficulté de la tâche, même si M. Pierre Joxe avait réussi à mettre au point un projet qui a subi les foudres de ses collègues des finances et de la sécurité sociale.

Pourtant, comparée aux autres pays d'Europe, qui ont tous prévu au niveau national ou fédéral un statut pour leurs élus locaux, ou fédéral un statut pour leurs élus locaux, la France est dans une situation tout à fait aberrante. Pourrait-elle s'inspirer de l'expérience de ses voisins ? Deux études, l'une réalisée en janvier 1990 par le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), l'autre, plus récente, de la division des collectivités locales du Sénat, permettent de faire le point.

Un rapide survol des textes révèle quelques grandes constantes, mais cette analyse ques grandes constantes, mais cette analyse ne résiste pas à un examen plus poussé. Chaque pays a ses caractéristiques, qui bloquent toute tentative de transposition d'un système à un autre. En général, ce sont les autorités nationales qui définissent le statut et les conditions de travail des élus locaux. De même, l'âge d'éligibilité minimum est fixé entre dix-huit et vingt et un ans pour la plupart des Etats. Seule la France exige d'avoir satisfait aux obligations militaires.

La condition de la domiciliation sur le ter-La condition de la domicination sur le ter-ritoire de la collectivité est exigée dans pres-que tous les pays de la Communauté, la France étant la seule (avec l'Iriande) à demander l'inscription au rôle des contribu-tions directes de la collectivité dans l'hypo-thèse su cette première exigence n'est pagtions directes de la collectivité dans l'hypo-thèse où cette première exigence n'est pas respectée. De son côté, le Royaume-Uni sou-met l'éligibilité à trois conditions: payer des impôts locaux dans la collectivité, avoir son lieu de beauti lieu de travail principal sur le territoire de la collectivité et être électeur et maintenir cette condition pendant toute la durée du mandat. condition pendant toute la durée du mandat. Enfin, la grande majorité des Etats imposent des conditions qui empêchent l'exercice du mandat : il ne faut pas avoir été condamné récemment (y compris en matière fiscale ou



# L'exemple allemand

N Allemagne le statut de l'élu local se conjugue au pluriel. Chaque Land est libre de fixer sur son territoire les droits et obligations de ses élus locaux. Ainsi, la durée des mandats varie de cinq à douze ans d'un Land à un autre.

Les modes de désignation ou d'élection, les fonctions du maire et sa participation à l'exécutif varient également en fonction des Länder. Tantôt le maire assura le pouvoir exécutif et, dans ce cas, il est soit directement élu par la population, comme en Bade-Wurtemberg et en Bavière, soit élu par le conseil municipal, comme en Sarre, en Hesse et en Rhénanie-Palatinat, soit élu par le Parlement de la ville dans le cas de Berlin, Brême et Hambourg. Il peut aussi occu-per des fonctions honorifiques et représentatives, sans aucune responsabilité

Les mêmes différences s'observent en ce qui concerne la règle du cumul des mandats. Dans certains lander les cumuls sont impossibles, alors qu'ils sont autorisés dans d'autres, mais, en réalité, leur pratique est très limitée.

Le mode de rémunération diffère également selon que le maire exerce une fonction élective ou non. Lorsque c'est le cas, il bénéficie d'un statut de fonctionnaire élu, son salaire est établi à par-tir de la loi fédérale sur le traitement des fonctionnaires et dépend du nombre d'habitants de sa commune et de son

A titre d'exemple, un maire reçoit un salaire mensuel d'environ 8 000 deutschemarks (environ 27 000 francs) pour une population de vingt mille à trente mille habitants et perçoit une indemnité mensuelle pour freis professionnels de 440 deutschemarks (1 500 francs). Pour une population entre deux cent cinquante mille et cinq cent mille habitants, le même maire recevrait un salaire mensuel d'environ 12 500 deutschemarks (42 000 francs), plus une indemnité mensuelle de 690 deutschemarks (2 300 francs). Dans les deux cas, ce salaire est assujetti à l'impôt et aux

électorale au Royaume-Uni), ni avoir été déclaré mentalement handicapé.

déclaré mentalement handicapé.

Enfin, le cumul des mandats n'est interdit qu'en Italie, mais la pratique conduit, dans la plupart des cas, les élus à n'en exercer qu'un. Tous les Etats membres du Conseil de l'Europe ont édicté des incompatibilités de fonctions électives avec certaines fonctions publiques (les fonctions administratives d'autorité nationale ou locale) ou certaines activités économiques (les entrepreneurs municipaux).

Dans la majorité des pays, la transparence

entrepreneurs municipaux).

Dans la majorité des pays, la transparence financière des élus est prise en compte au niveau local (information concernant leurs intérêts financiers et patrimoniaux). Mais il n'y a qu'en Espagne que les élus doivent déclarer leurs revenus. Enfin, le plus souvent les maires se consacrent à plein temps à leurs activités municipales.

#### Salariés ou bénévoles

La réalité est toutefois plus subtile puisqu'il faut en fait distinguer entre ceux qui, exerçant leurs fonctions à plein temps, sont dans la situation de véritables salariés (RFA, Pays-Bas, Danemark, Portugal) ou recoivent une indemnité suffisante qui leur permet de vivre (Espagne, Italie, Belgique), de œux qui exercent leurs fonctions de manière bénéexercent icurs ionctions de manière bene-vole et reçoivent des indemnités tellement faibles qu'elles ne leur permettent pas de renoncer à leurs activités professionnelles (France, bien sur, mais aussi Luxembourg, Suisse et Grande-Bretagne).

Cette «professionnalisation» presque générale de la fonction d'élu local entraîne un certain nombre de conséquences. Leur activité étant rémunérée, les salaires, traitements ou indemnités sont généralement sou mis à impositions. Enfin, de la même façon, leur étanuaération implique des retenues leur rémunération implique des retenues pour pensions et retraite. Autre grande différence, les modes de désignation, qui diffèrent d'un pays à l'autre. Dans son étude, le rent d'un pays à l'autre. Dans son étude, le Conseil des communes et régions d'Europe les regroupe en trois catégories. D'un côté le Luxembourg et la Belgique, où l'autorité locale est nommée par le gouvernement sur proposition du conseil, tandis qu'en Espagne, France et Italie le maire est élu au sein de l'assemblée délibérante. Enfin, au Portugal en Grèce et au Danemark l'auto-Portugal, en Grèce et au Danemark, l'auto-rité exécutive est élue au suffrage universel.

Dans la mosaïque de ces statuts, celui réservé aux élus français est probablement le plus imparfait : généralement occupés à plein temps, leurs indemnités sont dérisoires ; quant à leur protection sociale, elle est inexistante. Pour passer de la situation des plus mai à celle des mieux lotis, il ne ceste qu'un pas à franchir quisque le statut reste qu'un pas à franchir, puisque le statut de l'élu, préparé par MM. Debarge et Joxe, bouclé depuis un an, a recueilli une large approbation de la part des élus locaux.

**BETTINA GILLET** 

### **Taxis** à la carte

ES cinquante taxis rouge et bieu qui sillonnent les rues de Paris ont deux partirues de Paris ont deux parti-cularités. Celle, d'abord, d'appartenir à une société dont l'emblème est l'Arc de triomphe parce que son pro-priétaire, lui-même long-temps chauffeur de taxi, garde le souvenir d'attentes fréquentes et prolongées près de l'Étoile. La seconde originalité des taxis aux cou-leurs de la Ville de Paris intéressera encore davantage les clients. Depuis quelques mois, toutes ces voitures acceptent le paiement par Carte bleue. Chacun des cinquante véhicules est équipé d'un « terminal de paiement compact ». Sans fil et de faible encombrement, cet appareil permet de contrôler les cartes et de valider les

Pour banale qu'elle appa-raisse, cette innovation représente un progrès certain. Outre qu'elle dispense le client de disposer d'argent liquide lorsqu'il recourt aux services d'un taxi, elle met le chauffeur à l'abri du vol.

La question qui se pose consiste alors à se demander pourquoi ce mode de paiement n'est encore adopté à Paris que par un adopté a Paris que par trais cents (0,33 %)... Le prix de l'équipement des véhicules, c'estadire l'achat du patit tera minal pour la somme de 9 000 francs environ, n'est pas à lui seul dissuasif. Les dirigeants des compagnies n'ont pas envie de devoir supporter les frais liés aux encaissements par carte.

Argument plus avouable à leurs yeux, ils font valoir aussi que les chauffeurs de taxi tiennent à emporter chaque soir le produit de la recette du jour. Le patron de la société Impérial n'ignore pas cette revendication et reverse quotidiennement à ses chauffeurs l'équivalent en espèces de leur recette encaissée par carte bancaire.

Reste une ultime objection des chauffeurs : la crainte de ne pas percevoir de pourboire. Mais ils peuvent espérer que, même dépourvu de gros billets, le client trouvera quelques pièces au fond de sa poche.

**CHARLES VIAL** 

# Scènes pour les ménages

Grâce à la municipalité de Nantes, des acteurs ont joué pendant un mois la comédie à domicile. Une forme nouvelle d'action culturelle dans les quartiers

de notre envoyé spécial

LLE se permet, comme si elle était chez elle, d'ouvrir vos placards de cuisine, elle se repand dans votre salle de séjour, bousculant l'ordonnance de vos bibelots, elle farfouille dans votre chambre. Elle ose, sous votre propre toit, vous critiquer, vous sermonner, elle s'amuse à vous ridiculiser, à vous faire peur, à choquer même vos convictions religieuses ou autres,

elle s'en moque. Et vous, vous la regardez et l'écoutez, muet, fas-

Parce qu'elle est comédienne et qu'elle a du talent, parce qu'elle interprète, là, à portée de main du compotier, un texte d'Alphonse Allais, de Guy de Maupassant, une adaptation de Diderot ou bien une pièce spécialement écrite pour le théâtre d'appartement. Car il s'agit bien de cela, et ces scènes se sont récemment jouées dans des maisons nantaises.

Ce genre de théâtre n'est pas

vraiment nouveau : il a été lancé il y a une bonne dizaine d'années, notamment par Pierre Ascaride, actuel directeur du Théâtre de Malakoff. Mais la formule ne court pas les salons et le mérite de la municipalité socialiste de Nantes est de l'avoir en quelque sorte redécouverte pour étoffer son action culturelle au niveau des quartiers.

Après la reprise en main de la mairie, en 1989, par Jean-Marc Ayrault, député PS de Loire-Atlantique, une direction du développement culturel a été créée (1) et un homme nommé à sa tête. Pas n'importe qui et surtout pas un fonc-

Pierre Leenhardt est comédien. Il a commencé sa carrière il y a vingt-cinq ans, à Sartrouville, avec Patrice Chéreau, il a fait un tabac à un Festival d'Avignon avec un one-man-show qu'il a écrit à partir d'un roman d'Emile Ajar, *Gros*-Calin, spectacle qu'il a joué quatre cent vingt fois. Pour avoir fait lui-même du théâtre d'appartement et y avoir pris goût, il a donc ressuscité le genre à Nantes.

MICHEL CASTAING Lire la suite page 14

(1) Cette direction n'entend pas a régenter à la culture à Nantes, où un très grand nombre d'intervenants ont leurs propres créations et modes d'action. En particulier l'ACCOORD et les maisons de quartier dans le domaine socio-culturel. Sa vocation consiste surtout à dynamiser et à coordonner, et seule l'opération « Theatre d'appartement » a parti-sipé, affirme Pierre Leenhardt, d'une

# Bordeaux protège ses vins

Les négociants bordelais sont très réservés sur la création d'une cité du vin dans le quartier des Chartrons

**BORDEAUX** 

de notre correspondante

A cité mondiale du vin et des spiritueux n'ouvrira pas en juin à Bordeaux, comme Christian Pellerin, président du groupe SEERI-SARI. Cet ambitieux projet est vieux d'une dizaine d'an-nées. Il avait été suscité lors de la création de VINEXPO, le Salon international du vin. Dans la foulée de cette manifestation à succès, un architecte et un promoteur locaux, soute-nus par la ville, avaient eu l'idée de créer un « marché permanent des vins et spiritueux » au cœur du quartier du négoce, les Chartrons.

Il fallait faire cohabiter dans un même immeuble (10 000 m² au sol) tous les services liés au négoce vititous les services nes au negoce vin-cole : hôtel, salle de congrès, bureaux, hall d'exposition, conseils juridiques, musées. La cité devait, comme son nom l'indique, accueillir exposants et clients du monde entier. Cependant, le chantier ne démarra véritablement qu'en 1989 lorsqu'il fut repris par la SARL II devrait compter 14 étages et représente un investissement de 500 millions de francs.

Selon M. Pellerin, le retard de construction n'est imputable qu'à des problèmes techniques liés, en particulier, à la présence de la nappe phréatique à 2 m de profondeur. Cet obstacle n'était cependant pas difficile à prévoir : la Garunne coule à 100 m. En réalité, la cité ne suscite pas l'engagement commercial espéré. Une partie du nésoce bordelais a accueilli partie du négoce bordelais a accueilli d'emblée le projet avec réserve. A ses yeux, ii présentait le risque d'intro-duire le loup dans la bergerie, d'offirir une vitrine aux vins étrangers, au cen-tre même de la capitale des vins de

également par le conseil interprofessionnel des vins de Bordeaux, organisme fédérateur du négoce et de la production, qui a décidé de ne pas louer de bureaux dans la cité.

Hors de Bordeaux, le projet est en concurrence avec Bercy-Expo. Il y a quelques semaines, la SARI a pris des décisions draconiennes, limogeant l'équipe en charge du programme et faisant appel à des hommes neufs. Elle a surtout révisé sa politique tarifaire. Les baux de location sont passés de 5 000 F le m2 à 1 800 F le m2.

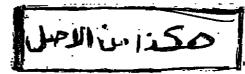
Bordeaux. Cette réserve est partagée Parallèlement, la superficie du marché permanent, réservé aux vins et spiritueux, a été réduite : soixanteneuf échoppes, au lieu de deux cents à l'origine. « Il faut savoir siffler la fin de la recré, remarque Christian Pellerin. C'est un problème de réglage. ajoute-t-il, pas de conversion.» La cité devrait, selon le PDG de SEERI-SARI, être inaugurée le 14 décembre. Initialement, l'ouverture aurait dû avoir lieu en juin prochain, en même temps que le Salon VINEXPO.

**GINETTE DE MATHA** 

"Après avoir recueilli le consentement du Conseil Municipal, Monsieur le Maire avait dit oui à la construction d'une nouvelle mairie...







## HEURES LOCALES

### DÉ BAT

# Europe-régions : les mêmes supporters, pas tout à fait les mêmes motivations

par Annick Percheron

ES Français, c'est bien connu, ont été plus longs que d'autres à se faire à l'idée de l'Europe, et puis ils en sont devenus les plus ardents défenseurs ou presque. Leurs attitudes ne vont pas sans ambiguîtés. Leur degré d'informatique de est exécrable : en guiltés. Leur degre d'information est exectation : en novembre 1988, une enquête de l'Observatoire interrégional du politique (OIP) (1) révélait que 78% des personnes interrogées déclaraient tout ignorer des échéances de 1993. Leur représentation de l'Europe est lacunaire : dans le domaine agricole, le jeu se joue au mieux à trois partenaires, France, Pays-Bas, Espagne : pour les autres secteurs d'activité, il se ramène à un face-à-face franco-allemand. Enfin et surtout, face aux échéances européennes, les Erappais n'expriment aucune attente. Donnée plus les Français n'expriment aucune attente. Donnée plus préoccupante : quand, avec le temps, le nombre des opinions exprimées progresse, c'est pour renforcer le camp de la réserve et de l'inquiérude : en novembre 1988, 38 % des personnes interrogées estiment que le marché unique aggravera les difficultés économiques de leur région, 41 % qu'il les diminuera, 21 % n'ont pas d'opinion; un an après, le nombre de sans-réponse est tombé à 13 %, mais 50 % de l'opinion (soit 12 points de plus) s'attend à une aggravation des difficultés économiques. les Français n'expriment aucune attente. Donnée plus aggravation des difficultes économiques.

Pour dépasser images creuses et consensus mou, il faut comprendre les logiques individuelles de l'adhésion à l'Europe. Logique des intérêts d'abord : 50% des cadres supérieurs, 39% des professions intermédiaires, 23% des ouvriers et 18% des agriculteurs se déclarent très favorables à la construction européenne. Influence de la qualification professionnelle, mais aussi du niveau de revenu. Le nombre des personnes très favorables à la construction européenne double selon que leur reveau déclaré est infé-rieur à 7000 F ou supérieur à 15000 F. Ces variables ne doublonnent pas. Au sein de chaque groupe socioprofes-sionnel, l'adhésion à l'Europe est d'autant plus forte que le revenu est plus élevé.

#### L'alliance des extrêmes

Derrière l'appartenance sociale se cache une autre logique toute aussi puissante et qui relève de l'ordre de la compétence. Plus le degré d'instruction s'élève, plus augmente le nombre des opinions très favorables à la construction européenne : vingt-cinq points d'écart sépa-rent la fréquence de ces opinions, selon que les personnes interrogées ont un degré d'instruction primaire ou supé-rieur. L'effet du diplôme joue que que soit le groupe socioprofessionnel, le niveau de revenu, ou l'àge. A telle enseigne que, contrairement à une opinion largement répandue, à degré d'instruction égal, les plus Européens ne sont pas les jeunes, mais les plus de cinquante ans.

La compétence savante n'est pas tout, et l'intérêt pour la politique apparaît comme un facteur également important. 20 % des personnes sans intérêt politique, 42 % de celles qui manifestent un intérêt fort ou moyen pour la politique, énoncent des jugements très favorables sur la construction européenne. Ici encore, diplôme et intérêt ne constituent pas des variables de substitution. A degré de diplôme égal, l'intérêt pour la politique majore de quinze à 35 points le degré d'adhésion à l'Europe (30 % chez les diplômés du supérieur sans intérêt politique, 64 % chez les fortement intéressés par la politique).

Les logiques de l'adhésion à l'Europe sont-elles spécifiques ? Non, on les retrouve à l'œuvre, notamment der-nère les attitudes en faveur de la régionalisation. L'adhésion à la politique de régionalisation est, elle aussi, d'autant plus marquée que l'on se trouve en présence de catégories sociales ayant réussi professionnellement ou économiquement, fortement diplômées et intéressées par la politique (voir ci-dessous). Ce sont là des critères qui

définissent les groupes favorables à l'innovation quelle qu'elle soit. Région et Europe constituent, encore, des idées neuves en cours d'installation dans l'opinion.

Les logiques sociologiques n'épuisent pas l'explication. Il faut y ajouter deux traits, qui, cette fois, différencient fortement les attitudes à l'égard de l'Europe et de la région. Le premier renvoie à la dimension politique des phénomènes. L'Europe, mythe ou espoir économique. social, culturel, constitue aussi un enjeu politique ancien, un objet de débats entre tenants d'une Europe sociale ou celle d'un grand marché, entre partisans d'une Europe des nations ou d'un espace politique dénationalisé. Les sym-pathies partisanes modulent fortement les opinions sur l'Europe. L'adhésion rapproche les sympathisants des partis placés au centre de l'échiquier politique et les oppose aux individus proches des extrêmes (le Front national et le Parti communiste) : entre les uns et les autres, l'écart est de 18 points. Une indication, entre autres, sur la structuration idéologique des réticences des personnes proches des communistes ou du Front national : les attributs du savoir, les marques de la réussite sociale, dont on a vu à quel point ils favorissient le soutien à l'Europe demeurent ici totalement sans effet, on note 18% d'opinions très favorables chez les communistes sans diplômes ou diplômés du supérieur, par exem

De toute évidence, les sympathisants du Parti commu-niste et du Front national n'ont pas les mêmes réserves à l'égard de la région. Seuls de faibles écarts séparent les positions de sympathisants des différents partis sur la régionalisation (6 points d'écart entre positions extrêmes) et, renversement des tendances, ce sont plutôt les personnes proches du Front national qui sont les plus favo-rables à la région. La seconde spécificité des attitudes à l'égard de l'Europe tient à une donnée contextuelle l'image très négative dans l'opinion de la dimension la plus visible et la mieux connue de la politique économique européenne, la politique agricole commune. Avant même la mise en place de la politique des montants com-pensatoires, seul un quart de l'opinion jugeait positivement le bilan du Marché commun pour les agriculteurs. Cette inquiétude pour l'agriculture explique que plus de 10 points d'écart séparent l'adhésion à l'Europe des regions à dominante agricole (23%), de celles à dominante tertiaire (35%).

Le doute face au marché unique et à l'Europe de demain se nourrit de cette image négative : 52% des Limousins, 33% des Alsaciens s'attendent à une aggravation des difficultés économiques de leur région aprè l'ouverture du marché unique; les régions agricoles plus encore que les régions «pauvres» redoutent les couséquences de la mise en place de l'Europe.

(1) Enquêtes régionales réalisées en 1988 et 1989 par l'OIP auprès d'échantillons représentatifs de 700 personnes âgées de quinze ans et plus par région. Méthode des quotas. Les régions partenaires de l'OIP en 1990 étaient : Alsace, Aquitaine, Bourgogue Bretagne, Centre, Champagne-Arleane, Franche-Comté, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Haute-Normandie, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Rhône-Alpes.

▶ Cf. les Régions et l'Europe, colloque Rhône Alpes, 13 septembre 1989, OIP, 1990, 141 p. Percheron (A.), «Les Français et l'Europe acquiescement de façade ou adhésion véritable», Revue française de Science Politique, vol. 41 m 2,

▶ Annick Percheron est directeur de recherche au CNRS et directeur de l'OIP.

economique cans criaque region ; un parometre de l'image de la région et des attentes de l'opi-nion à son égard ; des analyses sur des pro-bièmes spécifiques. Toutes les quatre semaines, nous publicos ici un indicateur politique fruit des

# **Scènes** pour les ménages

Suite de la page 13

Un genre populaire méprisé, dans la ville même, par ceux que Pierre Leenhardt appelle avec dédain (un prêté pour un rendu) les «cultureux » : recus un soir chez un acupuncteur, une dizaine d'entre eux ont grossièrement critiqué, et le spec-tacle et les artistes. Pourtant, les œuvres présentées dans les quartiers n'avaient rien de boulevardier, si tant est que l'on puisse, en retour, décrier tout le théâtre de boulevard...

Au fond, peu importe que, pour certains, le théatre à domicile soit au théâtre ce que le mini-golf est au golf l'essentiel est d'éprouver des émotions - et qu'il soit ignoré des «grands», s'il incîte ne serait-ce qu'un seul néophyte à courir voir une pièce montée par un Patrice Chéreau ou un Daniel Mesguich.

Les débuts à Nantes ont été modestes : huit représentations en juin 1990, dix-neuf à l'automne, douze en janvier (2). Des débuts trop timides, même. Pierre Leenbardt explique: « On s'est aperçu que trop de discrétion nuisait à cette entreprise ae discretion misait à cette entreprise et qu'il fallait lui donner plus de retentissement. En effet, des specta-cles disseminés au fil des mois ne per-mettaient pas un réel échange d'idées. Ils étaient trop vite oubliés par les participants. Aussi, il a été décide de concentrer des actions de théâtre d'appartement sur un mois, avec cinq spectacles différents, joués dans les dix quartiers de la ville. On va ainsi pouvoir mieux confronter les expé-riences et les points de vue.»

### Une soirée originale

En mars-avril, dans le cadre de cette opération intitulée «Un printemps pour le théâtre à domicile» cinquante-trois représentations ont été données. Quatre des cinq spectacles, qui n'étaient pas tous produits tous les soirs, ont été interprétés par un seul artiste (3). Et, depuis juin acteurs dans un même lieu : impossible, évidemment, de faire venir toute une troupe chez soi, à moins d'être

Pour faire circuler l'information, le directeur du développement culturel s'est adressé à trois associations (4). ainsi qu'aux maisons de quartier et aux étus de serteurs. La presse locale en a parlé, le bouche à oreille a fait son office et les personnes intéressées se sont inscrites pour telle ou telle

Une poignée seulement de familles très aisées : la «grande bourgeoisie» nantaise n'était pas demanderesse parce qu'il s'agissait d'une initiative socialiste, et la municipalité ne souhaitait pas financer un programme chez des gens qui ont à la fois les moyens, le temps et l'habitude d'aller au théâtre. Bref, une sorte de non-

accord tacite. Le public de ces quatre-vingtdouze représentations (depuis juin 1990) a été principalement constitué par les classes moyennes : fonction-naires, agents de maîtrise, enseignants, etc. Des personnes défavori-sées aussi, comme cette mère de famille qui élève seule ses deux enfants et dont l'intérieur était dans un triste état. Bien entendu, la pièce a été jouée normalement, puisque l'objectif était de faire découvrir ou redécouvrir le théâtre à ceux qui n'y vont jamais ou très peu souvent. Davantage, du reste, pour des raisons culturelles et sociales que pour des motifs financiers : grace à la décen-tralisation, on peut louer un bon fauteuil et voir un bon spectacle à Nantes pour 80 F et moins.

La règle du jeu, pour l'hôte, était la suivante : inviter de quinze à trente personnes (amis, voisins, collègues, famille...) et leur servir un petit lunch après la représentation, qui débutait vers 20 h 30 et qui ne durait pas plus d'une heure - quitte à faire des coupes dans les textes - pour ne pas « décourager » éventuellement des spectateurs novices. Mais rien n'empêchait la famille d'accueil peu fortunée de demander à ses invités d'apporter une bouteille ou un

La direction du développement culturel, elle, a rémunéré les artistes (au total, 110000 F pour mars-avril), à raison de 700 F à 1 000 F le cachet par soirée, avec le concours financier de la DRAC (direction régionale de l'action culturelle, dépendant du ministère de la culture). Des employés de la mairie ont bénévole-ment participé à l'organisation matérielle, notamment pour régler l'éclai-rage et le son à domicile. Une rédactrice municipale, Gilberte San-tacreu, s'est même littéralement prise au jeu et a consacré toutes ses fins d'après-midi et soirées au bon déroulement de l'opération : repérages chez l'habitant, accueil et hébergement des comédiens parisiens, accompagnement des artistes chez

Réunir ses amis, voire toute sa famille, y compris les parents les plus eloignes comme l'a fait cet industriel

du piano en «première partie»; mieux connaître ses voisins, comme l'a voulu ce travailleur social, célibataire d'une trentaine d'années, en frappant à toutes les portes de son immeuble; approcher au plus près des comédiens et les questionner sur leur vie après la représentation; bref, passer une soirée conviviale, originale et enrichissante : les motivations n'ont pas manqué aux Nantais et il est souvent arrivé qu'une personne ayant assisté à un spectacle chez autrui ait eu l'envie d'inviter à son

Certes, il y a eu quelques déra-pages. Ainsi, le cas de cette épouse qui, pour l'anniversaire de son mari, a fait venir leurs amis sans les prévenir qu'on allait jouer chez elle. On imagine la surprise de l'assistance et le moment d'embarras de la coméenne, quand celle-ci est entrée dans la salle de séjour en lançant sa pre-mière réplique... Ou bien encore certains hôtes n'ont pas respecté les sou-haits de Pierre Leenhardt, soit en invitant sciemment des abonnés des salles de théâtre, soit en recevant un cercle trop fermé de familiers, discutant entre eux après la représenta-tion, sans grands égards pour les

« Nous serons encore plus exigeants [à tort, peut-être, la mairie ne s'inquiétait pas de l'activité des invitants], plus rigoureux lors de la pro-chaine opération », assure le directeur du développement culturel, qui dresse cependant un bilan très positif, avec, en mars-avril, un deu blus de mille spectateurs concernés. A savoir, maintenant, combien iront voir se lever un rideau dans les mois

Le théâtre à domicile n'exige forcément, comme on serait tenté de le croire, un grand appartement. Chez Isabelle et Roland Bianco-Giandomenico, jeune couple de fonctionnaires (lui à l'INSEE, elle à la Trésorerie principale), demeurant s une HLM du quartier nord-est de Doulon, vingt personnes ont assisté, l'autre soir, à la représentation de la Porte brisée, dans une pièce de 21 mètres carrés et dans des conditions de confort tout à fait

En l'absence de tout décor « professionnel» et de mise en scène rigide, c'était à l'artiste de savoir «bouger» sur la surface d'une paire de draps. Et tout l'art de la comédienne, en l'occurrence France Girard, remarquable présence, a résidé dans l'utilisation savante de l'espace et de quelques accessoires des plus usuels : une table et une chaise d'enfant, une poupée, un paquet de lettres, un miroir, un sac à main, un rideau... Pour raconter l'histoire d'une femme qui trouve

### BLOC-NOTES

### **N**OMINATIONS

a Le district de Nancy a un nouveau secrétaire général, M. Jean-Claude Meyer. Il remplace M. André Lefebvre, qui vient de reioindre le secteur privé et oui devrait, per conséquent, abendonner bientôt la présidence de l'Association des secrétaires généraux des grandes villes de France.

[M. Meyer, né le 25 octobre 1946 à Thoinis (Card), cet ingénieur de formation. Après avoir obtenu le diplôme de l'INSA, en 1969, puis une ficence de sciences économiques, il a prénaré un troisième cycle d'urbanisme à l'université des sciences sociales de Grenoble. D'abord coopérant technique à Alger, pendant une dizaine d'années, il est venu au distante de Mercano. 1900 ces 1000 ces le serven au distante de Mercano. 1900 ces 1000 c district de Nancy en 1980 pour y exercer les fonctions d'urbaniste et, à partir de 1986, de secrétaire général adjoint.]

### **AGENDA**

□ Centres de gestion. -L'assemblée générale de de centres de gestion de la fonction publique territoriale se tiendra à Blamtz et à Saint-Sébastien (Pays basque espagnoli, vendredi 31 mai et samedi 1º juin. Le statut des agents territoriaux espagnois sera examiné au coura d'une conférence sur l'organisation des collectivités locales dans ce pays.

## ►Renseignements au (16) 59-84-40-40.

Conseils municipaux d'enfants. - Le congrès national des conseils municipaux d'enfants et de jeunes aura lieu à Laval, les samedi 4 et dimanche 5 mai. il est organise per ('Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ), que préside M. Yves Laurent, maire (PS) de Saint-Sébastien-sur-Loire (Loire-Atlantique). Deux grands débats sont prévus, sur la question de l'autonomie et de la protection des mineurs, ainsi que sur la liberté d'expression des enfants.

son appartement cambriolé et qui revit l'errance de son existence en ramassant un à un les objets épars. Intimidante, cette proximité de l'actrice, que l'on aurait pu toucher en tendant le bras. Et gare à la quinte de toux, à l'éternuement ou au craue toux, a i cremuement ou au cra-quement de chaise qui accaparerait instantanément dix-neuf paires d'yeux. Comédienne confirmée, France Girard (Théâtre populaire de la Brie) explique : « Jouer devant un auditoire réduit et si proche, c'est aussi plus intimidant pour nous que de se produire devant un public de salle, qui est dans le noir et que nous ne voyons pratiquement pas. C'est plus troublant de part et d'autre : les gens ont très peur d'être pris à partie. Aussi, je ne les interpelle pas, je ne les fixe pas. v

#### Une expérience formidable :

Elle poursuit : « Le théâtre d'appar-tement, c'est du thcâtre en gros plan. On peut faire des choses très en finesse, qui ne passeraient pas sur une scène, comme faire entendre le frois-sement d'une étoffe ou parler en se maquillant devant une glace, dos à l'assistance. Il faut jouer sur un regis-tre plus subtil, accorder une particulière importance à la qualité des silences et des regards, soigner davan-tage encore ses jeux de physiono-

Différence de tempérament : avec la pétulance de ses vingt-six ans, Myriam Allel, ancienne élève de Michel Galabru, professionnelle depuis 1988, s'est adressée, clle, directement aux spectateurs, dans son interprétation de Molière par elle-même (avec une musique de Luli). « Quelqu'un m'a dit un soir, rapporte i-elle, qu'il aurait voulu s'enfoncer dans le mur quand je l'ai apos-trophé. Sur le moment, cela surprenait évidemment les gens, mais après coup ils se disaient ravis d'avoir été impliqués dans l'histoire.»

Ainsi, elle sollicitait, pour camper le personnage (muet) de Louis XIV, le maître de maison qui, en général, se prêtait de bonne grâce au jeu. Avec D raconte Pierre Leenhardt, que celui qui s'est endormi - anecdote deià ancienne - en ronflant au premier rang de l'auditoire, « Je lui ai donné un lèger coup de pied, se souvient le comédien, et tout le monde a pris le parti d'en rire.»

Comme les comédiens des autres spectacles, Myriam Allel arrivait chez l'habitant une heure et demie à deux heures avant la représentation. sans se renseigner préalablement sur ses hôtes. « Je ne voulais pas, précise-t-elle, avoir la tentation de modifier ce que je faisais en fonction d'une profession ou d'un cadre de vie. J'entrais, je prenais complètement posses-sion des lieux, et ce n'était plus moi l'invitée, mais les spectateurs qui étaient chez la comédienne.»

Elle ajoute : «Le plus souvent, j'ai disposé le public à ma guise, en me ménageant toujours une petite allée centrale. Et je me suis servie des éléments qui se trouvaient là : un piano, une cheminée, un billard, etc. Ou au contraire j'ai déplacé ou recouvert du mobilier qui ne convenait pas à mon interprétation. On m'a toujours laissé faire avec beaucoup de gentillesse. même si je dérangeais des habi-

\* A TENE

C'était la première sois que sa jeune comédienne s'attaquait au théâtre d'appartement et qu'elle jouait seule. « Cela a été une expé-rience formidable, affirme-t-elle avec fougue, et quand cela n'ira pas bien, je repenserai à Nantes. J'ai appris à mieux me connaître, à mieux savoir ce que je vaux, et le fait d'avoir pu plaire à un échantillon de personnes très diverses m'encourage terriblement. Je me suis désoncée autant que sur une scène et j'ai donné l'envie à des gens de réécouter Lulli ou de s'intéresser de nouveau à l'œuvre de Molière, v

Le théâtre à domicile n'a pas été seulement, dans la capitale des Pays de la Loire, une découverte enchanteresse pour la plupart des specta-teurs «ordinaires». Il a aussi séduit... une comédienne nantaise, Martine Joubert, venue assister au spectacle de France Girard. « Je fais surtout du theatre d'improvisation, soulignet-elle, et je ne connaissais pas le théaire d'appartement. Ce genre me tieure à apparente le gene me tenie énormement, car, là aussi, il y a risque, il y a danger, et tout le travail, tout le métier du comédien consiste à relever le dési qui est de dépasser ce danger » Sauf pour les « cultureux », comme dirait Pierre Leenhardt, cela s'appelle aussi de la « recherche thédirale ».

### MICHEL CASTAING

(2) Dans l'ordre chronologique : Morales relatives, d'après Alphonse Allais : Appartement-thètate à vendre, pièce écrite et jonée par Françoise Pillet : Entretien d'un philosophe are la Maréchale de d'annes Dide-rot, adaptation de Françoise Thyrion, inter-prétée par elle-même et le comédien namnis Michel Valmer.

Michel Valmer,

(3) Madame Marguerite, de Roberto
Alhayde, avec Christine Peyssens: La Porte
brisee, d'Astrid Florian, avec France
Girard: Mollère par elle-mème, de Francoise Thyrion, avec Myriam Allel: Tranger
d'acteurs, textes d'auteurs contemporains,
dits par la compagnie nantaise Michel
Lard, et Renconde avec Mangasani, textes
de l'écrivain interprétés par Florant, comédien nantais.

(4) La Confédération audit

dien nantaus.

(4) La Confédération syndicale des familles, l'ACENER (Association des consists d'entreprise de Mantes et région) et la Fédération des amicales luïques.



travaux de l'OIP.

L'Observatoire interrégional du politique (OIP) a été créé en 1985 par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), en partenariat avec les conseils régionaux, pour recueillir et diffuser les données nécessaires à l'analyse des phénomènes politiques à l'échelon

### Les agriculteurs ont peur de l'Europe

Les Français sont favorables à la régionalisation. Ils sont 77 % à partager cette opinion, dont 25 % se déclarent tout à fait favorables et 53 % plutôt favorables. 79 % des Français sont favorables à la construction européenne, dont 30 % tout à fait favorables et 49 % plutôt favorables. Partisans de l'une et de l'autre se recrutent dans les mêmes milieux, comme le montre la distribution des opiinions tout à fait favorables selon la profession du chef de famille (graphique 1).

Sources = Enquires CuP 1989

4 Ètes-vous e tout à fait favorable :

• à la construction européanne ?

• à la régionalisation ?

2 Le marché unique diminuera-t-il les difficultés Les opicalistes sont plus de § \$ de la population active Les agricultates sont moiss de 8 % de la population

Les régionaux ne sont pourtant pas très optimistes sur les effets du marché unique sur les activités économiques de leur région. La situation économique des régions joue clairement sur les attentes à l'égard du grand marché : les régions avec le PIB le plus important sont les plus optimistes. Mais la situation économique influence aussi la structure des activités : l'image de la politique agricole commune se répercute sur celle du marché unique. Plus la part des agriculteurs est importante dans la population active, plus l'optimisme à l'égard du marché unique diminue (graphique 2).

REPÈRES

C'EST une banale ficelle qui a contribué à inverset l'image de marque du vignoble de Saint-Pourçain (Allier), longtemps méprisé. Sortie en décembre 1987, la première bou-

sion primeur créait l'évenement

mais marquait surtout l'affirmation

du concept de vin de convivialité de

l'Union des vignerons. La structure

coopérative qui assure les deux tiers de la production (17 000 hectolitres)

de ce vignoble VDQS de 500 hec-

tares étalé sur une étroite bande entre Chantelle au sud et Chemilly

au nord, à quelques kilomètres de

Moulins, positionnait commerciale-

ment le saint-pourçain vin de tradi-

loxera, en quête d'identité entre ses cousins du Val de Loire ou les beau-

jolais, pas si lointains, plus connu

pour ses blancs, le vienoble a trouvé

là l'ouverture pour ses rouges

A la reconnaissance du vignoble

et à la réorganisation de la produc-

tion des années 70 succédérent.

pour la coopérative, de lourds inves-

tissements en matériels de vinifica-

tion, avec un but : « Produire des

vins plus fruités, plus souples, corres-

pondant à l'attente des consomma-

teurs, » Michel Proton, le directeur

de l'Union des vignerons, a décelé le

créneau : « Nous produisions des vins

primeurs qui plaisaient. Malgré cela le marché ne s'ouvrait pas. N'est pas

beaujolais qui veut. » Le vignoble a

puisé dans ses racines et retrouvé

une légende : celle de la ficelle qu'un douanier trempait dans un pichet

pour mesurer la consommation. Appuyée par un dessin humoristique, l'histoire de la ficelle affirme un peu plus la notion de convivialité

et l'image de vin de bistrot et du

En 1990, deux millions de bou-

AUVERGNE Une ficelle sauve le saint-pourçain

### HEURES LOCALES

Le projet de loi sur l'administration territoriale

# « Il est faux de dire que les regroupements de communes se feront en toute liberté »

nous déclare M. Raymond Marcellin

Ministre de l'intérieur sous la présidence de M. Georges Pompidou, M. Raymond Marcellin est l'auteur de l'une des premières lois sur les regroupements de communes, celle du 16 juillet 1971. Pourtant, à l'Assemblée nationale, où il siège dans les rangs de l'UDF, il a voté contre le projet de loi sur l'administration territoriale. Il nous explique pourquoi.

« Le rapporteur du projet de la loi Joxe s'est évertué à convaincre les députés que les regroupements intercommunaux se feraient sur la base du volontariat. Qu'en pensez-vous?

- Il ne fant pas dire qu'il n'y a pas de contrainte dans cette loi, puisqu'elle adopte le principe de la majorité qualifiée! Les deux tiers des conseillers municipaux représentant la moitié de la population ou la moitié des conseillers municipaux, représentant les deux tiers de la population, imposent leur voionté au tiers ou à la moitié restants. On abandonne la règle de l'unanimité, selon laquelle un regroupement de communes, ne se décide que si tout le monde est d'accord.

- Qu'en pensez-vous?

- C'est la seule avancée du débat qui vient d'avoir lieu. Après s'y être opposés pendant trente-deux ans, les socialistes viennent d'adopter ce principe que le général de Gaulle avait institué, en 1959, pour la créa-tion des syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU). l'avais, en 1971, étendu cette règle à la création des syndicats intercommunaus à vocation multiple (SIVOM) et des districts. Cette disposition est reprise pour les communantés de communes et les communeutés de villes. Maintenant, la droite revient dessus, ce qui est, à mon avis, une

-- Pourquoi, dans ce cas, ave vous voté contre le projet de loi? Pour plusieurs raisons. Le président de la commission départementale chargée d'établir la carte des coopérations ne devrait pas être le préfet, mais un élu désigné par elle. Dans la loi de 1971, c'était le président du conseil général qui la présidait. Le préfet se contentait de fixer la carte par un arrêté. C'est ce qui nous a valu l'absence totale de conslits dans la mise au point de quatre-vingt-onze schémas départe-

– Las socialistes n'ont-ils pas dit qu'il s'aglrait d'un « préfetnotaire » ?

- Le préset n'est pas un notaire. c'est un représentant du gouvernement! En lui demandant d'arbitrer les découpages, on le met dans une situation épouvantable. Les élus vont voter en sens contraire de ce qu'il aura sonhaité! De plus, ce serait extrêmement préjudiciable pour son autorité qu'il soit mêlé à des conflits politiques, ce qui ne manquera pourtant pas d'arriver, puisque la loi entrera en application pendant les élections cantonales, régionales et sénatoriales.

> Fusion ou regroupement

- Quelles sont les autres raisons de votre opposition? - Le sort des personnels qui travailleront dans les communes n'a pas été envisagé. Les modes de coopération sont trop nombreux. Enfin et surtout, aucun crédit supplémentaire n'a été prévu pour financer les regroupements. Les municipalités qui s'associeront pour construire des équipements com-

muns seront donc obligées d'aug-menter leurs impôts locaux.

- Fallait-il prévoir des incita-tions financières?

- Absolument. Toute réforme coûte, à son début. Dans la loi de 1971, les subventions d'équipement des communes qui fusionnaient étaient majorées de 50 % pendant cinq ans. Si la loi est tombée en désuétude, c'est que, après la mort de Georges Pompidou, on a accordé ces incitations financières du bout des lèvres. Il n'y a pas eu, hélas! de continuité dans l'action gouverne-

Dans le projet de loi actuel, les communes transfèrent cer-taines de leurs compétences (urbanisme, environnement, habitat), mals elles gardent leur identité, alors qu'elles la perdaient dans les fusions de

- Inexact. Les communes associées avaient un maire délégué qui était à la fois officier d'état civil et officier de police judiciaire.

- Des fonctions symboliques l - L'essentiel n'est pas là. Le vrai problème, c'est celui du suffrage universel. Dans les fusions, le conseil municipal était élu par l'en-semble des citoyens. Alors que dans les regroupements, c'est une administration désignée au second degré qui prend les grandes décisions. Or

il n'est pas bon que les responsable soient éloignés du public. Le projet de loi devra prévoir l'élection au suffrage universel du président de la

- Les regroupements renforceront les communes, tandis que les fusions en ont fait disparaître un certain nombre.

- Contrairement à ce que l'on croit, la loi de 1971 ne orévoyait que 6 261 disparitions de communes, sur 37 708. C'est peu, si l'on songe que plus de 11 000 d'entre elles avaient moins de deux cents habitants! Cela dit, il est vrai ou'il était important d'éviter un tron grand morcellement.

- Pourauoi?

- La présence d'unités trop petites freine la décentralisation des communes. On ne donne pas aux villes importantes toutes les compétences qu'elles pourraient recevoir narce que d'autres, sans ressources et sans autonomie, ne pourront pas les exercer. Cet émiettement empêche aussi que l'on réforme les finances locales

# Le triangle des Pyrénées

Pau, Tarbes et Lourdes font tomber les barrières géographiques et misent sur l'intercommunalité pour mieux s'ouvrir à l'Éurope

de notre correspondant

UARANTE petits kilomètres, deux départements et deux régions séparent Pau de Tarbes et Lourdes. Tout un monde! Depuis des lustres, une rivalité s'est instaurée entre les trois villes pyrénéennes. Pour corriger son image de marque, Pau est devenue, il y a deux décennies, le chef-lien des Pyrénées-Atlantiques, suggéré par son identité montagnarde afin de ne pas avoir de complexes face à ses deux rivales de toujours, vivant au pied des plus grands sommets des Hautes-Pyrénées. La première se trouve en Aquitaine et les secondes en Midi-Pyrénées. L'une est l'épicentre du Béarn et les deux autres Bigorre. Au-delà des paradoxes, ces trois villes sont appelées à avoir un destin européen commun. Elles souflouse, et sont condamnées à s'entendre si elles ne veulent pas être englouties par les stratégies de développement des deux capitales régionales du Grand Sud. Ces trois villes ont davantage enregistré et accumulé les divisions et les écartèlements que les raisons d'un partenariat économique dicté pourtant par la règle évidente du triangle géographi-

> Complémentarité et spécificité

Le consensus politique n'était pas viable entre la cité de Henri IV, la ville natale du maréchal Foch et la commune mariale de Bernadette Soubirous, qui avait même oublié de miracle dans le domaine de l'entente! Chacune des trois villes vivait de son côté et tirait son épingle du seu de la concurrence touristique. Les maires des trois villes pyré-

destinée dans une charte de réseau des villes, sous le convert de la direction de l'aménagement du territoire (DATAR). Au-delà de leurs qualités sociales de avilles à taille humaine où il fait bon

vivre», Pau, Tarbes et Lourdes bénéficient, aujourd'hui, du qualificatif de «villes intermédiaires», moins passéiste et plus dynamique, afin de jouer un rôle specifique dans une Europe ouverte. Leur complémentarité sert de pôle attractif pour une population de 200 000 habitants. Pour faire bloc contre les dangers de la technopolisation, les trois villes des Pyrénées ont décidé de prendre conscience de leurs potentialités réelles et de ne laisser à personne le non négligeables.

Leur rapprochement doit faciliter l'intercommunalité d'agglomération,

des cités que sont Bordeaux et Tou- néennes viennent de faire tomber les et peut activer une meilleure visualiderniers obstacles en associant leur sation sur la carte européenne. Ce réseau de villes doit permettre, à partir d'expériences en cours ailleurs, d'amener les acteurs publics et privés de l'aménagement et du développement à voir comment les relations contractuelles entre villes en situation de concurrence peuvent modifier les conditions qui président à leur dyna-

> Dépasser les antagonismes

La première phase de cette démarche vise à améliorer les axes routiers frontaliers dans une zone qui s'étire d'Orthez à Bagnères-de-Bi-gorre. Le projet de tunnel du Somport bénéfique par les trois artisans de doit réveiller le Béarn et la Bigorre de cette intercommunalité, qui dépassent leur situation endémique de «bout du

La perspective d'une voie internationale active reliant Bordeaux et Toulouse à Saragosse et Valence ainsi qu'un axe autoroutier longitudinal en construction entre la côte basque et le rivage méditerranéen doivent servir d'épines dorsales à cette conurbation

Un souhait exprimé par le socialiste André Labarrère, maire de Pau, le communiste Raymond Erracarret, maire de Tarbes, et le centriste Phi-lippe Douste-Blazy, maire de

Dans un second temps, cette charte doit étudier les possibilités de connecports de Pau-Uzein et de Tarbes-Ossun-Lourdes, via les chambres de commerce et d'industrie intéressées. enfin les antagonismes politiques et rère, elle doit succéder à la mythologie des fameux pays d'Adour.

### tions aériennes entre les deux aéro-

**JEAN-JACQUES ROLLAT** 

# COURRIER

Mais où sont les gares du pays de Bray?

Un article paru dans le Monde daté 7-8 avril a fort bien montré la « reconversion du pays de Bray, dernier sillon agricole normand avant la Picardie ». Le journaliste a rencontré un jeune agriculteur qui ne baisse pas les bras, et qui est passé de l'élevage paternel à la culture moderne en asséchant ses marécages... Mais l'envoyé spécial du Monde a oublié d'expliquer une chose : comment aller chez les Brayons? Il aurait donc dû interviewer les responsables de la SNCF. Il aurait ainsi appris qu'il v a deux ans environ la SNCF. malgré de vives protestations locales, a fermé la grande ligne locale: Dieppe-Forges-les-Eaux-Gournay-en-Bray-Gisors-Paris, juste à mi-chemin entre Dieppe et Gisors. Entre ces deux villes, la compagnie nationale des chemins de fer a mis en place des autocars. Lesquels circulent sur une route brayonne à deux voies, où l'on ne double pas dans toutes les lignes droites. Cela permet aux nouveaux autocars SNCF de ne pas faire la course avec des trains qui, d'ailleurs, n'existent

D'autres lignes ou gares du pays de Bray vont être fermées le dimanche, ou définitivement, ou à certaines heures. Les habitants du Tréport et de quelques autres bourgs et villages s'interrogent. Certains envisagent même de « quémander », comme le dit M. Le Vern, qui, à JEAN PERRIN | Saint-Saens, ne connaît que le Club

Méditerranée, mais pas les gares ni le vulgaire chemin de fer.

Du Tréport à Envermeu, de Dieppe à Gournay, en passant par Saint-Saens, les « péquenots brayons » se consoleront aisément de ne plus avoir de chemin de fer. Ils ont, en effet, la joie de pouvoir descendre à Rouen, comme M™ Bovary, pour contempler la merveille des merveilles : un TGV qui va tout droit de Rouen à Lyon.

LOUIS LANOIX

L'inauguration de la ligne Paris-Ğranville

J'ai été choqué par une information parue dans le Monde daté 31 mars, 1" avril à propos de la ville de Camembert dans l'Orne. Michel Loret écrit que le gendre de Marie Harel, Thomas Paynel, offrit le fromage, qui porte le nom de la cité, en 1813, à Napoléon III, lors de l'inauguration de la ligne de chemin de fer Paris-Granville.

J'ignore à quelle date a été inaugurée cette liaison ferroviaire, mais ce ne fut certainement pas en 1813, puisqu'à cette date il n'y avait encore aucune ligne de chemin de fer en France. Sans doute cette ligne a-t-elle été inaugurée sous le second Empire, sous le règne de Napoléon III, mais pas en 1813. époque ou régnait Napoléon Ia. ÉTIENNE KLING

Neuilly-sur-Seine C'est une errese de transmission qui mors a fait écrire l'année 1813 an jieu de l'année 1863. A cette date, Napoléon III était bien

goût de l'amitié.

teilles ont été vendues, dont une bonne partie à Paris, et les investissements de l'Union des vignerons ont des retombées également pour les vingt producteurs indépendants. Quant au prix moyen payé aux vignerons coopérateurs, il est passé de 3 francs le litre en 1980 à 6 francs en 1990.

BOURGOGNE

Un second pont à Mâcon

LE pont Saint-Laurent, seul pont urbain de Mâcon, dont certaines arches datent du onzième siècle, ne se contente pas d'enjamber la Saone. Il réunit aussi deux départements, la Saône-et-Loire et l'Ain, et ce faisant deux régions, la Boutgogne et Rhône-Alpes. Cet édifice, par ailleurs classé monument historique, voit passer dix-sept mille véhicules par jour. Il cristallise depuis longtemps toutes les difficultés liées aux décisions administratives lorsque celles-ci se heurtent ainsi à des zones frontières. difficultés que les divergences politiques entre élus des deux rives ne contribuent pas à aplanir.

Un pas important vers la construction d'un second pont urbain vient cependant d'être franchi depuis la rencontre récente d'élus des deux bords à Mâcon. Les maires des deux communes rivergines (Saint-Laurent-sur-Sanne et Macon), les représentants des deux conseils généraux concernés, les directeurs des services départementaux, des chambres de commerce de Mâcon et de Bourgen-Bresse, ont pour la première fois consenti à se réunir pour évoquer cet objectif. Ils ont émis le vœu de voir créer un syndicat

L'édification d'un deuxième pont urbain à Mâcon concerne une aggiomération de quatre-vingt mille habitants victime des nuisances occasionnées par ce goulet au cœur de la ville. Le financement de ce nouvel ouvrage nécessite quelque 50 millions de francs pour lesquels un montage financier est nécessaire. L'Etat se déclarant non concerné, les régions et les déparements vont être consultés

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Thierry Bréhier, Michel Delberghe et de nos correspondants Georges Chatain (Limoges), Jean Contrucci (Marseille), Claudine Mettetal (Macon) et Jean-Yves Vif (Moniins).

# L'Ile-de-France sur les traces de son passé

Le conseil régional subventionne une dizaine de communes pour sauver le « petit patrimoine »

E conseil régional d'Ile-de-France signera en juin prochain avec le département de Seine-et-Marne le premier « contrat patrimoine » de son histoire. Plus de 10 millions de francs seront mis à la disposition d'une douzzine de communes situées autour de Melun pour restaurer et mettre en valeur leur patrimoine dégradé. « Cette initiative marque la volonté de la région de s'engager clairement en faveur de ce qu'il est convenu d'appeler le « petit patrimoine », déclare M. Pierre-Charles Krieg (RPR), président du conseil régional, qui précise : « C'est un moyen de conserver l'âme de nos villages franciliens dont certains ont vu, ces dernières années, leur population considérablement évoluer et se modifier.»

Brocardés par les urbanistes, bousculés par la construction de zones pavillonnaires, ignorés par les tracés d'autoroutes, abandonnés par les schémas d'aménagement, ils ont été un peu oubliés ces pigeonniers, vieux marchés, églises rurales, lavoirs, fermes anciennes et granges, confidences d'autrefois, uni ont tous une histoire à raconter. Ces témoins des jours et des heures de jadis, dont on redécouvre aujourd'hui le charme, ont trop longtemps été étouffés par les monuments prestigieux édifiés aux portes de la capitale et dévoreurs de gros budgets pour assurer leur entretien et lutter contre les méfaits des ans.

Ainsi la région participe-t-elle activement non seulement à la restauuration des châteaux de Versailles, de Fontainebleau et de la basilique de Saint-Denis, mais aussi à la sauvegarde du château de Berc à Sucy-en-Brie (Val-de-Marne) et de celui de La Roche-Guyon (Val-d'Oise), ainsi que de l'abbaye de Royaumont. Elle s'est investie, au cours de ces dernières années, dans la mise en valeur des maisons de Jean-Jacques Rousseau à Montmorency (Val-d'Oise), de Stéphane Mallarmé à Valvins (Seine-et-Marne), de Léon Blum à Rosny-sur-Seine (Yvelines), de Chateaubriand à la Vallée aux Loups, de Claude Debussy à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) ou encore du château de Monte-Cristo à Port-Marly (Yvelines).

### Trois milie édifices

Toujours en faveur du patri-moine, 3 millions de francs ont été réservés, entre 1983 et 1989, à la restauration des orgues de l'Île-de-France, qui en possède plus de six cents. La rénovation du domaine de Villarceaux (Val-d'Oise) permettra d'accueillir « le centre international de l'art des jardins Adolphe-Chauvin » qui ouvrita ses portes en 1994. Coût: 92 millions

de francs. Enfin, l'Ile-de-France est la seule région de l'Hexagone à faire appel aux services d'un archéologue. Ses conseils sont utiles et précieux quand une importante opération d'urbanisme est décidée. Ainsi les premiers travaux lancés pour la construction d'Euro Disneyland ont-ils permis de mettre au jour un des plus grands ateliers d'Europe de fabrique de haches en pierre polie datant du néolithique. On travaille également à la restauration des sites archéologiques de Pincevent (Seine-et-Marne), réserve de silex taillé, et de Génainville (Vald'Oise), village gallo-romain. Près de trois mille édifices,

demeures royales, folies princières, maisons bourgeoises ou petits bătiments, qui escortaient la vie quotidienne des manants, illustrent l'Ile-de-France. Le conseil régional débourse, chaque année, environ 70 millions de francs pour la sauvegarde de ce patrimoine. A côté des ors, des cimaises et du fer forgé, on remarque, enfin, qu'il existe entre Brie et Orge, Beauce et Yvette, de simples charpentes, de discrets clochers ou de solides lavoirs. Et les fermes fortifiées de Seine-et-Marne ou les tranquilles églises romanes du Val-d'Oise sont

### REPÈRES

### LIMOUSIN

Union sacrée pour l'autoroute Paris-Toulouse

L'AUTOROUTE A 20 est un tronçon essentiel de la future liaison Paris-Limoges-Toulouse-Barce-lone (le Monde date 14-15 avril), dont la promesse de réalisation a été arrachée de haute lutte par les collectivités concernées. Promesse remise en cause depuis le début du mois d'avril par l'annonce gouvernementale de réduire de 102,9 millions de francs (sur un total de 400 millions de francs, soit un peu plus de 25 %) les investissements autoroutiers dans la traversée du Limousin, puis de 135 millions de francs (sur 175 millions, soit une réduction de 75 %) dans la région

La réduction budgétaire sur l'en-semble de l'itinéraire programmé est au total de 40 %. L'échéance de 1996, pour la réalisation de cet axe autoroutier, est donc, selon les diverses instances interessées, « à renvoyer aux calendes grecques ».

L'association Euro 20, émanation des chambres consulaires limousines, a organisé une opéra-tion ville morte assortie d'une manifestation de rue dans le centre de Limoges, vendredi 19 avril. L'argument de la guerre du Golfe, estime M. Jean-Marie Brachet, pré-sident de la chambre de commerce et d'industrie de la Haute-Vienne, « a bon dos, mais ne saurait excuser le non-respect des engagements successifs pris par les différents gou-

Le groupe RPR-UDF du conseil régional Limousin souligne que ces totale contradiction avec une politi aue d'aménagement du territoire. pourtant réalisée périodiquement ». Les élus socialistes, majoritaires en Limousin, affirment leur volonté d'agir pour que leur région « ne soit pas une fois de plus la victime automatique des difficultés du

### PROVENCE-ALPES -COTE D'AZUR

Le conseil général des Bouches-du-Rhône tient boutique

DEPUIS deux ans, le conseil général des Bouches-du-Rhône fait un effort important en direction de la communication. Dans ce but, plusieurs « outils » ont été créés afin d'apporter à l'opinion une meilleure connaissance des activi-

tés de l'assemblée départementale. Ainsi a été mis en place la Lettre du conscit général, un mensuel grand public, qui bénéficie de la quadrichromie et offre des articles magazines sur différents sujets ou actions dans lesquels le conseil général est impliqué ou maître d'œuvre. Les journalistes ont droit hebdomadairement a Presse Hebdo, dans le même but. Tout dernièrement. Espace public a été créé à l'intention des élus locaux.

Il ne manquait plus qu'un lieu de rencontre avec le public. C'est chose faite avec l'inauguration, le vendredi 20 avril, de ce que M. Lucien Weygand, président du conseil général, a baptisé La Bouti-que. C'est un local qui se veut nent et qui accueille désormais des et des petits déjeuners de presse.

### RHONE-ALPES

Chambéry rachète un centre aquatique privé

AUCUN repreneur ne s'étant manifesté, la ville de Chambéry a décidé de racheter le centre aquatique Nautiparc, ouvert en 1988 par une société privée locale, à proximité d'un centre commercial. Conçu avec piscine à vagues, bains bouillonnants, centre de remise en forme et restaurant, cet équipe-ment aura coûté 27 millions de francs à son promoteur qui souhaitait l'utiliser comme prototype d'une nouvelle chaine. Une fréquentation insuffisante, de l'ordre de 150 000 entrées alors que le seuil de rentabilité était fixé à 200 000, a conduit l'entreprise au

dépôt de bilan. Pour éviter la liquidation, la municipalité dirigée par Louis Bes-son, ministre socialiste de l'équipement, s'est portée candidate auprès du tribunal de commerce qui a fixè le montant de la reprise à 2,3 millions de francs. La piscine municipale étant surchargée, le centre devrait être utilisé par les écoles et les associations locales.

# La grande misère des commissaires-enquêteurs

Chargés de consulter le public sur les projets de l'administration ou des élus locaux, ces « honnêtes hommes » ont des rémunérations indécentes

Des milliers d'enquêtes publiques, destinées à recueillir les observations des populations concernées sur des projets d'aménagements, ont lieu chaque année en France. L'homme-orchestre de ces missions délicates est le commissaire-enquêteur. A lui d'examiner les documents du dossier, d'interroger l'administration, de visiter les lieux, d'organiser des réunions publiques, de faire parler les riverains, bref de se transformer en expert ou en magistrat avant d'émettre un avis. Une tâche pour laquelle les bénévoles qui occupent temporairement cette fonction n'ont pas forcément été préparés.

A future lizison Eole, cette nouvelle ligne qui reliera l'Ouest parisien avec les gares du Nord et de l'Est, est une affaire importante? L'homme chargé de piloter l'enquête publique n'a pourtant aucune expérience en la matière. Quelles que soient les qualités personnelles ou professionnelles de cet ancien magistrat, c'est

un novice... L'annulation de la grosse ZAC de Rueil 2000 (Hauts-de-Seine), l'an passé? On la doit à une erreur de procédure du commissaireenquêteur, commise lors d'une réunion publique houleuse.

Ces exemples ne sont pas les seuls. Chaque année ont lieu des milliers d'enquêtes publiques, desti-nées à recueillir les observations, voire les contre-propositions du public sur des projets importants ou comportant des risques pour l'environnement: autoroutes, TGV, installations classées, modifications de documents d'urbanisme, déboisements, etc. Or, dans de nombreux cas, le commissaire-enquêteur ne fait pas vraiment le poids.

Drôle d'activité que celle de commissaire-enquêteur. Elle nécessite d'avoir de bonnes connaissances en droit, et aussi des talents pour suscitaut, aucune compétence n'est exi-gée li suffit de s'inscrire sur les listes tenues par les préfectures et tribunaux administratifs. Si les enjeux sont importants, les rémunérations apparaissent vien maigres. Une vacation (une demi-journée) égale 148 francs imposables, sachant

partisan de l'intervention des

associations. » Quelques sou-venirs aussi de l'époque de Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de

vie de Valéry Giscard d'Estaing.

« Les associations qui ont connu ces années là veulent un grand ministère. Elle savent que c'est efficace. »

prématurément l'administra-

tion, pour « faire autre chose ».

Désireux de transformer une rue parisienne en espace pié-

tonnier, il intègre le monde associatif (Association des

droits du piéton, puis Bureau de liaison des associations de la

région parisienne), ce qui l'amène à siéger au Conseil

économique et social (CES). Il

s'inscrit parallèlement sur les listes des commissaires-

enquêteurs et se fait connaître.

associatif, il partage son temps entre des enquêtes et la com-pagnie qu'il a fondée. Elle compte désormais neur cants

adhérents mais n'a toujours ni

Le président de la CNCE n'est

pas de ceux qui aiment les éclats. Même lorsqu'il martèle

que « l'administration et les élus

ne sont pas forcément déten-teurs de l'intérêt général», son

ton demeure respectueux. Les

critiques contre le poids des

anciens fonctionnaires au sein

des commissaires-enquêteurs

«La France est un pays de droit administratif, explique-t-il. L'ex-

périence prouve que ces der

niers ont une connaissance des

textes et de leur application

que le profane n'a pas. Leur

tendance, c'est vrai, serait de

défendre les projets des pou-voirs publics. A nous de les

sensibiliser sur la nouvelle

Il n'élude pas devantage le

problème de l'âge. « C'est avant tout une question de

capacité physique et intellec-

capable d'apprécier... Cela

étant, nous sommes favorables

à un système vérifiant les apti-

H. G.

tudes des candidats. »

secrétaire ni local...

Aujourd'hui, après avoir

En 1977, René Bourny quitte

René Bourny

un homme d'expérience

L'itinéraire du président-fondateur

de la Compagnie nationale

des commissaires-enquêteurs

¶L a imposé à la RATP de dis-

tribuer des milliers de tracts en Seine-Saint-Denis fors de

l'enquête sur le tramway de

Bobigny et convaincu la Ville de Paris d'organiser une réunion

publique pour le stade Charléty. Il lui est aussi arrivé de contrer

l'administration de l'équipe-ment à propos d'infrastructures

lourdes ou d'amener la SNCF à modifier légèrement des tracés de TGV. Bref, René Bourny est un commissaire-enquêteur qui

sait faire jouer ses pouvoirs à

Cet homme sobre et discret

de soixante-quinze ans est

aussi l'auteur d'un rapport de 1981 sur le rôle des commis-

saires-enquêteurs, dont on retrouve nombre de conclu-

sions dans la loi Bourchardeau. En 1987, c'est encore lui qui

crée la Compagnie nationale

des commissaires-enquêteurs

(CNCE). Bien conscient que ces

derniers ont besoin d'être for-més, il comble ainsi le vide

laissé par les pouvoirs publics.

Défendre

l'Intérêt général

Long itinéraire que celui de René Bourny I Ingénieur en chef des ponts et chaussées, ce

dernier a passé trente ans dans

l'administration de l'équipe-ment. A partir de 1943, il tra-

vaille successivement au com-

missariat puis au ministère de

la reconstruction, au district de

la région parisienne, enfin dans

le Val-d'Oise, comme directeur

de la construction. Lors de la

fusion des ministères des tra-

vaux publics et de la construc-

tion, il devient enfin directeur

adjoint de l'équipement, chargé

Changement de cap en 1972.

Le premier ministère de l'envi-

ronnement vient d'être confié à

Robert Poujade, qui recrute vite

des délégués régionaux (DRE) chargés de pracher la bonne

parole en province. René Bourny ira à Amiens, où il met

sur pied un catelier régional

des sites et paysages s. « A l'époque, nous relevions direc-tement du ministre », se rap-

pelle-t-il. Et d'ajouter : «Robert

Poujade était un précurseur.

de la construction.

plein. Un vrai « pro ».

qu'une enquête représente en moyenne une dizaine de vacations. A titre d'exemple, la commission d'enquête (neuf personnes) chargée de l'interconnexion des TGV a coûté environ 60 000 francs à l'Etat... à comparer aux six milliards de francs de travaux concernés.

Ni experts, ni magistrats, les com-missaires-enquêteurs sont des colla-borateurs du service public d'un genre inédit. Pour décrire leur pro-fil, on a a pas trouvé mieux que la formule un peu désuète d'uhounête homme». La loi Bouchardeau de 1983 en a fait des personnages importants. Information du public, accès à tous documents utiles, visité des lieux, prolongation de l'enquête ou organisation de réunions publiques... Le commissaire-enquêteur \* nouvelle formule » dispose d'une réelle marge de manœuvre. Outre les observations, voire les contre-propo-sitions du public, son rapport donne une opinion personnelle. Certes, le maître d'ouvrage n'est pas lie par ses conclusions. Mais ces dernières seront importantes si le projet est attaqué en justice, l'avis défavorable permettant l'arrêt immédiat des tra-vaux (sursis à exécution) (1).

### Peu de débats contradictoires

Et dans la pratique? Les espoirs qu'a fait naître la loi ont été déçus. foules : le nucléaire, l'installation de décharges et de porcheries, ou récemment le TGV-Méditerranée. Mais dans l'ensemble, les enquêtes publiques n'ont guère suscité le dénat contradictoire et constructif que l'on attendait. Surtout lorsqu'aucune a sociation de défense n'est la pour mobiliser. Sur les 10 000 enquêtes Bouchardeau annuelles, une petite minorité seulement aboutit à un avis défavorable. A croire que la copie des élus et de l'administration est toujours par-

Les Français ont sans doute du mal à se sentir concernés par une procédure que bien souvent ils jugent biaisée. Mais les commissaires enquêteurs ont aussi leur part de responsabilité : ont-ils utilisé pleinement leurs nouveaux pou-voirs? L'administration ne leur a guère facilité la tâche, puisqu'aucun système de formation ou de contrôle des compétences n'a été mis en œuvre. Ne serait-ce l'initiative heu-reuse de René Bourny, qui a fondé en 1987 la Compagnie nationale des commissaires-enquêteurs (CNCE) en vue de former (et de défendre) ces derniers, ou la bonne volonté d'une poignée de tribunaux admi-nistratifs et directions régionales de l'architecture et de l'environnement

(DRAE), rien ne se ferait. Pas étonnant dans ces conditions si la compétence des commissairesenquêteurs laisse parsois à désirer. « Il nous est arrivé de recevoir des rapports qui n'étaient même pas signės! Plus souvent, les documents sont mal dactylographies ou franche-ment illisibles », racontait ainsi Jean-Pierre Blin, président du tribunal administratif d'Amiens, lors d'une session de formation organisée récemment par la CNCE en Picardie. «Il y a quelques mois, un com-missaire-enquêteur m'a appelé pour me dire qu'on lui avait proposé un poste... alors qu'on lui avait demandé de faire une enquête sur un POS», ajoute René Bourny.

### Un recrutement délicat

Certains font des erreurs de procédure ou acceptent les conditions des maîtres d'ouvrages (délais serrés, amettent purement et simplement leurs conclusions personnelles. « Très souvent, les débutants écrivent : personne n'est venu me voir. Il n'y a eu aucune observation. Je donne donc un avis favorable. » Cela peut constituer une irrégularité. explique Jean-Pierre Blin. A l'inverse, René Bourny cite en modèle ce commissaire-enquêteur normand qui donna un avis negatif sur une base de loisir que nul ne contestait, estimant le projet disproportionné pour la commune. Car il est aussi de très bons professionnels.

En fait, tout repose sur le pro-blème du recrutement. Certaines professions pourraient être intéressées, comme les architectes ou les géomètres-experts; les questions financières les en détournent vite. Les retraités, eux, font souvent des enquêtes pour « rester en contact ». Mais, faute de sélection, leur compétence n'est pas générale, et leur disponibilité limitée. « Pendant les



vacances scolaires, ils gardent leurs petits-enfants. Quand il neige, ils n'aiment pas se déplacer. Parfois, nous avons du mal à trouver que qu'un », témoigne ainsi Marie-Chris-tine Ladent, du tribunal administratif d'Amiens. Certaines critiques visent l'omniprésence d'anciens fonctionnaires (magistrats, anciens de l'Équipement ou des Domaines...). « Ils ont tendance à ne voir que le côté administratif des choses », lance Jacques Latron, ex-

mann et commissaire-enquêteur spé-cialisé dans les installations classées. Mais peut-on demander à des quasi-bénévoles d'être parfaits? Leur imposer une sélection, voire des sanctions? « C'est la quadrature du cercle. L'administration ne le dit pas ouvertement, mais le système l'arrange», estime Jacques Latron. Et d'expliquer que des bénévoles ne sauraient avoir aucune prise sur

directeur de filiale d'Ugine-Kuhl-

Convaincue qu'un système plus

enquêtes publiques, la CNCE se bat pour une revalorisation des indem nités qu'elle juge aujourd'hui s lamentables ». Selon René Bourny, il faudrait les tripler pour bien faire. Toutefois, ni les multiples questions écrites posées à l'Assemblée nationale, ni même les promesses du premier ministre pour le budget 1991 n'ont abouti.

### HÉLÈNE GIRAUD

(1) La loi Bouchardeau relative à «la protection de l'environnement et à la démo-cratisation des enquêtes publiques» n'a pas modifié toutes les enquêtes publiques. Les enquêtes dites e de droit communa (enquêtes parcellaires, classements de voi-ries...) sont inchangées, leur commissaire-enquêteur étant toujours nommé par le préfet. A noter enfin qu'une même opéra-tion peut donner lieu à plusieurs enquêtes, telle une ZAC (enquête sur le plan d'aménagement de zone, enquête d'utilité publique s'il y a expropriation, enquête parcellaire...). Dans ce cas, la loi Bouchardean permet de simplifier la procédure grâce à

# sélectif améliorerait la pratique des Un citoyen

au-dessus de tout soupçon

de notre bureau régional

PEU de dossiers d'enquête publique ont été aussi explosifs », ces derniers mois, à Lyon, que celui du projet de bouclage du boulevard périphérique dans sa partie nord. Cet ensemble d'ouvrages doit être concédé au secteur privé. Plusieurs des commissaires-enquêteurs chargés de se prononcar sur le classement de la future voirie et son utilité publique, comme sur son impact écologique sur les berges du Rhône, s'en tiennent encore aujourd'hui aux conclusions - publiques - de leurs rapports, peu désireux de reprendre la parole avant que les clameurs ne scient retorn-

#### Conserver une activité intellectuelle

L'un d'entre eux, presque téméraire, affirme en tout cas avoir agi « en son âme et conscience », avant de se prononcer en faveur du projet, sous condition de quelques aiustements. Désireux de garder l'anonymat, il a eu le senti-ment de « servir l'intérêt géné-

Ancien ingénieur des travaux publics de l'Etat, en retraite depuis quatre ans, M. P. L. a accepté de figurer sur les listes officielles de commissairesenquêteurs pour conserver une activité intellectuelle et, dit-il en riant, e ne pas vieillir ». Les enquêtes occupent maintenant la moitié de son année et conservent un caracièra « occasionnel », sans quoi l'administration des impôts commencerait à froncer le sourcil.

Confronté au soupçon de conserver tout de même une solidarité de corps avec ses anciens collègues, il avence les arguments définitifs de la compétence et du bon sens, celui qui ne saurait mentir. A propos des berges du Rhône, il a eu à cœur de rechercher dans son dictionnaire la définition exacte du mot «berge». Puis II a plongé dans un savant ouvrage sur l'histoire du fleuve-roi, entre le Léman et la mer, afin de mesurer comment l'écosystème s'est adapté au fil du

GÉRARD BUÉTAS

A l'issue de la conférence de Ouagadougou

**OUAGADOUGOU** 

aux chefs d'Etat.

de notre envoyée spéciale « C'est une décision d'une impor-tance primordiale, a assuré M. Béré-govoy. L'idée consiste à dire : puisgovoy. L'idee consiste à une pass qu'il y a une monnaie unique, pourquoi ne pas crèer un vaste mar-ché unique, avec des règles communes allant de l'harmonisation fiscale jus-qu'au droit des affaires et à la sécurité des investissements, pour crèer un des investissements, pour créer un espace plus large, sur le plan commer-cial et économique, comme ce que nous avons fait en Europe ?» « Les difficultés sont nombreuses, a ajouté le ministre, mais la volonté existe d'aller dans cette direction.

De fait, cette décision, si elle est appliquée, constitue pour les pays concernés une planche de salut et conditionne la survie à terme de la zone franc, menacée par la crise éco-nomique et financière de l'Afrique. La zone n'a en effet jusqu'ici quasi ment aucun soubassement économi ment aucun soubassement économique. Les treize pays membres, divisés en deux sous-ensembles - l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale - auxquels s'ajoutent les Comores, n'ont qu'un seul point commun : le franc CFA, rattaché au franc français par une parité inchan-gée depuis 1948, parité garantie par la France.

En dehors de cette monnaie uni que, les pays membres constituent une mosaïque d'environnements économiques différents, mal reliés entre eux. Le commerce interrégional ne représente que 5 % des échanges totaux de la zone. Des politiques budgétaires non coordonnées et le

plus souvent laxistes, jointes à une politique monétaire commune, elle très stricte, imposée par la France, ont abouti à une crise de liquidités grave dans la plupart des Elats membres, tandis que l'existence d'une monnaie forte greffée sur des économies délabrées pénalisait largement les entreprises. Depuis plusieurs années, le FMI et la Banque mondiale ont suggéré une dévaluation massive du franc CFA. Refusant la dévaluation, les pays membres de la zone franc n'en ont pas moins pris conscience de la fragilité du système actuel. Dans ces circonstances, l'intégration économique apparaît comme la seule voie de sortie « par le haut ».

«L'Afrique avec ses vingt-trois Etats de moins de 5 millions d'habitants (...) sera marginalisée, a affirmé le 25 avril le président du Burkina-Faso, si elle n'édifie pas rapidement à l'image de l'Europe, de l'Amérique du Nord, du Pacifique, de vastes espaces économiques et monétaires». «La crise économique générale pousse, elle aussi, dans le même sens, a souligné M. Bérégovoy. Il y avait des pays au bas de l'échelle et d'autres plus prosperes. Mals, quand tout le monde connaît des difficultés, on se dit : si on s'unissait, on pourrait progresser. » Enfin, a ajouté le ministre, le processus de démocratisation engagé en Afrique permet de surmonter les obstacles politiques jadis irréductibles.

L'intégration économique permettra des économies d'échelle, même dans le secteur public, pléthorique et trop coûteux; elle créera des marchés intérieurs plus consistants - avec 70 millions d'habitants, la zone franc n'a qu'un PNB équivalant à une fois et demi celui du Maroc! - favorisant le développement et l'implantation d'entreprises; elle améliorera l'efficacité de l'aide internationale, jusqu'ici trop éparpillée. Le processus favorisera une harmonisation des politiques budgétaire, fiscale et sociale, ainsi qu'une meilleure utilisation de l'épargne locale, souvent gelée ou placée à l'étranger, etc. Enfin, la création d'une autorité économique communautaire permettra d'améliorer les contrôles, largement inexistants dans tous les domaines économiques. « ll y a un marché, mais il est pour l'essentiei clandestin», a souligné M. Bérégovoy; on échange des produits d'un pays à l'autre, mais ils échappent à l'impôt, et les Etats qui ont besoin de recettes fiscales pour assurer leur développement n'en disposent pas...» .

Dans un premier temps, l'union devrait se limiter à des domaines précis - assurances, épargne, droit des sociétés, etc. - et rester limitée aux sept Etats de l'Afrique de l'Ouest, réunis au sein de l'UMOA (Union monétaire ouest-africaine), plus avancés dans la voie de l'inté-

**VÉRONIQUE MAURUS** 

(1) Les sept Etats de l'Afrique de l'Ouest: Bénin, Burkina-Faso, Côte-d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo, plus les six Etats d'Afrique centrale: Cameroun, Centrafri-que, Congo, Gabon, Guinée-Equatoriale, Tchad, ainsi que la République des

### Les deux repreneurs de la société de Bourse Tuffier font appel

Cogespar et Altus Finance (Crédit lyonnais), les deux repreneurs de la société de Bourse Tuffier-Ravier-Py (TRP), vont faire appel du jugement du tribunal de commerce de Paris du 18 avril qui mettait à leur charge la totalité des suspens quels qu'ils soient (le Monde du 20 avril). Ces transactions boursières réalisées mais non dénouées alourdiraient, selon les acquéreurs, le coût de la reprise d'environ 300 millions de francs. Interrogé par l'agence Reuter une source proche des repreneurs a confirmé que «l'appel était dans la logique de leur position».

Dans un communiqué publié, vendredi 26 avril, à la suite de la décision des repreneurs – l'appel pouvant retarder l'indemnisation des cinq mille clients de TRP, – M<sup>®</sup> Colette Neuville, présidente de l'Association pour la défense des intérêts des clients de Tuffier-Ravier-Py, s'est retournée vers la filiale du Crédit retournée vers la filiale du Crédit lyonnais pour lui demander des assurances. Selon Mr. Neuville, M. Jean-François Hénin, son directeur général, a déclaré que «Altus Finance Gestion (1) ayant pour actionnaire de référence Altus Finance, les dépôts des clients y sont en toute sécurité. »

(1) Filiale commune de Cogespar et d'Al-tus Finance à laquelle le tribunal de com-merce de Paris avait confié la reprise des actifs de TRP.

### BILLET

## TVHD : une décision bien pesée

Le D2 Mac Paquet, norme européenne de télévision destinée à faire la soudure entre les standards actuels (PAL allemand et SECAM français) et la télévision à haute définition (TVHD), dont l'avenement est prévu pour 1995, ne sera pas

L'accord intervenu à Bruxelles entre tous les partenaires intéressés (le Monde du 26 avril) - les industriels fabricants 'd'équipements (réception, émission), les opérateurs de satellites, les diffuseurs par câble et les producteurs de programmes - le met en selle. Catte décision va permettre de lancer la production d'émissions et de commercialiser de nouveaux téléviseurs au format agrandi 16/9.

Au moment où des voix

s'élèvent pour prêcher prudence et attentisme quand les progrès technologiques aux Etats-Unis laissent espérer pour demain une TVHD entièrement numérique (la TVHD européenne reste fondée sur des images analogiques), cette victoire du D2 Mac Paquet peut apparaître comme une victoire à la Pyrrhus. Mais la Commission de Bruxelles n'avait pas le choix. Les industriels européens, essentiellement les groupes français Thomson et néerlandais Philips, étaient trop engagés pour faire demi-tour.

Renoncer au D2 Mac, pour céder aux sirènes d'une technologie encore en devenir, serait revenu à signer leur arrêt de mort quand les efforts fournis pour mettre au point une télévision purement européenne destinée à barrer la route à l'hégémonie japonaise les avaient déjà terriblement affaiblis. Personne n'aurait compris la raison de cet

Pourquoi avoir en effet accordé, dans le cadre d'Eurêka, une puissante aide financière aux deux géants pour ensuite les laisser tomber? Mieux valait privilégier une solution sans doute bâtarde que de se lancer hātivement dans un virage . technologique dont nul n'est en mesure de dire s'il débouchera avant le vingt et unième siècle sur des usages grand public.

La solution retenue a la double l'enjeu industriel et de préserver des milliers d'emplois. Elle est beaucoup moins frileuse qu'il n'y paraît. Les experts de la Commission se sont bien gardés d'imposer le D2 Mac comme norme unique. Ce standard cohabitera avec ceux existants.

Même avec le soutien financier de Bruxelles, toutes les parties impliquées vont devoir maintenant investir. La décision de Bruxelles laisse aussi une porte ouverte sur les techniques du futur. Elle signe la victoire du simulcast (émission simultanée en plusieurs standards) et donne à l'usager le droit de dire s'il accepte ou non de payer un surcoût pour faire un pas vers une télévision radicalement transformée mais qui n'a pas encore terminé sa mutation.

ANDRÉ DESSOT

# Les résultats des assureurs français sont dopés par leur activité internationale

Au-delà des chiffres d'affaires en très forte progression, essen-tiellement due à l'intégration de leurs nombreuses acquisitions, des conditions d'exploitation difficiles en France liées à la hausse de la sinistralité (tempêtes de début 1990), des résultats nets aux évolutions mitigées, l'année 1990 aura surtout été marquée, pour les cinq grands assureurs français -UAP, Victoire, AXA, AGF, GAN - par la montée en puissance de 'international.

Dans une année 1990 perturbée, les cinq principaux assureurs français – les trois compagnies publiques UAP (Union des assurances de Paris), AGF (Assurances générales de France), GAN (Groupe des assurances nationales) et les deux groupes privés Victoire et AXA - ont connu une croissance particulièrement élevée, dépassant même 50 % pour le numéro un français du secteur. Celle-ci s'explique en bonne partie par les nouvelles acquisitions ou prises de participation telles que Victoire pour l'UAP (qui en détient 34 %) ou Nieuw Rotterdam, La Laurentienne Générale et Prudential Italie pour Victoire.

Plus modeste à périmètre constant pour l'UAP (+ 9,4 %), pour Victoire (+7,8 %) ou pour AXA (+8%) qui n'a pas intégré de nouvelles sociétés en 1990, la croissance n'en demenre pas moins réelle et supérieure à celle du marrance en France. En

dommages (IARD : incendic, accidents, risques divers), celui-ci a crû de 5 %, à 201 milliards de francs. Mais c'est en vie et capitalisation, où il a atteint 206 milliards de francs, que la rupture de croissance a été brutale, avec une timide pro-gression de 3 %, loin des scores à deux chiffres que l'on connaissait les années précédentes. Cette légère hausse masque en fait un fléchisse-ment net de la capitalisation (vente de produits d'assurance-vie distribués par les réseaux bancaires), passée de 55 milliards en 1989 à 39 milliards en 1990.

> Dégradation dans le secteur dommages

C'est donc dans l'international qu'il faut chercher la principale cause de gonflement de l'activité des assureurs français. Le détenteur du record est le groupe Vic-toire, dont le chiffre d'affaires à l'étranger, notamment avec sa filiale allemande Colonia acquise en 1989, atteint 66 % du total, alors qu'il n'en représentait que 19,4 % en 1988. Moins spectaculaires, les performances internationales des autres assureurs sont sensibles : 47 % du chiffre d'affaires à PUAP (contre 35 % en 1989), en grande partie grâce à sa participa-tion dans Victoire, de l'ordre de 30 % chez AXA, aux AGF et au

Satisfaisant en volume, le métier d'assureur l'a beaucoup moins été en rentabilité. Outre la concurrence, les tempêtes du début 1990 sont les principales responsables de la dégradation des conditions d'exploitation dans le secteur dom-

bondir le taux de sinistralité (montant des sinistres par rapport aux primes) de 80,8 % en 1989 à 89,5 % en 1990. Même évolution aux AGF et au GAN, dont les filiales anglaises on irlandaises ont été particulièrement touchées. Chez AXA, on souligne aussi le poids des risques industriels. Les sources de bénéfices sont donc à chercher du côté de l'assurance-vie et des activités financières, avec le dégagement de plusvalues réalisées au cours du premier semestre 1990, avant que la

mages, exploitation déficitaire en France comme à l'étranger. Elles coûtent ainsi quelque 700 millions

de francs à l'UAP, dont elles font

crise du Golfe perturbe les marchés boursiers. Dans l'ensemble, les plus-values réalisées ont représenté environ 15 % du stock de plus-values latentes, ce qui est considéré comme correct. Seul le groupe Victoire fait exception, avec une proportion de 28 %, déjà affichée en 1989, qui se justifie par la nécessité de financer ses acquisitions

L'augmentation des sinistres explique que les bénéfices n'aient pas connu, avec une hausse de 7 % pour les cinq compagnies, la même progression que le chiffre d'af-faires, ni le rythme de l'année précédente (plus de 20 %). Mais les actionnaires, publics on privés, ne devraient pas pâtir de cette évolution puisqu'ils voient tous la distribution du dividende augmenter sensiblement. Pour sa part, l'Etat devrait toucher environ 1,4 milliard de francs en provenance de ses trois compagnies

CLAIRE BLANDIN et YVES MAMOU

	Chiffre d'affaires consolidé		Résnitat net consolidé (part du groupe)		Provisions techniques consolidées		Fonds propres consolidés (part du groupe)	
4.	1990	90/89	1990	90/89	1990	90/89	1990	90/89
UAP	97,3	+ 50,9 %	4,2	+ 34,6 %	318	+ 45,9 %	33,3	+ 50 %
Groupe Victoire	58,37	+ 15,1 %	L, <b>8</b> 3	+ 5,2 %	171	+ 15,3 %	19	+ 19,2 %
AYA	48,2	+ 8 %	4,04	- 1,5 %	ND	ND	35	+ 25 %
(y compris les materiles)	46	+ 20 %	2,7	+ 5 %	134	+ 15,7 %	20,2	+ 52 %
GAN	33,5	+ 22,1 %	2,4	- 4,5 %	105,9	+ 22 %	17,4	+ 29,9 %

En milliards de francs. ND : non disponible.

# Avec une baisse de 2,8 % du PNB La croissance américaine chute fortement au premier trimestre

Les Etats-Unis sont officiellement entrés en récession. Vendredi 26 avril, le département du commerce a annoncé qu'au premier trimestre le PNB américain avait chuté de 2,8 % en rythme annuel, un résultat qui fait suite à la baisse de 1,6 % enregistrée au cours des trois derniers mois de 1990. Le cycle de croissance exceptionnellement long dont avaient bénéficié les Etats-Unis depuis la sortie de la crise de 1981-1982 est donc achevé. Il reste à

La plupart des analystes avaient anticipé une chute de croissance un pen moins forte. De plus, l'aggravation de la crise entre les derniers mois de 1990 et les premiers de cette année s'est accompagnée d'une accé-

savoir combien de temps durera

cette phase de croissance négative.

lération de la hausse des prix : l'évo-lution du PNB fait ressortir un taux d'inflation de 5,1 % en rythme annuel au dernier trimestre, contre 4,7 % au cours du précédent.

Cette hausse des prix ne devrait cependant pas influencer la politique monétaire des Etats-Unis, les responsables du pays ayant, au cours des derniers jours, multiplié les appels à la relance de la croissance mondiale. Ils doivent, dimanche 28 avril, lors de la réunion du groupe des Sept à Washington, tenter de convaincre leurs partenaires des pays industrialisés, l'Allemagne notamment, d'abaisser leurs taux d'intérêt. Le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, a déclaré, le 26 avril, que les Etats-Unis ne devaient pas chercher à sortir de la récession par le biais de

# M. Soisson saisit l'inspection du travail de quatre jours

M. Jean-Pierre Soisson a indiqué, jeudi 25 avril à l'Assemblée nationale, qu'il avait demandé à l'inspection du travail d'examiner « les conséquences » que pouvait avoir sur la santé et la sécurité des salariés, la mise en place, depuis le 22 avril, de la semaine de quatre jours à l'usine Peugeot-Talbot de

Le ministre du travail estime que cette nouvelle organisation hebdomadaire « n'est pas sans inconvénients », même si, par ail-leurs, la légalité de l'accord conclu entre la direction de PSA et trois organisations syndicales « n'est nullement contestable ». M. Soisson s'est déclaré « tout à fait conscient des difficultés qui pouvaient résulter d'une organisation qui pèse aussi sur la vie familiale des salaries ».

### Augmentation de 2.1 % en mars du nombre de chômeurs indemnisés

Avec 2 321 000 chômeurs indemnisés (au lieu de 2 311 700 en sévrier), le nombre des allocataires des ASSEDIC a augmenté au mois de mars de 0,4 % en données brutes, selon les statistiques diffusées, vendredi 26 avril, par l'UNE-DIC. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre d'allocataires a progressé de 2,1 % en un mois, soit une hausse de 6,6 % en un an. Tandis que le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés (1 972 200) a augmenté en mars de 10,2 %, celui des chômeurs en formation (83 000) a progressé de 35 %. En revanche, le total des préretraités indemnisés a continué de baisser (- 18,3 % sur

**EN BREF**  30 milliards de francs de déficit en 1990 pour les compagnies aériennes américaines. - Selon l'Institut du transport aérien (ITA), les compagnies aériennes américaines ont perdu an moins 5 mil-liards de dollars (30 milliards de francs) au cours de l'année 1990. Le résultat net de Continental Airlines – en cessation de paiement – s'établit à – 82,3 milliards de dollars, celui de Eastern Airlines - en liquidation - à - 1,1 milliard, celui de PanAm - en cessation de paie-ment - à - 400 millions au moins et celni de USAir, à - 454 millions. Parmi les grandes compagnies, scules United (+ 94 millions de dollars) et Southwest (+ 47 millions) affichent des comptes nets

D Effectifs de Siemens : rectificatif. - Le groupe allemand Siemens (électronique et électromécanique) envisage bien de supprimer des emplois dans la région de Munich (2 000 selon la fédération syndicale IG Metal), mais ces compres-sions d'effectifs ne sont pas motivées a par l'abandon du projet de fabrication de certains circuits intègrés (mémoires 4 mégabits)», comme nous l'avons indiqué, par erreur, sur la foi d'une dépêche AFP dans nos éditions datées du 16 avril. Siemens continuera de produire ces mémoires, mais a décidé d'en confier la réalisation – jusqu'ici assurée par l'unité pilote de Perlach - à son usine de Ratisbonne, conçue pour la fabrication

La France et l'Espagne lancent le tunnel du Somport. - M. Louis Besson, ministre de l'équipement, et M. José Borrell, son homologue espagnol, ont signé, le 25 avril, la espagnol, our signe, le 20 million convention pour la réalisation d'un runnel routier sous le col du Somport (Pyrénées-Atlantiques). Les 8,6 kilomètres de l'ouvrage coûteront 950 millions de francs, financés par la CEE, pour 210 milions, et la France, pour 315 millions, le solde étant apporté par l'Espagne qui accueille sur son territoire les deux tiers du tunnel. Celui-ci sera gratuit et sa mise en service est prévue pour 1995.

Braxelles accepte l'OPA de la Redoute sur Empire Stores. - La Commission de Bruxelles a auto-

risé, le 26 avril, l'offre publique d'achat lancée par le numéro 1 français de la vente par correspondance, la Redoute, sur la cinquième entreprise britannique du secteur, Empire Stores. La Commission a estimé que cette acquisi-tion d'au moins 50 % du capital d'Empire Stores ne créerait pas de position dominante sur le marché britannique. Elle avait donné, en février, son accord au rappro-chement entre l'allemand Otto Vesand et le britannique Grattan.

🛘 TAT rachète à Air France 10 % de son propre capital. - Obligée par la Commission de Bruxelles de vendre les 35 % du capital de la compagnie régionale TAT qu'elle

détenait, Air France avait rétrocédé, en janvier dernier, 10 % de ce capital au Crédit national. Elle vient, selon le quotidien économique la Cote Dessossès, de revendre 10 % de ses actions TAT au holding Sasmat de la famille Marchais, qui contrôle la majorité du capital de la compagnie régionale. Air France a jusqu'au lejuillet 1992 pour trouver l'acquéreur des 15 % restant en sa possession.

> Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Rens.: 45-55-91-82, poste 4330

# REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 22 AU 26 AVRIL

### **PARIS**

# **Frissons**

INDICE CAC 40 bien : « En avril ne te découvre pas d'un fil ». Quelques gelées blanches ont donc fait leur réapparition ces derniers

Vivienne. La Bourse a frissonné. Mais elle a beaucoup mieux résisté, cette fois, à ces dernières rigueurs hivernales.

La remise en selle avait pourtant été pénible. De nouvelles ventes bénéficiaires avaient contraint, lundi, le marché à continuer sa retraite (- 1,34 %) mais mardi, pour la première séance du nouveau mois boursier, le marché reprit de la hauteur. Il ne parvint pas toutefois à maintenir intégralement son altitude initiale (+ 1,14 %) pour finalement se stabiliser à 0,83 %. Le lendemain se furent de brefs aller et retour de chaque côté du point d'équilibre. La journée devait s'achever sur une quasi-immobilisation de l'indice (+ 0.01 %).

Le même phénomène se reproduisit jeudi mais, cette fois, avec un peu d'effritement au bout (- 0,28 %). Jamais deux sans trois. A la veille du week-end, le même petit jeu du passage du rouge au vert, et vice versa, reprit. Le suspense dura jusqu'au bout. Finalement, après de multiples rebondissements, l'indice CAC 40 fléchissait de 0,13 %. Bref. d'un vendredi à l'autre, le mercure n'a en définitive qu'assez peu baissé (~ 0,89 %) au Palais Brongniart.

a Frissons sans fièvre », résuma laconiquement un fondé de pouvoir. Le fait est : la multinlication des mauvaises nouvelles augmente singulièrement la résistance de la Bourse au lieu de l'entamer. Dieu sait s'il y en eut cette semaine. A commencer par une étude du Crédit lyonnais qui a confirmé les craintes éprouvées par la Sanque de France, l'IPECODE et l'INSEE à l'égard de la croissance en France pour 1991. Celle-ci sera faible et en tout cas pas supérieure à 1,6 %. estiment les experts de la banque du boulevard des Italiens.

### Des raisons d'espérer

Et comme si cela ne suffisait pas à saper l'optimisme des boursiers, le département américain du commerce annonçait la chute inattendue des commandes de biens durables (- 6,2 %) pour mars, revenues ainsi à leur plus bas niveau depuis trois ans. La coupe n'était pas encore pleine puisque, coup sur coup, l'on apprenait que le déficit commercial de la France s'était aggravé le même mois et que le châmage avait franchi la barre des 2,6 millions de demandeurs d'emploi. Difficile de trouver des preuves plus cinglantes de l'insistance de la récession à ne pas lächer prise.

Mais les investisseurs se refusent pour l'instant à broyer du noir. Ils voient au contraire dans toutes ces mauvaises nouvelles des raisons supplémentaires

d'espérer qu'un certain nombre de mesures seront prises pour favoriser la décienchement de la reprise économique. Cela a conduit M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, à rassurer sur la situation budgétaire et à promettre de ne pas lever de nouveaux impôts, ni à mettre en œuvre un plan de rigueur. De son côté, M. François Perigot, patron des patrons, a déclaré bien haut qu'il croyait fermement à la reprise. Mieux, à Bruxelles, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a plaidé pour un retour à sune croissance significative » des pays industrialisés, seule façon à ses yeux de venir en aide aux pays de l'Est et à ceux du Proche-Orient.

Enfin, reprenant leur boule de cristal, les experts du Fonds monétaire international ont pronostiqué, ce qui n'est pas nouveau, sun rebond pour 1992», tout en gratifiant la France d'une croissance de 2,1 % dès cette année. Tout porte donc à croire que le scénario du redémarrage estival sera le bon. Reste à installer les fusées d'appoint pour faciliter ce décollage. Ce devrait ètre la tâche du groupe des Sept. dont les membres se réunissent ce week-end à Washington. Amiveront-ils à s'entendre sur les remèdes? C'est une autre affaire. Le président Bush presse les Européens d'abaisser leurs taux. i rés réticents, ceux-ci ai bien voir la Réserve fédérale américaine, qui s'en moque, faire

Valeurs diverses

int-Gobain.

Skis Rossignol...

Saulnes Châtillon

L'Oréal.

26-4-91 Diff.

· 9 · 185

11

- 41 - 11,50

0.90 2 5

3,76 15

6,30 6

]+ 21

355.10 - 1.40 115.20 - 3.30 120 - 5

778 678

113 758 321

475,50

46,20 -675 -198 -509 -323,90 +

261,50 -747 +

pression sur le dollar. Les Allemands ont délà fait savoir qu'ils maintiendraient leur politique d'argent cher. De belles empoignades en perspective.

D'où les hésitations d'un marché encore aux aguets mais qui se méfie du « manque de visibilité sur les résultats d'un grand nombre de sociétés », comme le souligne M. P. Coiffet, analyste chez Dynabourse. Le spécialiste de la société de bourse Didier Philippe témoigne d'une sorte de confiance retrouvée en maintenant « le scénario d'une seconde vague de hausse». A coup sûr, la Bourse retrouve des couleurs. Affirmer qu'elle aussi est prête à décoller est plus délicat. Le mois de mai n'est guère favorable à ce type d'exercice avec un nombre impressionnant de jours fériés et de ponts en tout genre. «Le climat devient estival », soulignait un professionnel.

L'événement de la semaine a été sans conteste la nouvelle étape de modernisation franchie en Bourse. Ainsi les valeurs étrangères ont quitté la criée pour rejoindre le système CAC. Mais il v a eu aussi une application de 325 000 titres sur AGF à 542 francs pièce. Affaire de reclassement, disait-on, Enfin, Michelin s'est regonflé sur les conseils d'achat d'une grande société de bourse. Les actionnaires devront quand même s'armer de patience. Les Galeries Lafayette ont pris une participation de 16,4 des Nouvelles Galeries. On parle d'OPA.

construction mécanique

26-4-91 Diff.

37

12

cap. (F)

Cours | Cours 19-4-91 | 26-4-91

56 500 56 800

525 553 680

967 436 290

Nbre de Val. en

555 530 307 244 647 118 756 306 695 538 556 839 300 633 667 766 103 257 762 360 250 489 255 405 259

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

Alcatel Alsth... 1 207 796

Total (F. pétr.). Lyon, Dumez

Eaux (Gén.)..... AGF.....

Elf-Aquitaine... Moulinex ......

- [hão an lingot] ..... Pièce française [20 fr.] ..... • Pièce trançaise [10 fr.] ....

ca svissa (20 fr.)

cugeot S.A. ....

TRAITÉES AU RM (\*)

(\*) Du vendredi 19 avril 1991 au jeudi 25 avril 1991 inclus.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Métallurgie,

Dassault-Aviation

De Dietrich ... Fives-Lille ....

Penhoët.

Peugeot .. SAGEM..

### **NEW-YORK**

# Coup de déprime

Encore une fois, Wall Street n'a pas NOICE DOW JONES réussi cette semaine récupérer les forces tout entières consacrées il y a une dizaine de jours

à franchir la fameuse barre des 3 000 points. Tout a commencé et a fini sur un air de baisse entrecoupé par un maladroit et timide chant de hausse. Les nerfs des investisseurs ont, il est vrai, été mis à rude épreuve, puisque les Etats-Unis ont été officiellement déclarés en récession.

L'actualité n'a pas été tendre avec, presque en ouverture hebdomadaire, l'annonce inattendue d'une chute des commandes de biens durables en mars (-6,2 %), au plus bas maintenant depuis 1988, et en clôture la signature de la crise avec la baisse du PNB 2,8 %) pour le premier trimestre 1991 pour la deuxième fois consécutive. Le plus étonnant est sans doute que le marché américain n'ait pas réagi plus sévèrement, comme en a témoigne la relative faiblesse des courants d'échanges.

Autour du « Big Board », les professionnels expliquaient cette sorte d'apathie par le phénomène du fait accompli, mais aussi par l'espoir que, le pire étant maintenant arrivé, l'amélioration est au bout du chemin. Des investisseurs disaient carrément que la situation était devenue tellement mauvaise que la Fed serait désormais contrainte de mettre la pédale douce sur le crédit. Mais la banque centrale américaine est-elle en mesure de le faire étant donnée la hausse rapide de l'indice des prix lié au PNB (+5,1 % en rythme annuel)? Beaucoup à la veille du week-end s'interrogeaient sur sa capacité d'intervention.

A. D.

Indice Dow Jones du 26 avril : 2 912,38 (c. 2 965,59).

2 312430 (01 2 30	010-7-	
	Cours 19 avril	Cours 26 avri
Akcoa ATT Boeing Chase Man. Bank Dn Fond de Nemours Eastman Kodak Exxon Ford General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil Pfizer Schlumberger Textoo	19 avril 67 3/8 37 1/2 46 3/4 19 3/8 41 1/8 43 3/8 43 3/8 33 7/8 74 3/8 22 3/8 109 3/8 58 7/8 68 3/8 55 5/8 62 3/4 67 5/8	
Union Carbide USX Westinghouse Xerox Corp.	17 3/4 33 1/4 29 1/8	18 32 3/2 28 58 5/2

### TOKYO

### Repli

Fatigué d'attendre une baisse des taux d'intérêt, le Kabuto-Cho a modes reculé au cours de la semaine passée. L'ac-tivité est restée faible

et la parole est allée aux arbitrageurs et aux quelques spéculateurs assez audacieux pour se risquer sur ce marché toujours déserté par les institutionnels. Le résultat a été une Bourse boudense et une tendance marquée par des coups d'accordéon, qui ont donné des écarts, comme lundi, où plus de 300 yens ont été perdus, ou le lendemain lorsque la cote a regagné près de 250 yens. A 26 541 yens, le Nikkei a fini vendredi à 26 123 yens.

En début de semaine, en parlant des a trois G qui poussent les investisseurs sur la touche », un professionnel japo-nais trouvait une formule heureuse pour résumer l'ambiance qui a marqué la place japonaise durant les cinq séances passées. Le premier, c'est Gor-batchev et l'échec de sa visite historibatchev et l'échec de sa visite historique à Tokyo, le second, c'est le G 7 qui aura lieu dimanche à Washington. On ne sait pas à Tokyo si on doit en attendre du lard ou du cochon, le recul des taux d'intérêt escomptés ou, au contraire, le maintien de la politique de rigueur monétaire actuelle qui pèse sur les marchés. Les signaux reçus

Ш		·· .			
conti bround Quantia see du de ment	radicto iller er it au d maine Shut n par u	ine ou pires et acore da emier ( traditi nai, qui ne ferm ne sem	n'ont evantag  i, c'est onnelle se trad eture p	fait que les es golden ment i buit gén artielle	l'em- prits. week, feniée érale-

Parmi les nouvelles de la semain les professionnels ont retenn la publication des chiffres de la hausse des prix au détail à Tokyo, en légère contraction, et surtout l'annouce, vendredi, qu'en dépit du pessimisme relevé par tous les sondages, la croissance japonaise poursuivait sur sa lancée et entamait son cinquante troisième mois d'expansion consécutif

Indices du 26 avril : Nikkei, 26 123,68 (c. 26 541,97) ; Toppix, 1 957,96 (c. 1 998,07). **BRUNO BIROLLI** 

L	i9 avril	Cours 26 avri
Alcai Bridgestone Canton Fuji Bank Honda Motors Massushira Electric Missushira Heavy Sony Corp. Toyota Motors	810 1 110 1 610 2 640 1 420 1 730 783 6 610 1 850	840 1 090 1 600 2 680 1 350 1 720 760 6 200 1 830

# LONDRES

# La baisse s'accélère

- 1.9 %

Pour la troisième fois de suite, le bilan hebdomadaire de la Bourse de Londres a cté négatif. Mais, jus-qu'ici assez lent, le mouvement de baisse s'est accéléré, et, d'un ven-dredi à l'autre, l'indice Footsie des cent valeurs a reculé de 1,9 %.

Après le flot de mauvaises statis-tiques qui lui avait été asséné la semaine précédente, le marché a eu droit, cette fois, à un vrai déluge d'enquêtes de conjoncture plus pessimistes les unes que les autres. Pour couronner le tout, de nombreuses augmentations de capital ont continué à pomper les liquidités disponibles. Enfin, les investisseurs ont commencé à s'inquiéter à propos des élections locales du 2 mai en Angleterre et au pays de Galles.

Indices «FT» du 26 avril : 100 valeurs, 2 471,3 (c. 2 520,1); 30 valeurs, 1 938,3 (c. 1 980,1); mines d'or, 143,6 (c. 140,2); fonds d'Etat, 84,82 (c. 84,84).

	Cours . 19 avril	Cours 26 avril
Bowater BP	6,42 3,47 4,83 3,88 13,31 10,80 15,30 11,02 8,72 5,12 7,65 2,23	6.08 3,45 4,70 3,88 13,38 11,01 15,20 10,57 8,05 5,22 7,50 2,12

### FRANCFORT Nouvelle et forte hausse

+ 1,65 %

Prenant le contrepied des autres places, la Bourse de Francfort a continué de monter cette semaine en accélérant même la tendance.L'échec électoral des chrétiens-démocrates, le parti du chancelier Kohl, aux élections de Rhénanie-Palatinat n'a pas déprimé le marché plus d'une journée. L'optimisme à rapidement pris le dessus avec la perspective d'un redressement économique plus rapide que prévu de l'an-cienne RDA. Par ailleurs, la fermeté du ton employé par M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, pour avertir les pays du G-7 que l'Allemagne ne sacrifierait pas sa politique d'argent cher, son rempart contre l'inflation, pour les beaux yeux de l'Est, a rassuré les milieux finations de la rassuré les milieux financiers et encouragé les

Indices du 26 février : DAX, 1 623,81 (c. 1 597,37); Commerzbank, 1 964,6 (c. 1 923,30).

**%** 

investisseurs.

[1	9 avril	Cours 26 avril
Bayer Commerchank Deutschebank	294 80 256 80 289,50 265 641,50 260,30 616 286 286	201 259 236, 258,76 647 270,40 636 290,50 611

### Alimentation

	26-1-91	Diff.
Béghin-Say Bongraio BSN Carrefour (1) Casino G., Perra Euromarché Guyenne-Gasc LVMH Occid. (Gle) Chipar Pern-Ricard Promodés	26-4-9] 638 2.455 855 3.660 137 4.070 1.270 3.990 761 279 1.220 2.960	Diff.  - 35 - 175 + 5 - 45 - 3,40 + 25 + 20 - 3 - 16 - 6 + 20 + 15
Saint-Louis Source Perrier	1 440 1 428 34 260	+ 31 - 42 + 560

(1) Coupon 65.

# Pétroles

[	26-4-91	!	Diff.
BP-France	123,80	+	3,30
ELF-Aquitaipe	347	+	11,60
Esso	644	۱-	18
Primagaz	434	i-	6
Sogerap	400	<b>{</b> ~	17,90
Total	750	1+	20
Exxon (1)	348,90	(+	3,70
Petrofina	1 910	1+	3
Royal Dutch	475,10	(+	10,10

### Matériel électrique

26-4-91	Diff.
575	- 10
	l⊸ iš
2 551	- 47
1 040	- 70
800	+ 55
	- 80
	- 45
	- 21
	) + 52
	j+ 35
	- 6
	<b>]-</b> 3
	+ 22,20
2 974	+ 69
	575 226 2 551 1 040

### Banques, assurances,

societes d'in	vestiss	e <u>n</u>	<u>ieut</u>
	26-4-91		Diff.
AGF	529	_	
AXA (ex-Cie Midi).		l_	61
Bail Equipement		-	3.20
Bancaire (C*)		<b>!</b> _	2
Cetelem	1	-	3
CCF	1 777		3.80
CFF		+	1
CFI		l_	ġ
Chargeurs	7 272	١.	14
CPR		ĮŽ.	2.50
Eurafrance		{_	89
ÇAN	11 994	4	
Hègia (La)	565	j 🗜	ğ
Localiance	1	12	_
Locindus	1	[_	11
Midland Bank		1_	6,60
OFF		Į.	48
Paribas	1	Į_	25,30
Schneider	) <u></u> '	۱_	36
Société générale		<b>{</b> _	3
Sovac	7	<b>{</b> _	10
Suez (C. fin.)		l+	5,40
UAP	1	۱.	3
UCB	156.50	١.	3.50

## Filatures, textiles

}	26-4-91	Diff.	
gache (Fin.)	1 090 n.c. 2 000 401 1 750 780 655 3 670 18,70	+ 18 - 133 - 4 + 22 - 26 - 15 - 60 + 0,60	Accor Air liquide Arjomari Bis CGIP Club Méditer Essilor EuroDisney Europe 1
Bätiment, ti	avaux j	publics	Eurotunnei Groupe Cité
<del></del>	1 16 4 91	Diff	Hachette

	26-4-91	Diff.
Auxil, d'entr	1 198 571 399,10 440 178 745 376,10 473 244	+ 42 - 6 - 30,6 - 9 - 1.5 - 30 - 7,5 - 41 - 10

### Minee d'or diamants

Mines o or, Gramants			
	26-4-91	Diff.	
Anglo-American	179 340	+ 5	
Buf. Gold M De Beers	60,95 138,30		
Drief. Cons	58,10 19,80	- 0.05	
Harmony Randfontein	24,90 16,70	+ 0,95	
Saint-Helena	39 70	1.55	

### Produits chimiques

<del></del>			•	26-4-91	Diff.
Americanddold M	16,70	- 0,10 + 0,90 - 0,65 - 0.75 + 0,95	Labo Roger Bellon	2 189 825 875 968	+ 36 + 192 + 27 + 48 + 33 + 28 + 27 - 4,76 + 2
Helena m Deep	39 70 162,10		(1) Coupon de 3.4	) F,	

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 26 avril 1991 Nombre de contrats : 53 429

-		ÉCHÈ.	ANCES	
COURS	Juin 91	Sept. 91	Déc. 91	
Premier	106,50	106,48	106,42	_
+ haut	106,56	106.48	106,42	-
+ bas	106,20	106,26	196,42	_
Deraier	106,20	106,26	106,42	-
Compensation	106,20	106,18	106,12	-

#### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) Cours du vendredi au jeudi 24-4-91 25-4-91 22-4-91 23-4-91 1 362 836 2 511 021 2 074 607 2 580 156 RM ...... Comptant 6 954 022 4 273 148 6 894 989 R. et obl-365 329 82 700 102 953 102 014 Actions

INDICES	OTTOUG:	iens (ins	EE base 10	0, 28 décem	ibre (AAA)
Françaises . Étrangères .	117,6	116,2 112,8	116,9 112,8	116.7	116,5
INDICES CAC (du luadi au vendredi)					
	22-4-91	23-4-91	24-4-91	25-4-91	26-4-91
ا منت	(b)	se 100, 31 (	décembre 19 479.3	81)   479,2	477,9

(base 1 000, 31 décembre 1987) CAC 40 ..... 1 767,30 1 1781,83 1 1782,03 1 1777,01 1 1774,67

9 577 159 1 9 830 372 1 6 430 455 1 5 379 290

# 382 388 380 489 481 381 2 100 1 050 545 2 505 475 400 250 381 380 484 480 390 1 06 677 2 485 475 397 267 5 dollars .... 50 pesse .... 20 marks .... 10 florins .... 5 mutiles ... a Cas pièces d'or ne sons cottos qu'à la sala

LES PLUS FORTES VARIATIONS

Valeurs	Hanste %	Valenz	Bai 9
Radiotechnique. Roger Bellon Labriel Michelin B Synthelabo. Cerus. Cerus. CMB Pack. SA. Oreal (L.) Auxil. Entrepr. ELF. Aquitaine. OFP. Metaleurop. BIS Stofen.	+131 +73 +72 +69 +66 +48 +43 +41 +33 +33 +29 +28	Dassault Avias. Majoretre. Males. Ecoo. Dassault Electr. Arigmuni Prisos. Bongrain L. Easts-Drance. Sogrand. CSEE. Dassault SA Sommer-Alibest Cke2	

# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

### MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

# Epris de liberté

Le marché international des capitaux est épris de liberté. Ses participants ne souffrent guère qu'on intervienne dans son évolution. Des autorités font, certes, valoir leurs prérogatives dans quelques compartiments. Mais à moins de risquer d'en entraver la croissance, il faut qu'elles affichent leur intention de relacher leur emprise et qu'elles en donnent des preuves tangibles.

A cet égard, la façon dont les pouvoirs publics français ou italiens gèrent les marchés de l'eurofranc ou de l'eurolire est exemplaire. Chacun sait que leur surveillance continue de s'exercer. Dans le cas de l'Italie, elle est même pesante. Mais cela n'empêche pas le compartiment des euro-emprunts en lires de connaître un vif développement, car l'espoir d'une relaxation est savamment

A Milan et à Rome, il n'est actuellement question, dans les milieux financiers, que d'ouverture et de libéralisation. On s'y prépare pour le milieu de cette année sans troo savoir encore quelles restrictions seront maintenues. La Banque d'Italie envisagerait, dit-on, d'abandon-ner le rigide système d'enregistrement préalable et le calendrier actuellement en vigueur qui règle le début des nouvelles émissions en lires. On prévoit aussi d'autorises des banques étrangères à diriger des opérations. Il est probable toutefois que de sévères conditions seront posées, si bien que sur ce plan. les établissements transalpins n'auront, dans l'immédiat, pas à redouter la concurrence internationale.

A Paris, où, en matière de libéralisation, on est en avance sur l'Italie, certaines banques d'origine étrangère sont déjà habilitées à diriger des euroemprunts en francs. Deux établissements américains, JP Morgan et Compagnie et Bankers Trust France le sont depuis l'année dernière. La liste vient tout juste de s'enrichir d'un troisième nom, celui de la filiale française du Crédit Suisse, First Boston. Dans les trois cas, il s'agit d'établissements financiers qui appartiennent à des groupes dont la réputation et le savoir-faire sont extraordinaires et qui ont démontré qu'ils étaient capables de mener leurs activités sur place, à Paris. Il n'y a pas de danger que le marché de l'eurofranc émigre vers une autre capitale.

Pour ce qui est de celui de l'écu, la situation est différente, car, autres emprunteurs souverains, l'Es-

comme la monnaie d'emprunt n'est pas celle d'un pays donné, nul ne peut s'arroger au départ le droit d'en contrôler l'évolution. Une pleine liberté est acquise d'emblée, et, normalement, rien ne paraît devoir gêner le jeu de l'offre et de la demande. De nombreux specialistes y voient une des raisons principales de son succès auprès du débiteur et des investisseurs, et, pour eux, il n'est pas question de modifier quoi que ce soit en la matière.

C'est ainsi qu'une suggestion, en nait de la Commission des Communautés européennes a suscité des réactions tout à sait hostiles. Rruxelles ne demandait rien d'autre qu'une simple concertation entre les grands emprunteurs qui s'apprêtent à lever des fonds en écus, le but recherché étant de prévenir un engorgement soudain du marché. En aucun cas, il n'était prévu d'assujettir celui-ci à une quelconque régle-mentation ou d'instaurer un calendrier. Tant du côté des eurobanques que des grands trésors publics, on s'est montré navré de cette proposition. C'était un peu comme si tout l'édifice avait été mis en cause, et, pour certains, parler d'une concertation revient carrément à s'attaquer au principe même du capitalisme.

### L'Espagne ne se mesure pas elle-même

Il y a eu, la semaine passée, de grandes et belles émissions en écus, la plus importante ayant pour débiteur le royaume d'Espagne. Dirigé par Banesto, son montant est de l milliard d'écus et sa durée, de cinq ans. Elle coûte à l'emprunteur environ 9,15 % l'an, son taux d'intérêt facial étant de 9 %. Les titres se sont, pour l'essentiel, placés à l'étanger, car, en Espagne, les investisseurs sont habitués à des rendements beaucoup plus elevés. Des bons du Trésor libellés en pesetas rapportent environ trois points de pourcentage de plus. Il reste que l'écart ne cesse de s'amenuiser, ce qui, logiquement, devrait éveiller l'appétit des prêteurs locaux pour des titres en écus. L'année dernière, en avril, lorsque l'Espagne lançait ses premiers fonds d'Etat libelles dans la monnaie européenne, il lui avait fallu servir un intérêt de cinq points de pourcentage plus élevé que dans sa monnaie. Comme plusieurs

pagne se refuse à jauger son opération à celle d'un autre débiteur. Pour le Trésor madrilène, la seule préférence avouée est sa précédente transaction, qui a encore quatre ans à courir et qui, au moment de la sortie de la nouvelle émission, procurait aux investisseurs un rendement du même ordre, soit 9,08 %.

C'est précisément cette entière liberté qui permet cette absence de référence que les emprunteurs cher-chent jalousement à conserver lorsqu'ils resusent d'admettre toute concertation préalable. Cela n'a toutesois pas empêché le Trésor de Madrid mercredi 24 avril, au cours de la matinée, de saire part de ses intentions à la Banque européenne d'investissement, qui, au même moment, allait également émettre une transaction en écus.

L'opération de la Banque européenne est d'un genre très différent. D'un montant de 300 millions d'écus, elle est d'une durée d'environ huit ans. Elle représente une sorte de deuxième tranche qui viendra, dans quelques semaines, s'ajouter aux 335 millions d'un euro-emprunt qui avait vu le jour en 1989. Le débiteur a d'ailleurs l'intention d'en accroître encore le montant dans les mois qui viennent, si bien que les investisseurs ont l'assurance que les titres figureront parmi les plus activement négociés de tout le marché national. Son taux d'intérêt facial est de 9 %.

Comme l'emprunt espagnol, il s'agit d'une des grandes réussites de la semaine passée. Ce qui distingue la transaction de la Banque européenne, c'est qu'elle est pour l'essentiel destinée au portefeuille des particuliers au Japon. Jusqu'à présent, les placements en écus n'avaient. dans ce pays, retenu l'attention que des investisseurs institutionnels. Nomura, qui dirige cette affaire, et les autres maisons de titres nippones qui y sont associces vont atteindre au travers de leurs réseaux, une vaste clientèle qui, jusqu'à présent. n'avait jamais été sollicitée par des placements de ce genre. Un cinquième de l'émission était réservé à l'euromarché, et les titres se sont immédiatement arrachés. Par la force des choses, le placement japonais prendra plus de temps. Sur le plan technique, le tout est une prouesse car l'émission satisfait tout à la fois aux exigences tatillonnes du marché des emprunts au Japon et à la liberté de l'euromarché.

CHRISTOPHE VETTER

### **DEVISES ET OR**

# Un dollar vraiment très ferme

En pleine ascension en début de semaine, à 1,77 DM et 5,95 francs, le dollar ne cédait que très peu de terrain à la veille du week-end, en dépit des interventions des banques centrales, assez peu importantes et convaincantes.

L'accélération de la hausse de la devise américaine le lundi 22 avril, qui retrouvait ses niveaux du début décembre 1989, effaçant ainsi, en deux mois, ses pertes d'un an entier, avait été déclenchée par le désaveu cuisant infligé au chancelier Kohl par les électeurs du Land de Rhénanie-Palatinat. Ils ont mis en minorité le parti chrétien-démocrate, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, et lui ont fait perdre la majorité à la Chambre Haute (Bundesrat) au profit de l'op-position socialiste, qui se prépare à bloquer certains projets du chance-lier, notamment la réforme fiscale.

Du coup, le mark a fléchi par rapport au billet vert, ce mouvement étant favorisé par l'absence, peutêtre provisoire, de tout relevement de son taux directeur par la Bundesbank, et l'arrêt, peut-être durable, de la baisse du taux des pensions de la Réserve fédérale des États-Unis.

Pendant la majeure partie de la semaine, les banques centrales, comme il a été dit, ont essayé de casser la hausse du dollar, sans grand succès, puisque la devise américaine se trouvait, vendredi soir, à 175,50 DM et 5,92 francs. Dans la journée, pourtant, l'annonce d'une baisse de 2,8 % du produit national brut au premier trimestre et d'une augmentation à 5,5 % du taux d'inflation, sur une base annuelle, avait jeté un froid. Mais le chiffre concernant l'inflation était contesté, le prix du pétrole ayant fléchi en avril. De toute façon, si la hausse des prix s'accélérait, la Réserve fédérale s'abstiendrait de réduire à nouveau son taux directeur, politique de nature à renforcer le billet vert.

Selon les spécialistes de la salle des changes de la banque Indosuez et leur économiste, M. Christopher leur économiste, M. Christopher Potts, qui ont calculé, sur une vingtaine d'années, l'évolution de la parité dollar-mark en pouvoir d'achat, cette parité s'inscrirait actuellement, aux alentours de 1,90 DM-1,95 DM, soit environ 640 FA-70 F 6,40 F-6,70 F. Autonomie du franc

Ces calculs s'appliquent à un taux de change compensant exactement le différentiel d'évolution des prix à le differentiel d'évolution des prix à la production aux États-Unis et en Allemagne pendant la période 1969-1991. Ils monirent que le dollar a été sous-évalué de 1971 à 1981, puis fortement surévalué de 1981 à 1986 avec une sointe du dollar à 1986, avec une pointe du dollar à 3,47 DM le 28 février 1985, puis à nouveau une sous-évaluation de 1986 à la mi-1989, date à laquelle dollar et mark se retrouvaient à parité de pouvoir d'achat.

Depuis une vingtaine de mois, la devise américaine serait redevenue surcotée. L'examen du graphique de la Banque indosnez montre que les périodes d'équilibre du pouvoir d'achat du dollar et du mark ont été rares (quatre en vingt et un ans) et extrêmement brèves : l'importance des flux de capitaux sur les cours, en hausse et en baisse, ont déterminé et accentué des déséquilibres sur des périodes de cinq à sept ans.

Au sein du système monétaire européen (SME), la peseta espa-gnole, dopée par des taux d'intérêt toujours assassins, continue de caracoler en tête, ce qui maintient en queue le franc français. Ce dernier consolide sa remontée récente vis-àvis du mark dont le cours à Paris, après avoir glissé au-dessous de 3,37 francs, se rétablit à 3,3750 francs environ. A cet égard, il convient de noter que la parité franc-mark se déconnecte de plus en

Que vaut vraiment le dollar? COURS MOYENS DE CLOTURE DU 22 AU 26 AVRIL 1991

PLACE	Livre	\$EU.	Franc français	Franc suisse	D.mark	Franc beige	Florin	Lire italienne
	1,6890	<del> 1</del>	16,9262	67,6361	57,1102	2,7701	50,6842	0,0773
New-York	1,7360	╼┋╾┪	17,1732	68,3526	57,9542	2,8208	51,4403	0,07843
	9,9786	5,9080		199,597	337,41	16,3656	299,44	4.5656
Paris	10,1067	5,8230		398,01 6	337,46	16,4259	299,53	4,5670
	2.4972	1,4785	25,0256		84,4375	4,0955	74,9366	1,1426
2::rich	2,5397	1,4630	25,1245	-	84,7870	4,1269	75,2572	1,1474
	2,9574	1,7510	29,6375	118,4325	-	4,8504	88,7480	1,3532
Franciert	2.9954	1,7255	29,6324			4,8674	88,7602	1,3533
	69,9729	36.10	6,1104	24,4166	20,6168		18,2970	2,7898
Bruxalles	61,5412		6,0879	24,2310	29,5447		18,2355	2,7883
	3,3324	1,9730	33,3956	1,3344	112,67	5,4653	<b>↓</b> .=	1,5247
Amsterdam	33747		33,3848	1,3287	112,66	5,4837		1,5247
	2185.57	1294	219.03	875,21	739	35,8448		┵╾
Milan	2213,40	1275	218,96	871,496	738,91	35,9661	655,864	
	233.25	138,10	23,3836	93,2054	78,8692	3,8255		0,1067
Takyo	238.56	137,65	23,6390	94,0874	79,7739	3,8829	70,8076	0,1079

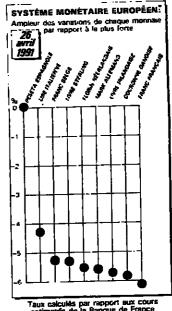
A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 26 avril, 4,27 4,2302 F le vendredi 19 avril.

#### plus des variations du mark vis-à-vis du dollar. Auparavant, lorsque la devise allemande se renforçait vis-àvis du billet vert, le franc faiblissait à Francfort, et inversement. Aujour-d'hui, la devise française semble acquérir un peu plus d'autonomie.

Les rumeurs insistantes qui couraient la semaine dernière sur l'éventualité d'un resserrement des marges de fluctuation de la livre sterling et de la peseta au sein du SME, ramenées de 6 % à 2,25 %, se sont calmées cette semaine-ci mais, à un terme plus ou moins rapproché, ce resserrement est inscrit dans les astres ; il constituerait, pour les gouvernements et les autorités monétaires de Grande-Bretagne et d'Espagne, une excellente arme psychologique pour saire appliquer et respecter les contraintes édictées en matière d'inflation.

On relève enfin que grâce à la hausse du dollar, auquel il est plus ou moins accroché, le yen japonais poursuit son lent redressement vis-àvis des monnaies européennes. A la veille du week-end, il valait près de 4,28 centimes contre 4,23 centimes la semaine dernière et 4,16 centimes il y a quinze jours. N'était-il pas tombé à près de 3,50 centimes l'année dernière, après avoir bondi à de dernière de l'après avoir bondi à plus de 5 centimes en 1989? Son raffermissement a de quoi réjouir les exportateurs français sur le Japon, notamment M. Bernard Arnault, PDG de LVMH, premier fournis-seur de cognac des Japonais. Il fera également le bonheur de M. Jacques Calvet, qui dénonce à longueur de mois le dumping de l'empire du Soleil-Levant, savorisé par la sousévaluation notoire du yen.

FRANÇOIS RENARD



# MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

# Flottement général

A la veille d'une quinzaine qui risque d'être peu active du fait des nombreux jours de congés, en France surmonde, un certain flottement se faisait sentir un peu partout. La caco-phonie complète, qui présidera aux entretiens du groupe des sept pays les plus industrialisés du monde, dimanche 28 et lundi 29 avril à New-York, ne peut qu'inciter les opérateurs à la prudence. D'autre part, les chiffres rendus publics en fin de semaine sur l'évolution de l'économie aux Etats-Unis, baisse du PNB et hausse de l'inflation, rendent perplexes les marchés.

La cacophonie, d'abord. A l'approche de la réunion du groupe des Sept, les pays membres apparaissaient plus divisés que jamais, tout au moins sur les taux d'intérêt, un consensus se dégageant sur un accord relatif aux parités de change, dont les niveaux actuels sont jugés acceptables, un peu trop élevés, tout de même, pour le dollar.

En revanche, les divergences sont flagrantes avec les Etats-Unis, qui, par

### Mines, caoutchouc 26-4-91 Diff.

	20-7	_	
Géophysique	690 317,30 104 92 54,60 1,76	+++	5 5 3,20 6 0,55 0,02
(1) Coupon de 1,3	5 F.		

Valeurs à revenu fixe on indevé

	OH MUCKE			
		26-4-91	DiΩ	
¥	PME 10,6 % 1976 8,80 % 1977 10 % 1978 9,80 % 1978 9 % 1979 10,80 % 1979 CNB 3 % CNB bq. 5 000 F CNB Paribas 5 000 F CNI Soez 5 000 F	100,03 122,23 101 100,75 99,90 102,25 4020 99,75 99,60 99,60 99,75	- 0. - 0. - 0. + 70 + 0	,02 ,07 ,10 ch. 35 ,15 ,04 ,ch. ch.

la voix de leur secrétaire au Trésor. M. Nicholas Brady, assurent qu'une politique monétaire restrictive pourrait ralentir la croissance mondiale, nuire aux efforts de reconstruction dans le Golfe persique et en Europe de l'Est et alourdir encore le fardeau des pays en voie de développement, extremement endettes.

La France et l'Italie soutiennent cette position avec le souci évident de ne pas pénaliser leurs économies, en plein ralentissement. A l'inverse, l'Allernagne, appuyée par la Grande-Bre-tagne et le Canada, affirme que les politiques monétaires doivent rester igoureuses : priorité à la lutte contre inflation et non à la croissance.

« Une réduction des taux d'intérêt n'est pas à l'ordre du jour, a déclaré le président de la Bundesbank, le président de la Bunuesbank M. Karl Otto Poehl, appuyé par le ministre des finances allemand. M. Theo Waigel, pour qui une baisse forcée des taux en RFA mettrait en danger la stabilité et affaiblirait le mark. «Nous n'avons rien à y gagner, pas plus que nos partenaires», a assuré le ministre, pour qui il n'y a aucun conflit entre le gouvernement et la Bundesbank à ce sujet.

### Le FMI aux côtés de l'Allemagne

Prenant le contrepied des thèses américaines, le Fonds monétaire international s'est rangé aux côtés de l'Allemagne et a recommandé aux Etats membres de ne pas céder à la tentation de trop faire baisser les taux d'intérêt. A Tokyo, en revanche, on pourrait tenir compte de l'appel amé-ricain : « Par souci de coordination des politiques, le Japon pourrait avoir à faire quelques sacrifices pour aider les Etats-Unis», a déclaré un officiel (anonyme).

Considérant qu'il ne sortirait rien de cette réunion, les marchés sont res-tés l'arme au pied. En France, toute-fois, le MATIF, qui avait favorablement réagi après l'annonce d'une diminution de 6,2 % des commandes de biens durables aux Etats-Unis en mats (le cours de l'échéance de juin rebondissant à 107), a fléchi vendredi sur le «mauvais» chiffre de

l'inflation en mars et retombait à 106,10. Dans le premier cas, la Réserve fédérale pouvait être incitée à assouplir sa politique, ce que exclurait le second. Toutefois, en milieu de semaine, le président de la FED, M. Alan Greenspan, déclarait que l'inflation américaine était «maîtrisée» et que, comme par le passé, ladite FED avait commis l'erreur de poursuivre trop longtemps la même politique, ce qui avait provo-qué d'autres difficultés (la récession dans le cas actuel, a-t-il sous-entendu).

Quant à l'Allernagne, les opérateurs attendent la réunion du conseil d'administration de la Bundesbank, le 2 mai prochain, sans qu'un relèvement des taux directeurs ne soit escompté. A Francfort, le rendement des BUND à 10 ans a légèrement sléchi à 8,37 % contre 8,40 %, l'écart avec celui de l'OAT française à 10 ans (8,90 %-8,95 %) se maintenant aux environs de 0,50 - 0,55 point.

Sur le marché obligataire de Paris, le flottement évoqué précédemment n'a guère affecté le placement des emprunts, les souscripteurs estimant qu'un achat sur un MATIF à 106 est moins dangereux qu'à 107. Ainsi, le milliard de francs de l'Auxiliaire du Crédit foncier à 9,30 % nominal et 9,27 % taux réel, a-t-il pu aisément être casé par Paribas, à la faveur sans doute d'une hausse, temporaire, du MATIF tout de suite après le lance-

De même, Créditel a facilement levé 600 millions de francs, sous les auspices du Crédit lyonnais, grâce à son coupon de 9,50 %, très apprécié des particuliers. Quant à la Caisse centrale de coopération économique, elle n'a pas eu de mal à obtenir 1,5 milliard de francs, par le truche-ment du Crédit lyonnais et du Crédit agricole, la maigreur du coupon (9 %) est compensée par l'inestimable, et rare, garantie de l'Etat, indispensable certes, dans ce cas précis, mais de nature à échapper, ou presque, aux quotas réglementaires assignés à chaque émetteur dans les portefeuilles

### MATIÈRES PREMIÈRES

# Règlement de comptes sur le zinc

Depuis la mi-avril, le marché du zinc est en ébulilition au London Metal Exchange (LME), la plus grosse Bourse de métaux au monde. Les cours, qui stagnaient entre | 100 et | 200 dollars la tonne au comptant depuis le début de l'année 1991, sont brutalement passés à 1 430 dollars le 15 avril en clôture alors que l'échéance à trois mois terminait le même jour 1 1 213 dollars. Cette tension soudaine de la backwardation ou déport (situation où les cours du comptant sont supérieurs à ceux du terme, ce qui mesure traditionnellement le manque de marchandise disponible) a alerté les opéra-

Certes, certains producteurs au Canada, en Australie et en Allemagne éprouvaient à l'époque quelques difficultés à livrer du métal, mais l'ampleur des mouvements de cours et du déport, qui a, un moment, atteint 270 dollars par tonne, avait une autre origine. Il s'agissait en fait d'une partie de bras de fer entre acheteurs et vendeurs sur l'échéance avril, ce que les professionnels appellent un «squeeze». En effet, jouant la déprime des non-ferreux dans le cadre du ralentissement de l'activité économique mondiale, plusieurs fonds d'investissement anglo-saxons, dont Mint Fund, l'énorme fonds du négociant britannique ED and F. Man, avaient pris d'importantes positions à la vente. Avec l'approche de l'expiration de l'échéance avril, ces fonds se sont retrouvés dans l'impossibilité de racheter leurs positions ou de livrer le métal. En face, le producteur allemand Metallgesellschaft, qui contrôlait, avec ses clients, la majeure partie du zinc

livrable en avril par le marché londonien a provoqué la flambée des cours en refusant de vendre à des intervenants qui recherchaient désespérément du papier. L'étrangle-ment parfait. Ce petit jeu du chat et de la souris s'est poursuivi jusqu'au jeudi 25 avril, où la situation s'est enfin détendue avec la livraison sur le marché de cinq cents lots, soit l'équivalent de 12 500 tonnes de zinc par Metaligesellschaft. Les cours ont donc retrouvé une configuration plus normale en cette sin de semaine, la tonne au comptant terminant à

I 148 dollars alors que l'échéance

des trois mois a clôturé à

1 157 dollars. La situation est d'autant plus proche de la normale qu'avec la soudaine remontée des cours les stocks de zinc entreposés au LME ont augmenté de 31 % en quinze jours pour atteindre aujourd'hui 109 000 tonnes. « Mais il pourrait encore y avoir des soubresauts. estime un professionnel parisien, car les fonds d'investissement étranglès ont reporté des positions vendeur jusqu'à sîn avril. »

Cette affaire entame une nouvelle fois la crédibilité du LME, dont les fondements avaient été fortement ébranlés lors du krach de l'étain en octobre 1985. D'autant que les autorités du marché londonien sont restées bien discrètes dans cette nouvelle tentative de « squeeze » alors qu'en décembre 1989, face à une manipulation similaire de la part du producteur canadien Noranda, elles avaient limité la hausse quotidienne du déport à 20 dollars par tonne.

Devenu la référence mondiale en matière de cours de métaux non ferreux, le LME reste pourtant

l'objet de nombreuses critiques de la part des grands producteurs nostalgiques de l'époque ou ils administraient les prix. « Dans cette affaire, nous n'avons pu que subir les fortes variations de cours et nos clients n'ont guere apprecie », remarque-t-on ainsi chez Metaleurop. Les utilisateurs de zinc ont, en effet, dû payer, ces derniers jours, au prix fort un métal dont les cours étaient retombés, en janvier, à leur plus bas niveau depuis septembre 1988 en raison de l'abondance de l'offre mondiale. Théoriquement destiné à la couverture des évolutions de cours défavorables, le marché à terme peu décidément réserver de mauvaises surprises. ROBERT RÉGUER

PRODUITS	COURS DU 36-4
Cuivre h. g. (Londes)	1 439 (+ 9)
Trois mais	Livres/tonne
Aluminium (Loséts)	1 379 (- 48)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Loades)	9 000 (- 103)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Paris)	269 (+ 54)
Août	Dollars/tonne
Café (Londres)	539 (- 36)
Mai	Livres/tonne
Cacao (Non-York)	1 905 (- 43)
Mai	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	275,25 (- 3,50)
Mai	Cents/boisseau
Malis (Chicago)	253,25 (- 3,50)
Mai	Cents/boisseau
Soja (Chicago)	176,60 (+ 2,80)
Mai	Dollars/L courte

Le chiffre entre parenthèses indique la

مكذا سالاصل

L'assemblée générale annuelle de la BAD

# En 1991 et 1992 la croissance devrait rester soutenue en Asie

La Banque asiatique de développement (BAD). dont la vingt-quatrième assemblée générale annuelle s'est achevée vendredi 26 avril à Vancouver, estime que, malgré le ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés, l'activité restera soutenue en Asie cette année ainsi qu'en

temps de Pékin », a fait l'objet de nombreuses discussions. Le président de la BAD, M. Kimimasa Tarumizu, a déclaré que les crédits pourraient reprendre normalement dès le mois de mai.

Au total, les trente-deux membres de la BAD appartenant au monde en développement ont enregistré un taux de croissance de 5,7 % en 1990, qui devrait rester le même en 1991, et atteindre 6 % l'an prochain. La BAD estime que les quatre «dragons» d'Asie du Sud-Est devraient souffrir du ralentissement mondial, tout en conservant des taux de croissance très élevés au regard de ceux des pays développés : 3,5 % à Hougkong cette année, contre 2,3 % en 1990; 7,5 % contre 8,5 % en Corée du Sud, 5,9 % contre 8,3 % à Singapour; 5,9 % contre 5,1 % à Taï-

LESSENTIEL

DATES

Il y a cent ans, le 1º mai tragique

ÉTRANGER

Les Khmers rouges acceptent

l'appel au cessez-le-feu tempo-

Une mise en garde contre la vio-

POLITIQUE

Le financement des partis

Le RPR et l'UDF ne s'opposent

pas à la création des commis-

sions d'enquête proposées par

« Entre délices et confusion »,

SOCIÉTÉ

Les projets de décret ont été

COMMUNICATION

Un livre de M. Philippe Gui-

lhaume dénonce la mainmise du

CULTURE

L'Italie continue de régner, même si l'inspiration s'essouffle..... 10

HEURES LOCALES

Le statut des élus locaux en Europe
 Scènes pour les

ses vins . Débats : Europe-ré-

gions, les mêmes supporters,

pas tout à fait les mêmes moti-

vations • Le projet de loi sur

l'administration territoriale

Dossier : la grande misère

teurs ..... 13 à 16

ÉCONOMIE

Les bénéfices des assureurs

Une hausse de 7 % en 1990

L'avenir de la zone franc

Après la conférence de Ouaga-

dougou : à terme, un marché uni-

pour cinq sociétés......

Revue des valeurs...

Crédits, Changes

Grands Marchés

Abonnements.

Mots croisés.....

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro da « Monde »

été tiré à 473 197 exemplaires.

Carnet .... Météorologie .....

des commissaires-enquê-

Le design italien à Paris

Fichiers informatisés

Audiovisuel public

pouvoir...

Détente au Cambodge

Le chancelier Kohl

lence dans l'ex-RDA .....

Livres politiques

oar André Laurens.....

Analysant les effets de la crise du d'Asie du sud et les Philippines ont Golfe sur les Etats de la zone asiatique, les experts de la BAD estiment qu'au total ces pays ont perdu l'an dernier 600 millions de dollars de recettes d'exportation en direction du Golfe, et entre 600 millions et 750 millions de dollars de rapatriements, de capitaux par les travailleurs asiatiques installés en Irak et au Koweit (600 000 personnes, selon la

Exportateurs de pétrole, la Chine, l'Indonésie et la Malaysie ont bénéficié de la hausse des cours du brut, tandis que les Etats été les plus durement touchés. La croissance des exportations indiennes aurait été ralentie de 1 à 2 points, et sa facture énergétique alourdie de 1 milliard de dollars. Le manque à gagner financier du Pakistan (renchérissement des importations, diminution des exportations et des entrées de capitaux) aurait atteint i milliard de dollars également. Selon la BAD, « ces pays auront besoin d'une assistance financière externe substantielle pour éviter la stagflation et équilibrer leur balance des paie-

1992. La question de la reprise des prêts à la

Chine, deux ans après les évènements du « prin-

Le pèlerinage annuel à Solutré

# M. Mitterrand change ses habitudes

1946, M. François Mitterrand change la date de son pèlerinage annuel à Solutré (Saône-et-Loire). Accompagné de ses proches, il a gravi la roche, pendant une vingtaine d'années, à Pâques, puis, pour raison de météorologie plus clémente, le dimanche de la Pen-

Le 3 juin 1990, le chef de l'Etat n'avait pas caché l'agacement que lui procurait la «tradition» que, selon lui, les journalistes avaient créée en l'accompagnant, chaque année nius nombreux, depuis son élection à la présidence de la République. Il avait expliqué que sa venue n'était pas destinée à ren-contrer des médias, qu'il n'avait pas « convoqués » pour célébrer sa a gloire », ni l'exploit d'avoir grimpé « quelques mètres ». Il avait, sur le même ton, reproché aux représentants de la presse de donner dans « la pure fiction » en se livrant à une « géographie sentimentalo-politique » à propos de

Le PS fête la première élection

de M. Mitterrand. - Pour fêter le

dixième anniverszire de la pre-

mière élection de M. François Mit-

terrand à la présidence de la Répu-

blique, le PS organisera, le 21 mai,

une sête, rue de Solsérino en pré-

sence du chef de l'Etat, au cours de

laquelle sera planté un «arbre

de mai ». Le PS lancera, le 2 mai,

une grande campagne d'affichage

sur quatre thèmes : les avancées

sociales, le droit des femmes, la

culture, la liberté et les droits de

Préavis de grève levé à l'Odéon

Théatre de l'Europe. - A la suite d'une assemblée générale qui a duré l'après midi du vendredi 26 avril et

une grande partie de la soirée, la

direction de l'Odeon-Théâtre de l'Eu-

rope et les syndicats sont parvenus à

un accord, et le préavis de grève qui

se prolonge depuis deux semaines a

été levé. Les représentations du Bal-

con de Jean Gener, dans la mise en

scène de Linis Pasqual, qui n'ont pu

□ Mort de Robert Velter, créateur de

Spiron - Robert Velter, le créateur

du personnage de bande dessinée

Spirou, est mort dans la nuit de ven-

dredi à samedi 27 avril à l'hôpital de

Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), à l'âge de

82 ans, a-t-on appris auprès de l'un

de ses amis, François Mériel, ancien

directeur des éditions Dupuis. Spirou

avait vu le jour le 21 août 1938.

Robert Velter, qui signait Rob-Vel, s'était inspiré de son expérience

avoir lieu, commenceront le 2 mai.

EN BREF

Pour la deuxième fois depuis ceux qui l'accompagnaient ou non

Outre son épouse, originaire de Cluny, tout proche, et son beau-frère, M. Roger Hanin, MM. Claude Estier, Georges Fillioud et Jack Lang font partie des habitués de l'excursion.

Le 19 mai prochain, il n'y aura ni caméra ni micro pour attendre le petit groupe des intimes du président de la République au sommet de la roche. Il n'y aura pas, non plus, de journalistes attendant la fin du déjeuner pour recueillir petites phrases, bons mots et confidences glissés dans une conversation à bâtous rompus. Il n'v aura pas de badauds promeneurs et escaladeurs qui, ce jour-là, jetaient un œil au pied de la falaise au lieudit le Cros-du-Charnier, où, comme le précise le Petit Robert, fut découvert en 1866, au-dessus d'un amas d'ossements de chevaux, un outillage lithique qui fit donner le nom de solutréen à une période culturelle du paléolithique

comme garçon de cabine sur les

naquehots de la Compagnie transat-

lantique pour créer ce jeune groom

vêtu de rouge, la mèche en bataille et

l'air impertinent, qui allait donner

son nom au «Journal de Spirou».

O Philippiaes : libération du prêtre

français enlevé. - Le père Yves Caroff, enlevé le 27 mars aux Phi-

lippines par un groupe de rebelles musulmans (le Monde du 29 mars

et du 24 avril), a été libéré ven-dredi 26 avril, a annoncé l'ambas-

sade de France à Manille (nos der-

nières éditions du 27 avril). Agé de

soixante-six ans, originaire de Saint-Brieuc, le père Caroff était

retenu en otage dans l'île de Min-danao, dans le sud de l'archipel

philippin. L'Eglise a fait savoir

qu'aucune rançon n'avait été ver-

sée aux ravisseurs. ~ (AFP, Reuter.)

□ URSS : Leningrad ou Saint-Pé-

tersbourg? - Les habitants de

Leningrad voteront le 12 juin pour

savoir si la ville retrouvera son

nom d'avant la révolution bolche-

vique, Saint-Pétersbourg. Cette

décision a été prise vendredi

26 avril, par le conseil municipal

réformiste élu l'année dernière. La

cité, bâtic par Pierre le Grand.

avait changé de nom une première

fois en 1914 lors d'une vague de

russification, pour devenir Petro-

grad. Les Bolcheviques l'ont rebap-

tisée du nom du fondateur du

régime, Lénine, après sa mont en

1924. - (Reuter.)

publié en Belgique.

# La situation en Irak

### La France demande la réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité

La France a demandé une réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU pour examiner l'évolution de la situation en Irak, a annoncé samedi matin 27 avril le ministère des affaires étrangères.

«La France, indique le communiqué du Quai d'Orsay, a demandé une réunion des cina membres per manents du Conseil de sécurité de l'ONU pour examiner l'évolution de la situation en Irak à la lumière des discussions en cours entre les autorités irakiennes et les représentants du mouvement kurde.»

### Ford annonce des réductions d'emplois en Europe

Ford Europe va réduire de 30 % ses effectifs « cols blancs » au cours des trois prochaines années. Ces mesures d'économie visent à res-taurer la compétitivité du groupe qui vend désormais moins de véhicules sur le marché européen que son grand rival General Motors. Il y a deux mois, General Motors, le premier constructeur automobile mondial, annonçait un vaste plan de compression d'effectifs portant sur 15. 000 emplois administra-tifs (le Monde du 6 février).

Ford, qui parie sur le marché européen pour se sortir de l'or-nière, a annoncé, le vendredi 26 avril à Londres, son intention de réduire de 30 %, dans les trois ans à venir, les 21 000 emplois non directement liés à la production de Ford Europe, la Grande-Bre-tagne qui emploie 10 000 administratifs sera concernée au premier chef par ces réductions d'effectifs, sur la base de départs volontaires et de retraites anticipées.

En France, les emplois administratifs sont moins importants (247 salariés au siège à Rueil Malmai-son). Les sites industriels de Bordeaux et de Charleville-Mézières qui emploient 80 % des 4 536 salariés de Ford France seront épar-

### Le footballeur arrêté pour détention de cocaïne

# La chute de Maradona

Diego Maradona, l'idole du football argentin, a été appréhendé dans la soirée du ven-dredi 26 avril, à Buenos-Aires, alors qu'il se trouvait avec deux amis dans l'appartement de son beau-frère. Selon la brigade d'investigation du département antidrogue de la police fédérale, qui a procédé à l'arrestation, le footballeur aurait été en possession de 500 grammes de cocaline, qu'on aurait retrouvés sur un toit en contrebas. Diego Maradona et ses deux amis ont été transférés au quartier générai de la brigade antidrogue, devent une foute de supporters incrédules qui scandaient e Diego ! ... Diego l ».

Ce nouvel épisode dans la vie agitée du footballeur scelle sans doute définitivement la carrière du champion argentin. Né en 1960 dans les faubourgs de Buenos-Aires, le « pibe de oro » (gamin d'or) avait fait ses débuts professionnels en 1976 au club Argentinos Juniors. Des l'année suivante, il entre dans l'équipe nationale argentine et figure dans les vingt-deux joueurs retenus pour la Coupe du monde de 1978 remportés par l'Argentine.

Maradona signe en 1982 au club espagnol FC Barcelone.

Mais c'est dans le club italien de Naples, qui l'achète en 1984 pour l'équivalent de 65 millions de francs, qu'il va donner toute sa mesure. Il fait gagner l'Ar-gentine lors de la Coupe du monde au Mexique en 1986, puis remporte deux championnats d'Italie (1987 et 1990). une Coupe d'Italie (1987) et une finale de la Coupe de l'UEFA (1987). Il perd en finale avec l'équipe argentine lors de la Coupe du monde 1990 en Italie. Diego Maradona avait fait l'objet d'une offre importante de l'Olympique de Marseille, en

Au début de 1991, le tribunal de Naples ouvre une enquête à son sujet pour trafic de drogue, à la suite d'écoutes téléphoniques où apparaît son nom. Alors que l'enquête est toujours en cours, la commission d'appei des footballeurs professionnels italiens le suspend pour quinze mois, le 6 avril 1991, car on l'accuse de se doper à la cocaine. Son arrestation à Buenos-Aires coïncide avec une grande campagne de la presse argentine contre le blanchiment des narco-dollars du cartel de Medellin, en Colombie. - (AFP, Reuter.)

# M. Tapie dément la rumeur de sa candidature à la mairie de Nic

de notre correspondant régional

M. Bernard Tapie, député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône, a démenti, vendredi 26 avril, la rumeur de sa candidature en cas d'élections municipales anticipées à Nice. Ces bruits circulaient depuis que l'on avait appris que le président de l'Olympique de Marseille avait loué, pour 43 200 france par an un appartement de trois pièces au 20, rue

Verdi, au centre de Nice. Pour MANOR ELLE LEGITTELE dat dans une commune, il est, en effet, nécessaire d'être électeur de cette commune ou inscrit au rôle des contributions directes au lejanvier de l'année du scrutin. M. Tapie aurait pu, ainsi, prendre ses précautions pour affronter M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national est devenu, lui aussi, depuis la fin de l'année dernière locataire d'un appartement à Nice et il a déclaré qu'il serait « présent » sur une liste de son parti si des élections municinales devaient avoir lieu avant l'échéance normale.

3 350 and 12

Sentence of

**森**器 ( , ) <sub>气。</sub>

<sup>#</sup>्रे के स्थान कर ।

21....

ie.

Contract of

Le député des Bouches-du-Rhône a qualifié de « ridicule » l'hypothèse de sa propre candidature, que M. Le Pen soit ou non en lice. Un comité de soutien à M. Tapie vient cependant d'être créé, à Nice, à l'initiative d'un ancien conseiller municipal (ex-PS), M. Jacques Randon, mais il concerne les prochaines élections régionales en Provence-Alpes-Côted'Azur, pour lesquelles le président de l'OM est susceptible de se présenter à la tête d'une liste de la majorité présidentielle dans les Bouches-du-Rhône et de patronner des listes ayant la même orientation politique dans les cinq autres départements de la région. La fédération socialiste des Alpes-maritimes a, elle-même, pris position au sujet de ce scrutin. Dans un communiqué publié samedi 27 avril, elle se dit a prête à organiser, le moment venu, dans le dépar-tement, le rassemblement de la majorité présidentielle ». « Dans ce cadre, precise-t-elle, l'éventuelle candidature de M. Taple est à considérer avec intérêt.»

### G. P. J. Freyssinet Le chômage REPÈRES F. Milewski Le commerce

extérieur de

la France REPERES M. Husson et N. Holoblat

> française REPÈRES 128 p., 42 F, 100 titres

LA DÉCOUVERTE

L'industrie

Au sommaire du « Monde de l'éducation » de mai

# La vie douce-amère des lycéens

classe d'âge à être bacheliers en 1960; ils sont plus de 40 % en 1990, et 56,5 % de jeunes sont dans les classes terminales aujourd'hui. Une proportion encore plus grande des générations à venir goûtera vraisemblablement à la vie lycéenne. Pourtant, elle n'a pas la même saveur pour tout le monde : du lycée professionnel de banlieue à l'établissement récuté de centre-ville, la distance est considérable, a observé Martine Valo, auteur de l'enquête du mois de mai du Monde de l'éducation «Lycéens, la vie douce-amère» Après les manifestations de l'automne, on pouvait s'attendre à un climat morose, il n'en est rien : les élèves ont une façon presque débonnaire de parler de leurs «années-lycée». Sauf lorsqu'ils en viennent à évoquer la hiérarchie qui dresse des barrières entre les « bons bacs » et les autres. Alors apparaît l'amertume de n'avoir pu accéder aux sections-phares : seuls, en effet, les meilleurs bacs permettent de repousse le moment crucial du choix, puis l'entrée dans la vie cactive ». En fait, la peur de l'avenir est géné-

Le statut de lycéen s'est rale. Du coup, le lycée apparaît banalisé, ils étaient 10 % de la comme un « nid douillet », un lieu piutôt « doux », selon une expression récurrente. Et beaucoup ne sont pas pressés de le autter...

Egalement au sommaire du Monde de l'éducation de mai : Actualité : les propositions de Lionel Jospin pour la réforme des lycéens.

Politique éducative : conseils pour les épreuves d'angleis et d'histoire géo au bac ; la difficile mise en place des cycles à l'école primaire ; l'avenir des bacheliers profes sionnels, est-ce l'usine ou la fac?

Ecole au quotidien : «L'ordinateur nouveau est annoncé », ou l'arrivée d'une nouvelle génération de matériel informatique dans l'éducation nationale. Société : l'honneur, une

valeur bien réeile chez les adolescents (« Bonnes Feuilles »). Culture: la future Bibliothèque de France au centre d'un grand débat.

Carrières : hôtellerie-restauration, un panorama des forme tions et des métiers.

► En vente chez tous les marchands de journaux: 22 francs.

# Le Monde EDITIONS ET AUTRES NOUVELLES Prix du Jeune Écrivain 1990

LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M. (-Europe2 Te Monde